

Le Monde

55 ANNEE - N° 16853 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

VENDREDI 2 AVRIL 1999

FOUNDER: ROBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Au sommaire:
la déraison d'aimer
selon Ian McEwan,
Jésus en Bouddha



■ Ex-Zaire : les droits de l'homme bafoués

Le document présenté par Roberto Garretón, rapporteur de l'ONU, fait état de graves violations des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo.

p. 6

■ Melissa et Papa, virus informatiques

Deux virus informatiques infectent le courrier électronique mondial qu'ils menacent de saturation. Lockheed Martin, DuPont, AP, Compaq, Intel, Microsoft seraient touchés.

p. 29

■ « Le Monde » en progression

La diffusion du Monde a progressé de 0,6 % en 1998. Cette quatrième année consécutive de progression fait de 1998 la troisième meilleure année de ventes du journal depuis sa fondation, dernière 1979 et 1981.

p. 23

■ Concurrence dans les services

Eau, gaz, électricité, déchets : les services collectifs sont en pleine mutation avec la déréglementation.

p. 20



■ Images non conformes

Les photographies de l'Ukrainien Boris Mikhaïlov montrent un empire discutable. A l'occasion d'une rétrospective présentée à Paris, il explique au Monde son parcours.

p. 33

■ Tabagisme : l'égalité des sexes

Si un jeune Français sur deux fume à dix-neuf ans, c'est le tabagisme des filles, tendanciellement majoritaire, qui inquiète les professionnels de la santé.

p. 31

■ Ouvrir l'école

Lors des Rencontres nationales des acteurs de l'éducation organisées à Tours, le gouvernement a plaidé pour la mise en cohérence des politiques nationales et locales, et l'implication des familles.

p. 10

■ Perceval ronge le sous-sol rennais

Le tunnelier Perceval, qui creuse le sous-sol rennais afin d'y construire le futur métro, inquiète. Il a déjà provoqué huit effondrements de terrain.

p. 12

Allemagne, 3 DM ; Australie-Guyane, 8 F ; Autriche, 2,25 F ; CAN, 2,25 F ; Cambodge, 25 ATS ; Belgique, 45 F ; Canada, 2,25 F ; CAN, 2,25 F ; Chine, 100 F ; Danemark, 25 DKK ; Estonie, 25 FTA ; Grèce, 100 Drachmai ; Irak, 500 DR ; Irlande, 1,40 E ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 F ; Pologne, 250 ZL ; Portugal, 100 Escudos ; R.F. Séychelles, 500 F CFA ; Suède, 35 SEK ; Suisse, 1,30 F ; Turquie, 1,20 TL ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$

M 0147-402-7,50 F



Kosovo : doutes sur la stratégie de l'OTAN

● Slobodan Milosevic reste insensible aux frappes aériennes ● Les forces serbes ont capturé trois soldats américains en Macédoine ● « Protégé » par les Serbes à Pristina, Ibrahim Rugova appelle à l'arrêt des bombardements ● Bonn et l'ONU tentent d'organiser l'aide aux réfugiés kosovars



Albanais du Kosovo, s'est exprimé, mercredi, devant des journalistes depuis Pristina. Sain et sauf, il y réside dans sa maison, précisant que sa sécurité est assurée par la police serbe. Or, Ibrahim Rugova a lancé un appel à l'arrêt des bombardements de l'OTAN.

Tandis que des doutes s'expriment de plus en plus sur l'efficacité des frappes de l'OTAN et sur leurs conséquences, l'aviation alliée a intensifié ses raids. Le secrétaire général de l'OTAN a indiqué jeudi que les opérations de frappes aériennes dureraient « des semaines plutôt que des jours ». Dans un entretien au New York Times, Javier Solana ajoute : « Nous n'avons peut-être pas les moyens d'arrêter l'épuration ethnique, mais nous avons montré que nous avions la volonté d'essayer. » En France, devant le conseil des ministres, en présence de Jacques Chirac, les ministres communistes ont exprimé « leurs inquiétudes », Dominique Voynet et Jean-Pierre Chevénement leurs doutes.

Lire notre portrait pages 14 et 15



M. Milošević
ou l'ivresse nationale

APRÈS dix ans de règne absolu à la tête de la Serbie, Slobodan Milošević reste un personnage énigmatique. Entretenant le culte de la personnalité, communiste devenu héros du combat contre le « génocide des Serbes », le maître de Belgrade a fait de l'ivresse nationale le moteur de son ambition.

Lire notre portrait pages 14 et 15

Toulon, ville FN à la dérive

■ MOINS de quatre ans après la victoire du Front national et de Jean-Marie Le Pen aux élections municipales à Toulon, la situation de la ville est alarmante. Alors que la majorité d'extrême droite se déchire, de nombreux dossiers sont en souffrance, notamment ceux de l'aménagement du centre-ville et du contrat de baie. La préfecture n'envise pas d'intervenir, tant que les missions de service public sont assurées. Carl Lang, envoyé sur place par Jean-Marie Le Pen après la décision de M. Le Pen de quitter le FN-UF, a annoncé la « mise sous tutelle » du maire, via la formation d'un groupe municipal lépéniste.

Lire page 8

Les Bleus en tête



SYLVAIN WILTORD

L'ÉQUIPE de France a renoué avec le succès, mercredi 31 mars au Stade de France, en dominant l'Arménie (2-0) lors d'un match de qualification pour l'Euro 2000. L'attaquant des Girondins de Bordeaux, Sylvain Wiltord, meilleur buteur du championnat, a signé sa première titularisation chez les Bleus en ouvrant le score dès le début de la rencontre. La sélection française rejoint ainsi, en tête du groupe 4, l'Ukraine, qui a été tenue en échec par l'Islande (1-1).

Lire page 28

International	2	Carnet	27
France	4	Aujourd'hui	28
Société	10	Médecinologie, jeu	32
Régions	12	Culture	33
Horizons	14	Guide culturel	35
Entreprises	20	Knock	36
Communication	23	Abonnements	36
Tableau de bord	24	Radio-Télévision	37

Pas de paix sans indépendance de l'Europe

par Max Gallo et Charles Pasqua

L'EUROPE est entrée dans la guerre. Comment ne penserions-nous pas, chaque heure de chaque jour de cette triste épreuve, à la misère dans laquelle

se trouvent plongés plusieurs peuples d'Europe, plus durablement sans doute que nous n'osons le voir et encore moins le dire ? Et comment pourrions-nous nous satisfaire plus longtemps d'opposer

à la brutalité de Slobodan Milošević, la violence de bombardements qui n'ouvrent nulle perspective politique et nous entraînent, chaque jour davantage, dans un ensorcellement aux conséquences

imprévisibles et qui, bien loin de le faire reculer, confortent le pouvoir de Belgrade ? Et comment ne pas voir, enfin, que l'Europe, et au premier chef la France, ont perdu dans cette affaire toute capacité d'initiative.

Quel est le fondement légal de cette guerre ? On serait bien en peine de trouver dans la Charte des Nations unies un article justifiant clairement que quelques Etats puissent régler par la violence une affaire intérieure d'un pays membre de l'ONU. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, ces frappes aériennes ont été déclenchées sans accord ni même consultation du Conseil de sécurité, et ne pouvaient pas être jugées légitimes.

C'est aussi la raison pour laquelle, sans doute, la représentation nationale ne fut pas consultée, la justification humanitaire, pour honorable quelle soit, ne permettant pas d'engager n'importe quelle intervention militaire chez les Etats souverains.

Lire la suite page 17

Max Gallo est écrivain et historien.
Charles Pasqua est ancien ministre et sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine.

4. Les déchirures

Pierre Favier
Michel Martin-Roland

LA DÉCENNIE MITTERRAND

Quatrième et dernier volume d'une enquête monumentale.

Tous ceux qui s'intéressent à ces quatorze années où une France nouvelle a émergé s'y plongeront avec plaisir. Les vrais historiens devront y faire référence.

Thierry Breliet, *Le Monde*

Editions du Seuil

مكتبة من الأصل

Trois soldats américains ont été faits prisonniers par les Serbes

Ils dépendraient des forces de l'ONU en Macédoine

LA CAPTURE par les Serbes de trois soldats américains est un « acte réellement grave », a déclaré, jeudi 1^{er} avril, Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN. Il a précisé que ces soldats n'avaient rien à voir avec les opérations de l'OTAN au Kosovo et appartenaient à la force des Casques bleus des Nations unies, déployée depuis 1992 en Macédoine, dont le mandat a expiré il y a quelques semaines. Les trois soldats ont été présentés, jeudi matin, à la télévision serbe. Selon la Maison Blanche, les trois soldats auraient été capturés alors qu'ils effectuaient une patrouille dans la région de Kumanovo, à la frontière entre la Macédoine et la Serbie. Avant d'être pris prisonniers par les forces serbes, ils auraient essayé des tirs d'armes automatiques. Ils avaient été portés disparus dans la nuit de mercredi à jeudi.

Cette capture risque de peser sur le débat qui a commencé à Washington sur le fait de savoir s'il faut envoyer des troupes au sol au Kosovo pour appuyer l'offensive aérienne menée depuis huit jours

L'A-10, un char volant

Le chasseur de chars A-10 Thunderbolt, que les Etats-Unis ont mis à contribution contre les concentrations militaires yougoslaves, est un avion conçu par Fairchild, son constructeur de l'époque, autour de son arme : un canon de 30 mm, capable de cracher entre 2 100 obus/minutte et 4 200 selon qu'on se sert ou non des deux moteurs hydrauliques utilisés pour entraîner le système de charge.

L'A-10 est entré en service en 1976. C'est l'équivalent d'un char volant, qui emporte, outre son canon, des bombes et des roquettes. Rendu très manœuvrable et très stable pour pouvoir évoluer à basse altitude, cet avion, fortement blindé, est lent, et c'est ce qui fait aussi sa vulnérabilité car il peut être atteint par de simples armements collectifs d'infanterie, comme une mitrailleuse.

Moscou envoie des navires dans la zone de l'offensive alliée

SEPT NAVIRES de guerre de la flotte russe de la mer Noire : un bâtiment de reconnaissance, deux frégates de lutte anti-sous-marin, un croiseur lance-missiles, un navire de débarquement et deux patrouilleurs devraient quitter, vendredi 2 avril, le port de Sébastopol en direction des eaux internationales au voisinage des Balkans. C'est le ministre russe de la défense, Igor Sergueïev, qui l'a annoncé, précisant qu'une telle flotte avait pour mission d'évaluer la situation dans la zone.

A Washington, le département d'Etat et le Pentagone ont différemment réagi. Le premier s'est dit préoccupé par un déploiement « qui n'est pas un geste particulièrement heureux dans le contexte actuel », tout en précisant que Washington avait reçu de la Russie des assurances selon lesquelles Moscou n'avait pas l'intention d'impliquer dans le conflit au Kosovo, ni de fournir une assistance militaire aux Serbes. Le Pentagone a estimé, lui, que « les Russes avaient parfaitement le droit de déployer

des navires en eaux internationales, comme nous le faisons ».

Entre les deux marines, il existe, depuis longtemps, des procédures par lesquelles les navires en mer peuvent éviter, en raison de leur plan de route, des malentendus ou des incidents qui surviendraient de manière inopinée et qui pourraient être mal interprétés par l'une ou l'autre.

Il n'en demeure pas moins que ce dispositif naval pourrait fournir l'occasion aux Russes de chercher à intercepter les communications entre alliés dans la région, pour connaître les objectifs de leurs missions, qui sont principalement coordonnées depuis les postes de l'OTAN à Naples et à Vénice, près de Venise. Le soupçon éaste que les Russes puissent en informer les Serbes. Toutes les marines pratiquent en temps de paix et, à plus forte raison, en période de crise, ce type de renseignement *in situ*, à condition de pouvoir « casser » les codes adverses.

J.I.

HAUTES ÉTUDES DE COMMERCE ET DE MANAGEMENT
Concours national SUP Réseau 99

UN CONCOURS D'INTEGRATION À LA FINALE SUP DE L'ISEG POUR 7 ÉCOLES

Admission : BAC S, ES, L. Inscription jusqu'au 14 Avril.

Paris 01 44 76 89 89 • Lyon 04 72 62 37 37 • Nantes 02 40 09 07 52
Bordeaux 05 56 91 33 02 • Strasbourg 03 88 36 02 66 • Toulouse 05 61 62 35 27

GROUPE ISEG
28, rue des Francs-Bourgeois - 75003 Paris

Les frappes de l'OTAN pourraient durer plusieurs semaines, selon Javier Solana

La « phase 3 », contre les centres nerveux du régime, n'est pas engagée

Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, a déclaré jeudi 1^{er} avril que la campagne aérienne devrait durer « plus de quelques semaines que des

jours ». Elle vise « toute installation ou unité utilisée pour [la] campagne d'épuration ethnique ». L'Alliance atlantique accuse Belgrade

de mener un « scénario orwellien » : la destruction des archives au Kosovo pour « priver un peuple du sens de son passé ».

BRUXELLES

de notre correspondant

La journée du mercredi 31 mars n'a pas été celle des bonnes nouvelles au siège de l'Alliance atlantique, à Bruxelles. Des nuages accrochés obstinément dans le ciel de la République fédérale de Yougoslavie ont empêché bon nombre d'appareils envoyés en mission d'atteindre les objectifs fixés.

L'exode des populations continue à grande échelle. On a pris acte de l'échec de la mission du premier ministre russe, Evgeni Primakov, à Belgrade. Dans la soirée, on apprenait que trois militaires américains avaient disparu lors d'un accrochage avec des éléments armés non-identifiés, à l'occasion d'une patrouille en Macédoine, à une vingtaine de kilomètres de la frontière du Kosovo.

Enfin, une bonne nouvelle, la réapparition à Pristina d'Ibrahim Rugova, le président de la Ligue démocratique du Kosovo, dont on

avait dit qu'il était en fuite, s'accompagnait malheureusement de la démission de ce dernier demandant à l'OTAN l'arrêt des bombardements (*voir page 2*). Ces propos gênent, bien évidemment, la stratégie actuelle de l'Alliance, qui préconise, au contraire, une intensification des frappes pour faire plier Slobodan Milosevic. Les rumeurs sur les exécutions d'intellectuels kosovars comme le professeur Fehmi Agani, principal conseiller d'Ibrahim Rugova, données comme fondées sur des « sources très fiables »,

lundi, par le général David Wilby, se sont révélées improbables. Autant de faits qui minent encore un peu plus la crédibilité des informations diffusées au siège de l'OTAN à Bruxelles.

Devant cette accumulation de coups durs, les principaux responsables de l'Alliance seraient les coudes et multipliaient les interventions pour inciter les opinions publiques des pays engagés dans l'opération à garder confiance et patience. Javier Solana, le porte-parole de l'Alliance Jamie Shea passaient d'un studio de télévision à l'autre pour répéter le message du jour : les frappes vont s'intensifier, il n'est pas question d'un trêve pacifique. « Ce serait inhumain, car ce serait une invitation aux assassinats et au nettoyage des villages au Kosovo », a déclaré le général Klaus Naumann, président du comité militaire.

« SCÉNARIO ORWELLIEN » Des indications venant de Washington et rapportées par deux quotidiens américains mercredi avaient laissé entendre que l'OTAN allait, sans tarder, passer à la phase 3 de l'opération « Force alliée ». Celle-ci prévoit, dans ses principes, des frappes aériennes sur les centres de direction de la direction politique et militaire yougoslave, y compris à Belgrade même. Ces spéculations étaient fermement démenties par les responsables de l'Alliance à Bruxelles.

« Le Conseil atlantique, réuni mardi soir, n'a en aucun moment autorisé le secrétaire général à mettre en œuvre cette phase 3 », indiquait un haut diplomate européen.

« Nous restons dans le cadre de la phase 2, qui consiste à détruire les possibilités de répression de l'armée et des forces de police spéciale au Kosovo. D'autre part, la phase 1, consistant à empêcher le système de défense aérienne de la Yougoslavie,

dont les objectifs sont en passe d'être atteints, continue », ajoutait-il.

Mercredi matin, le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a indiqué que les raids aériens contre la Yougoslavie pourraient durer encore plusieurs semaines et rappelé qu'ils avaient pour but d'affaiblir « la capacité militaire de Slobodan Milosevic, sa capacité à tuer et à créer une catastrophe humanitaire ». Condamnant « la purification ethnique » menée par Belgrade, M. Solana s'est cependant refusé à prononcer le terme de « génocide », employé par le chancelier allemand Gerhard Schröder et son ministre de la défense.

En fait, il semble bien que, pour des raisons d'opportunité politique et tactique, les frontières entre les différentes phases définies avant le lancement de l'opération ont tendance à s'estomper, pour faire place à une évolution « en continu ». Jamie Shea a ainsi précisé que les cibles défilées dans la phase 2 ne se limitaient pas à des installations situées au sud du

44 parallèle : elles visent « toute

installation ou unité qui est utilisée pour planifier, concevoir ou diriger cette campagne d'épuration ethnique », a-t-il indiqué. « Ses responsables doivent savoir qu'il n'y a plus pour eux de sanctuaire », a conclu M. Shea.

Le porte-parole de l'Alliance

ont, en outre, dressé un tableau encore plus sombre que la veille de la situation humanitaire dans la province et ses alentours. « Nous assistons à un scénario orwellien qui vise à priver un peuple et une culture du sens de leur passé et du sens de la communauté dont ils font partie », a encore déclaré M. Shea, rapportant des informations quant à la destruction, par les forces serbes, des archives kosovares, les cadastres, les registres d'état civil.

Une autre question était débattue dans les couloirs de l'Organisation : l'opportunité de maintenir à la date prévue, les 24 et 25 avril, le sommet de l'OTAN à Washington. La réponse était formelle : le sommet aura bien lieu, mais il apparait que son déroulement et son programme seront affectés par la situation nouvelle créée. « Ce sera un sommet consacré essentiellement au Kosovo, quelle soit la situation des opérations », a affirmé un diplomate européen. Javier Solana a annulé les manifestations prévues le 8 avril à Bruxelles pour célébrer la naissance (le 4 avril 1949) d'une organisation qui connaît la première guerre de son histoire.

Luc Rosenzweig

Intervenir au sol : pourquoi, comment et avec combien d'hommes ?

PLUS les frappes aériennes sont efficaces, sans pour autant obtenir un changement radical d'attitude de Slobodan Milosevic, et plus leur succès légitime la déclenchement d'une intervention terrestre de l'OTAN, sous une forme qui devra répondre aux objectifs plus politiques que militaires de l'opération « Force alliée ». En revanche, un échec des raids aériens, qui ne seraient pas parvenus à désorganiser suffisamment les armées yougoslaves, placerait la coalition anti-Milosevic devant la nécessité soit de prendre le risque d'une action terrestre sans garantie d'une protection aérienne adéquate - avec les pertes qui s'ensuivraient -, soit de rester l'arme au pied face aux exactions des Serbes.

Une intervention terrestre ne s'improvise pas. Dès octobre 1998, elle a été préparée par l'OTAN comme hypothèse d'action. Elle a été écartée et la solution aérienne privilégiée sous la pression des Etats-Unis, traumatisés par le cauchemar de la Corée, du Vietnam et de la Somalie.

Pendant cinquante ans, l'OTAN, dont c'était la mission, a planifié des contre-offensives face à l'avancée des troupes du pacte de Varsovie. Le terrain était alors les vastes plaines orientales d'Europe. Aujourd'hui, la perspective est très différente. D'abord, l'armée yougoslave, dont le niveau de combativité est inconnu dans la mesure où il n'a pas été véritablement testé, s'est toujours, elle aussi, préparée à une invasion de l'armée rouge. Ensuite, elle dépend pour son ravitaillement en carburant d'un oléoduc de provenance de Russie qui passe par la Hongrie, nouveau membre de l'OTAN, appelée à le contrôler.

Qu'il s'agisse d'une intervention lourde ou d'un déploiement plus léger, la première interrogation est de savoir pour quoi faire. La destruction des armées serbes, des forces de sécurité et des milices paramilitaires avec la perspective d'abattre le régime ? Une interposition entre des belligérants ? Ou la constitution d'une zone déminarisée, sous contrôle de l'OTAN, qui stabiliserait sur place les populations ? De la réponse à ces questions dépendent l'amplitude et la composition du dispositif.

Il importe aussi de connaître quels pays seraient volontaires pour servir de base arrière, au plus près du théâtre des opérations, et courir le risque d'être perturbés par une présence militaire étrangère.

Il ne sont pas légion dans la zone. Tous partagent le fait d'être fragiles. Seule, pour l'instant, la Macédoine, dont la coalition au pouvoir est vulnérable, a accueilli une force alliée de 12 000 hommes, non sans certaines appréhensions de la voir accroître. Or, de la Macédoine partent deux axes de pénétration (de Skopje, vers le nord, et de Kumanovo, vers Pristina) susceptibles d'être empruntés par l'OTAN. Après la Macédoine, dont rien ne dit qu'elle s'engagerait à aller plus avant, le réseau des routes au Kosovo est insuffisant. Mais, surtout, les troupes alliées auront à progresser dans un environnement hospitalier (terrains compartimentés, montagnes et forêts, gorges profondes, tunnels et ponts étroits), sur des chemins nus (la Yougoslavie continue de produire des mines antipersonnel) et face à des forces serbes élevées dans la tradition de la guérilla (avec des unités mobiles et des milices locales omniprésentes, qui harcèlent leur adverse) ou lourdement équipées sur le modèle ex-soviétique (blindés, artillerie et renforts).

Dans l'hypothèse d'une intervention destinée à venir à bout du système répressif de M. Milosevic, les états-majors de l'OTAN ont avancé le besoin d'allier jusqu'à 200 000 hommes. « A moins de 150 000, il vaudrait mieux ne rien décider », admet-on de source française, où l'on fait remarquer que la mise sur pied d'une telle force exigeait six à huit semaines au minimum, à partir de ce qui existe déjà en Macédoine ou en Adriatique. Dans le cas d'un déploiement plus restreint, vous à encadrer un corridor humanitaire, à instituer une zone déminarisée et à protéger une zone d'accueil

des réfugiés, ce dispositif pourrait atteindre 30 000 à 40 000 hommes et se contenter de délais plus courts. Mais, outre qu'elle se heurterait, sur une échelle certes réduite, aux mêmes obstacles matériels, cette force entraînerait de fait une partition du Kosovo, qui sera probablement la politique de M. Milosevic et que semblent, jusqu'à présent encore, récuser les alliés. Le précédent de l'opération « Turquoise » au Rwanda incite à la prudence.

Assimilées par l'opinion à un

« war game », des frappes aériennes ne régissent pas tous les problèmes et réclament du temps pour atteindre leur ambition, comme on l'a vu en Irak, où, en 1991, elles ont duré six semaines avant les quatre jours d'intervention au sol. Mais une campagne terrestre ne seraît pas, non plus, une partie de plaisir.

Jacques Isnard

LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Droit et management des affaires européennes / euro transactions
- Communication globale et information
- Executive MBA pour cadres d'entreprise en activité (week-ends et soirs)
- International MBA dispensé sur 3 continents (Europe, Amérique, Asie)

15 mois de spécialisation, 8 mois de pratique (pré-emploi) en entreprise.

Admission : BAC + 4, BAC + 5 + Cours d'entreprise ou bac+5 en alternance

ISG

DONNEZ RAISON A VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury
ISG - 8, rue de l'Orfeo 75116 Paris - Tél. 01 56 26 26 26

لدى من الأصل

Graves violations des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo

Le rapporteur de l'ONU recommande la création d'un tribunal international

Le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme dans l'ex-Zaire, Roberto Garretón, vient de présenter un rapport détaillant

les nombreux cas d'exactions commises par le gouvernement de Kinshasa et par les rebelles tutsis à l'encontre de populations civiles. Il note

un signe d'espoir dans la création d'un ministère des droits de l'homme, mais recommande la création d'un tribunal pénal international.

GENÈVE
de notre correspondante

Bien que les autorités en place dans la République démocratique du Congo depuis le 17 mai 1997 se soient initialement refusées à coopérer avec le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, Roberto Garretón vient de présenter au Palais des Nations un rapport considéré par l'ensemble des délégués comme objectif et riche en informations. Le document fait état de graves violations des droits de l'homme perpétrées tant par les forces gouvernementales et leurs alliés que par celles de la rébellion.

Ainsi, le gouvernement de Laurent-Désiré Kabila, considérant les rebelles tutsis - ou supposés tels - comme « des virus, des moustiques, des ordures », se livrerait à leur encontre à une politique de nettoyage ethnique, avec son cortège d'exécutions sommaires, de détentions arbitraires, de violences de tout ordre (y compris des violences sexuelles), ces dernières étant considérées comme des méthodes de guerre contre les femmes tutsis; durant le conflit ethnique des provinces du Kivu, des militaires gouvernementaux,

estimaient que les femmes célibataires étaient « des sorcières et des cannibales », les ont massacrées après les avoir torturées). Il convient d'ajouter l'enrôlement d'enfants pour commettre des actions guerrières. Le gouvernement a lancé sur les ondes un appel invitant les jeunes à s'engager dès l'âge de douze ans. Les militaires enlèvent des enfants d'orphelinats pour les envoyer au front. On rappelle en outre les bombardements aveugles de populations civiles qui accompagnent ces diverses exac-

tions. Les violations des droits de l'homme dont se sont rendues responsables les forces rebelles ne sont pas moins graves.

Ainsi des enfants ont-ils été assassinés pour avoir refusé de s'engager dans leurs rangs. Des témoins ont vu des recrues de dix ans revêtues d'uniformes militaires et armées. Le rapport fait encore état de massacres importants : des charniers de plusieurs centaines de civils ont été découverts, des cadavres ont été mutilés et lacérés. En outre, des tortures

particulièrement brutales ont été pratiquées sur des prisonniers, et des femmes provenant d'éthnies autochtones ont été violées. Des détentions arbitraires frappent tous ceux qui sont soupçonnés d'être des proches du président Kabila. Entre le 2 et le 8 août 1998, 356 Katangais ont été arrêtés, comme l'ont été une trentaine de chefs traditionnels le 14 septembre, tous ont disparu. On suppose que certaines victimes ont été brûlées afin que l'on ne retrouve pas leur trace.

Les rebelles ont pratiqué de nombreux pillages de denrées destinées à l'assistance humanitaire et appartenant à des organisations appartenant aux Nations unies et à des ONG. Le plus part des travailleurs humanitaires ont été humiliés et menacés. Les rebelles, toujours, se sont emparés de la centrale électrique d'Inga les 12 et 14 août 1998 et ont provoqué une situation catastrophique, privant d'eau et d'électricité les hôpitaux de Kinshasa - ce qui a conduit au décès d'une dizaine de personnes - et arrêtant l'approvisionnement de la population.

« ANTICHAMBRE DE LA MORT »
La Cour d'ordre militaire applique « avec une effrayante régularité » la peine de mort à l'issue de jugements qui, eux, sont généralement entachés d'inégalités. Des enfants de treize ans ont été condamnés à mort (mais la peine de l'un d'eux, coupable de la mort accidentelle d'un fonctionnaire au cours d'un match de football, a été commuée en travaux forcés à perpétuité). La torture sévit, entraînant la mort dans certains cas, et laisse presque toujours de graves séquelles. Les personnes accusées de sorcellerie sont roulées de coups ainsi que les membres de l'éthnie Mai-Mai. Le rapport dénonce des viols commis en grand nombre sur des fillettes détenues. Chaque jour, selon M. Garretón, des militaires commettent des pillages, des vols d'argent et de voitures dans tout le pays.

Le rapport fait état de l'existence de nombreuses prisons non autorisées, jusqu'au domicile même de hauts fonctionnaires. L'une d'elles, celle de Bulawa, a été qualifiée d'« antichambre de la mort » ; le nombre de détenus de celle de Kassapa est passé de 414 à plus de 1 500. 26 détenus de la prison de Makala (à Kinshasa), qui avaient tenté de s'évader, ont été exécutés après avoir été torturés. Les auteurs de cette exécution jouissent d'une totale impunité. Quant aux ONG qui se dévouent pour la défense des droits de l'homme, elles ont été pillées, menacées, suspendues, interdites, leurs dirigeants menacés et parfois incarcérés.

Les rebelles, pour leur part, ont mis en place de nombreuses prisons clandestines auxquelles les organismes humanitaires n'ont pas accès. Certaines sont de véritables centres de torture, et même d'extermination. L'ancienne résidence de Mobutu à Goma a ainsi été transformée en prison.

Selon les conclusions du rapport, si les deux parties au conflit ne tiennent aucun compte des règles du droit international humanitaire, force est de constater que les rebelles font preuve d'une « rare cruauté », surtout envers les réfugiés. Cependant, ni les forces gouvernementales ni les rebelles ne reconnaissent avoir commis de crimes. Les deux parties s'opposent à toute enquête impartiale et indépendante sur le terrain. Dans l'ensemble, les principales victimes sont les civils, et surtout les femmes et les enfants.

Selon M. Garretón, il est toutefois des signes qui permettent quelque espoir : la création toute récente d'un ministère des droits de l'homme, et l'annonce d'une coopération avec le rapporteur spécial pour les droits de l'homme. Le rapporteur chilien recommande la création d'un tribunal pénal international qui permettrait d'examiner les faits mentionnés dans son rapport.

Les négociations sur l'Ulster pourraient aboutir prochainement

BELFAST. Le porte-parole de Tony Blair a annoncé, jeudi 1^{er} avril, que le premier ministre britannique et son homologue irlandais, Bertie Ahern, espéraient pouvoir faire prochainement une déclaration décisive sur les négociations sur l'Irlande du Nord. MM. Blair et Ahern ont passé la nuit de mercredi à jeudi en pourparlers près de Belfast, avec les partis politiques nord-irlandais pour tenter de débloquer l'application de l'accord de paix d'avril 1998, qui achoppe sur la question du désarmement des paramilitaires.

« Des progrès substantiels ont été faits », a annoncé le porte-parole, les deux premiers ministres « estimant que les éléments clés sont en train de se mettre en place ». Les négociations, qui se poursuivent depuis lundi, tentent de concilier l'exigence des protestants unionistes d'une reddition d'armes de l'IRA avant toute formation de l'exécutif et la position du Sinn Féin, l'allez-parte de l'IRA, qui demande la mise en place d'un gouvernement et affirme ne pouvoir s'engager sur le désarmement. - (AFP)

L'ONU soupçonne Bagdad de l'assassinat de l'ayatollah al-Sadr

GENÈVE. Le rapporteur de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Irak, M. Max van der Stoel, a implicitement accusé Bagdad, mercredi 31 mars, d'être responsable de la mort du principal dignitaire chiite d'Irak, l'ayatollah Mohammad Sadeq al-Sadr, en février dernier. « Il y a de nombreuses indications montrant que le gouvernement n'est pas aussi innocent qu'il le déclare » dans cette mort, a-t-il dit lors d'une conférence de presse précédant la présentation officielle de son rapport critique sur la situation des droits de l'homme en Irak devant la commission des droits de l'homme, à Genève. « L'ayatollah al-Sadr et ses deux fils ont été tués le 13 février, une semaine après avoir demandé la libération des religieux chiites emprisonnés », a ajouté le rapporteur. - (AFP)

Une élection présidentielle est prévue au Paraguay dans les six mois

ASUNCION. Les nouvelles autorités paraguayennes ont décidé, mardi 30 mars, l'organisation d'une élection présidentielle « dans les six mois », selon des sources officielles à Asuncion. Le nouveau président paraguayen par intérim Luis Gonzalez Macchi sera le candidat unique des trois forces qui composent le gouvernement formé dans la journée, le Parti colorado, le Parti libéral (PLRA) et le Parti social-démocrate (PEN). Le nouveau gouvernement paraguayen a été constitué mardi par le président Gonzalez Macchi. Il est composé de dix membres, six appartenant au Parti colorado, au pouvoir depuis 1947, et quatre sont issus des rangs de l'opposition (deux PLRA et deux PEN). - (AFP)

François Compaoré est renvoyé devant un tribunal militaire

OUAGADOUGOU. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Ouagadougou, se déclarant « incomplète », a renvoyé mercredi devant un tribunal militaire l'affaire de meurtre impliquant François Compaoré, le frère du président burkinabé Blaise Compaoré. François Compaoré, frère cadet du chef de l'Etat, a été inculpé en janvier pour « meurtre et recel du cadavre » de son chauffeur David Ouédraogo. Ce dernier est décédé le 18 janvier 1998 après avoir été torturé par des militaires de la sécurité présidentielle. « Nous sommes extrêmement satisfaits, puisque nous plaidons la nullité de la procédure, parce que nous souhaitons le triomphe du droit et la saisie de nouveaux juges pour enquêter sur cette regrettable affaire », a déclaré M. Pierre Olivier Sur, l'avocat français de François Compaoré.

DÉPÉCHES
■ ETATS-UNIS : les quatre policiers new-yorkais blancs qui ont tué, début février, un immigré noir sans arme, déclenchant une vague de protestation, ont été inculpés, mercredi 31 mars, pour meurtre au second degré, a annoncé le procureur du Bronx. « Ils ont tiré avec l'intention de tuer », a expliqué lors d'une conférence de presse le procureur, Robert Johnson. « Ils n'ont pas pu voir M. Diallo les menacer, puisque M. Diallo n'avait pas d'arme », a-t-il souligné. - (AFP)

■ LOUIS FARRAKHAN, le dirigeant noir de la Nation de l'Islam, a été hospitalisé à l'hôpital de l'université Howard de Washington, mercredi 31 mars. M. Farrakhan, soixante-cinq ans, dont le mouvement musulman est basé à Chicago, est gravement malade depuis plusieurs semaines. - (AFP)

■ INDONÉSIE : la police anti-émeute a dispersé violemment mercredi 31 mars, une manifestation de 150 étudiants protestataires à Djakarta, faisant au moins cinq blessés, selon des témoins. Djakarta n'avait pas connu pareils heurts depuis le 4 mai 1998. - (Reuters)

■ MAR/ VATICAN : une délégation religieuse irakienne se rendra au Vatican à la mi-avril pour remercier le Pape Jean Paul II de ses prières de position en faveur de l'Irak, a indiqué mercredi 31 mars un responsable du patriarchat chaldéen. La délégation, dépeçée par le chef de l'Etat Saddam Hussein, sera présidée par le patriarche chaldéen Raphael I^e Bidawid et comprendra deux dignitaires musulmans et un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. - (AFP)

L'OMC peine à se trouver un nouveau directeur général

GENÈVE. A un mois de l'expiration, fin avril, du mandat de son actuel directeur général, Renato Ruggiero, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'a toujours pas réussi à lui trouver un successeur. Réunis à Genève à la nouvelle date butoir qu'ils étaient fixés, mercredi 31 mars, les représentants de 134 membres de l'OMC se sont rapidement séparés et ont décidé de se retrouver après Pâques, faute de consensus sur l'un des deux candidats restés en lice, le vice-président thaïlandais Supachai Panitchpakdi, et l'ancien premier ministre néo-zélandais Mike Moore. Les deux candidats sont toujours « très proches », ont expliqué des diplomates, avec un léger avantage pour le Thaïlandais. Alors que M. Supachai apparaît comme le candidat des pays en développement, disposant notamment du soutien de l'Asie et du Japon, les Etats-Unis lui préfèrent nettement son rival néo-zélandais, jugé plus proche de leur conception de la libéralisation du commerce mondial. Ces derniers temps, Washington n'a pas ménagé ses efforts pour imposer Mike Moore. L'Union européenne peine à se prononcer clairement. - (Corresp.)



٥٦٣ من الأصل

références sur l'Ustur
raient aboutir prochainement

U soupçonne Bagdad

assassinat de l'avocat

élection présidentielle au
Paraguay dans les six prochains

Ous Compaoré est
it un tribunal militaire

peine à se trouv
nouveau directeur

Le Brésil, qui surmonte sa crise financière, bénéficie à nouveau de l'aide internationale

Le FMI a libéré une deuxième tranche de 4,9 milliards de dollars.

Cette décision ouvre la voie au versement d'un montant équivalent de la part des grands pays industrialisés

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

Le Fonds monétaire international (FMI) a officiellement avalisé le nouvel accord négocié avec le gouvernement brésilien à la suite de la dévaluation du real (la devise brésilienne) intervenue à la mi-janvier. Cette décision a ouvert la voie au versement de la part de l'institution de 4,9 milliards de dollars (4,57 milliards d'euros) et à celui – d'un montant équivalent – de la part de la Banque des règlements internationaux chargée de gérer l'enveloppe globale de 41,5 milliards de dollars mise à la disposition de Brésil par la communauté financière internationale en vertu de l'accord paraphé en novembre 1998. En décembre, le Brésil avait bénéficié d'un premier versement total de 9,4 milliards de dollars. Le changement de politique monétaire décidé par le gouvernement à la mi-janvier avait provoqué l'effondrement du real, gelé le processus d'aide et amené le gouvernement brésilien et le FMI à redéfinir de nouveaux objectifs macro-économiques. Ce réajustement semble commencer à payer.

Le FMI, dont la crédibilité a été

sérieusement écornée par les crises asiatique et russe, a quelques bonnes raisons de se montrer satisfait de l'évolution de la situation au Brésil. Le regain d'inflation, jugé inévitable par beaucoup d'observateurs dans la foulée de l'effondrement du real et du renchérissement des produits importés, ne s'est pour l'instant pas produit. Selon l'institut de conjoncture brésilien indépendant Gétulio Vargas, l'inflation n'a progressé en mars que de 2,83 %, portant la progression des prix sur les trois premiers mois de l'année à 7,44 %. Il est vrai que la forte récession, fruit de l'extrême rigueur de la politique monétaire adoptée ces derniers mois, inhibe les dérapages tant redoutés. Au point que la banque centrale s'est permis de réduire, il y a une semaine, son taux directeur de 45 à 42 %. Les analystes, unanimes, revendent désormais à la baisse la prévision d'une inflation de 16,8 % agréée par le FMI.

D'autant que le Congrès a récemment approuvé les dernières mesures du plan d'ajustement d'un montant de 23 milliards de reals (12,2 milliards d'euros) englobant coupes budgétaires et relèvements

d'impôts. Pierre angulaire de l'accord renégocié avec le FMI, l'ex-cédant budgétaire primaire (excluant le service de la dette publique) devrait, au vu des premiers résultats, atteindre au moins 3,1 % du produit intérieur brut, conformément à l'objectif fixé. Cet ensemble d'éléments positifs favorise une reprise, encore timide, du flux de capitaux étrangers vers le Brésil. Guiné un temps par une véritable « désintigration », le real en profite pour reprendre des couleurs. Mercredi 31 mars, le real se redressait face au dollar pour la sixième séance consécutive : le billet vert s'échangeait en clôture à 1,71 real, contre 2,17 réals au plus fort de sa débâcle. Son taux de change se rapproche, bien plus rapidement que prévu, du cours pivot de 1,70 real pour 1 dollar qui, selon les prévisions officielles, ne devait être atteint qu'en fin d'année. La dépréciation du real face au billet vert n'est plus que de 30 %.

La « sortie par le haut » de la crise brésilienne dépend pour l'heure du rétablissement par les banques privées internationales des lignes de crédits commerciaux grâce auxquelles le Brésil serait en mesure de dégager un excédent susceptible de « couvrir » une bonne partie de son déficit courant. Ce dernier s'élevait encore, fin février, à 35 milliards de dollars sur les douze derniers mois. Jusqu'à présent, les bailleurs de fonds sollicités se sont contentés de généreuses promesses. Le gouvernement brésilien pourra bientôt juger de la confiance qu'il inspire à l'occasion de l'émission d'eurobonds prévue peut-être le cours du mois d'avril.

Jean-Jacques Séville

Excédent commercial 1999 : prévision revue à la baisse

L'excédent de la balance commerciale brésilienne ne dépassera pas 5,4 milliards de dollars en 1999, selon une estimation rendue publique mercredi 21 mars par la Fondation centre d'études du commerce extérieur (Fecex). Ce chiffre est en deçà de l'objectif de 11 milliards de dollars fixé par le FMI. La croissance pronostiquée pour les prochains mois une baisse de près de 15 % des importations et une hausse des exportations d'environ 6,5 %. L'institut confirme l'impact positif de la dévaluation du real face au dollar sur le commerce extérieur mais signale que ses effets seront encore plus évidents à long terme. Les exportations ont augmenté de 10,9 % en février par rapport à janvier mais leur valeur a été cependant de 12 % inférieure à celle de février 1998.

A Santiago-du-Chili, le juge Guzman attend Augusto Pinochet

La justice demande l'arrestation de militaires accusés d'assassinat

La justice chilienne bouge. Elle a ordonné, mardi 30 mars, l'arrestation de douze militaires et anciens agents de la police secrète du régime du général Pinochet, accusés de l'assassinat du syndicaliste Tupac Jimenez en 1982. Cette décision constitue une surprise alors que le dossier avait été classé en 1998.

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre envoyée spéciale

Si l'il était renvoyé au Chili, Augusto Pinochet devrait affronter la justice de son propre pays : vingt plaintes ont été, jusqu'à présent, déposées contre lui pour les graves violations contre les droits de l'homme commises pendant la dictature (1973-1990). A Santiago, devant les nombreux obstacles, le juge Juan Guzman Tapia, soixante ans, attend de pied ferme le vieux caïdillo, qu'il souhaite interroger personnellement et « face à face ».

Fuyant les journalistes, ce magistrat discret même, depuis plusieurs mois, une paciente enquête pour réunir des preuves contre l'ancien dictateur. Semblant ignorer les pressions, le juge Guzman, qui a été désigné en janvier, a entre les mains un dossier de 2 500 pages. Il pourrait procéder à de nouvelles inculpations dans les prochains jours, indique-t-on de source extra-judiciaire dans la capitale chilienne.

Après avoir interrogé plusieurs dizaines de personnes – des victimes de la dictature, des militaires et d'anciens repêchés de la DINA (la police secrète du général Pinochet) –, le juge Guzman serait en mesure de prouver plusieurs délits graves. Ils concernent notamment la sinistre « Caravane de la mort », au cours de laquelle furent fusillés 72 opposants à la dictature, en octobre 1973, mais aussi l'utilisation, comme centre clandestin de détention et de torture, de la mystérieuse Colonia Dignidad, à 350 kilomètres au sud de Santiago.

Les activités suspectes de cette « colonie » – mil-secte, mi-camp de travail – fondée, en 1961, par d'anciens nazis, ont défrayé la chronique depuis près de quarante ans. Le di-

recteur de la colonie, Paul Schaefer, ancien caporal du III^e Reich et son adjoint, le médecin Hartmut Hoppe, sont accusés de sévices sexuels sur des mineurs et soupçonnés de fraude fiscale, trafic d'armes, manipulations génétiques et esclavage.

« UN PARADIS D'ORDRE »

En 1997, des organisations de défense des droits de l'homme et des députés socialistes avaient affirmé que les cadavres de 112 opposants, enlevés par la DINA entre 1973 et 1977, auraient été enterrés à l'intérieur du domaine. Il est vrai qu'en 1973 Paul Schaefer avait appuyé le coup d'Etat militaire du général Pinochet. Il est vrai aussi que Lucia Pinochet, la redoutable épouse du dictateur, dérivaient la colonie comme « un paradis d'ordre et de propreté », où son mari aimait parfois passer le week-end.

Escorté par une centaine de policiers, le juge Guzman a réussi à franchir les barbelés électrifiés et les miradors qui protègent l'immense propriété où vivent plusieurs centaines de personnes, allemandes et chiliennes, en majorité chrétiens évangéliques. Des anciennes victimes de la DINA, qui accompagnaient le magistrat, ont reconnu les lieux de leur détention : de lugubres tunnels souterrains creusés sous un hangar. Des photos de cette spectaculaire opération-commando ont été publiées par la presse chilienne. En revanche, les corps d'éventuelles victimes de la dictature n'ont pas été retrouvés. Mais le juge Guzman n'a pas examiné qu'une zone réduite du domaine, qui s'étend sur 17 000 hectares.

Des fosses communes ont déjà été localisées au Chili et des recherches se poursuivent dans ph-

sieurs régions du pays. Mais il est impossible pour le juge Guzman de pénétrer dans des enceintes militaires. Si l'il obtient l'autorisation de la justice militaire, le magistrat pourra toutefois envoyer sur place des experts dignes de sa confiance.

Oublé par le dossier Pinochet et flanqué en permanence de gardes du corps, le juge Guzman reste seul.

Ce magistrat francophone, qui a étudié la philosophie du droit à la Sorbonne, est convaincu que, sur le plan juridique, toutes les conditions sont réunies au Chili pour lui permettre d'interroger l'ancien dictateur.

A l'issue du verdict des Lords britanniques du 24 mars, le président Eduardo Frei n'a-t-il pas assuré qu'à son éventuel retour le général Pinochet sera traduit devant les tribunaux chiliens ? Une demande de destitution de la charge de sénateur à vie, dont jouit le vieux caïdillo, pourrait être acceptée par la Cour Suprême dont la majorité des membres n'est plus dévouée à l'ancien dictateur. Malgré l'amnistie imposée par les militaires en 1978, certains juristes soulignent que l'enlèvement et la disparition de personnes sont des délits impénitenciables d'après la loi chilienne.

Au palais de justice, on reconnaît toutefois qu'il sera difficile de faire accepter l'idée d'un procès Pinochet aux chefs des forces armées qui voient une « affection » durable à celui qui fut leur chef pendant un quart de siècle. Après vingt-cinq ans d'amnistie au Chili et l'élection présidentielle en décembre 1998, il sera peut-être tout aussi difficile d'obtenir l'enthousiasme des politiques et des milieux d'affaires.

Christine Legrand

Le risque.

Couvert par le Groupe Allianz.

Où que vous soyiez. Quoi que vous fassiez. Une société du Groupe Allianz est toujours à vos côtés.

Pour nous, la gestion du risque, c'est envisager l'impossible de manière à identifier les risques avant qu'ils ne surviennent. La compétence de nos collaborateurs, notre savoir-faire technique et notre puissance financière – tant au niveau international que national – nous le permettent. Et c'est précisément cette étroite coopération avec nos filiales, telles que les AGF en France, qui fait du Groupe Allianz le partenaire sur lequel vous pouvez compter quel que soit l'endroit et le moment où vous avez besoin de nous. Allianz. La puissance à vos côtés.



AGF est un membre du Groupe Allianz la compagnie d'assurances leader en Europe. Un des plus importants prestataires de services financiers dans le monde: Allianz Group.

لماذا من الضروري

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 2 AVRIL 1999

EXTRÉME DROITE La visite à Toulon de Carl Lang, dépeçé par Jean-Marie Le Pen après la décision du maire, Jean-Marie Le Chevallier, de quitter le Front national

(Le Monde daté 28-29 et du 30 mars), a abouti, mercredi 31 mars, à la mise en place d'un groupe municipal appuyant l'action du premier magistrat. M. Lang a présenté cette for-

mule comme un placement du maire « sous tutelle » du FN-UFR que M. Le Chevallier récuse. ● LE DÉSORDRE qui règne à la mairie, depuis trois ans, a de lourdes conséquences sur

la gestion de la ville, mais n'est pas considéré, à la préfecture, comme pouvant justifier une intervention de l'Etat, tant que les missions de service public sont assurées. ● L'HYPOTHÈSE d'élections municipales anticipées est envisagée par les conseillers municipaux mégrétistes et oblige les oppositions de gauche et de droite à préciser leurs stratégies.

Le Front national lepéniste tente de garder le contrôle de Toulon

Envoyé en mission par Jean-Marie Le Pen, mercredi 31 mars, Carl Lang a annoncé la « mise sous tutelle » du maire, Jean-Marie Le Chevallier, qui a quitté le FN. La gestion de la ville va à vau-l'eau, mais la préfecture n'envisage pas, à ce stade, une intervention de l'Etat

TOULON
de notre correspondant

Tout va pour le mieux à la mairie de Toulon. Chacun, du moins, tente de s'en convaincre. Surtout parmi les vingt-sept élus du nouveau groupe Front national, présenté, mercredi 31 mars, par Carl Lang, secrétaire aux fédérations du mouvement lepéniste, qui s'était déplacé à Toulon pour remettre de l'ordre après la démission de Jean-Marie Le Chevallier du Front national pour l'unité des Français (FN-UFR), le 26 mars.

Chacun des membres de ce groupe, présidé par Daniel Négrel, adjoint aux sports, a signé une motion par laquelle il s'engage à « respecter la discipline du Front national de Jean-Marie Le Pen ». Avec une certaine solennité, M. Lang a tenu à préciser : « Ce groupe politique étant majoritaire dans cette municipalité, nous avons décidé de mettre la mairie de Toulon sous contrôle du Front national et de mettre le maire de Toulon sous tutelle de notre parti. » Cette décision fait sourire M. Le Chevallier, qui, joint par *Le Monde*, après cette réunion, a laissé tomber en guise de commentaire : « Nous voilà en face d'une perspective soviétique ! » Le maire a ajouté : « La seule "tutelle" à laquelle je me soumets, c'est celle de l'électeur. Quant aux membres de ce groupe, ils sont de vieux amis et anciens collègues, avec lesquels je n'aurai aucun problème pour travailler au bien-être des Toulois. »

L'association fantôme, au sein de laquelle le maire de Toulon n'avait réussi à raffler que quatre



irréductibles, dont son épouse, semble donc oubliée. Inutile d'évoquer de difficiles stratégies de rapprochement avec la droite républicaine. Le « maire non inscrit » peut désormais s'appuyer sur les fidèles du FN « canapé historique », qui lui permettront de faire barrage aux velléités de pouvoir des neuf mégrétistes emmenés par son nouveau adjoint, Dominique Michel. Qui mieux est, M. Lang a fait savoir qu'il n'était pas dans l'optique des fidèles de M. Le Pen de demander la démission du maire.

Tout peut donc continuer. Le pire est à venir dans cette situation de blocage exacerbée par les vieilles rancœurs, les inimités et

les courses au pouvoir qui se sont fait jour, depuis quelques mois, dans cette majorité d'extrême droite, mettant en évidence ses différences et ses incohérences. Le maire et son épouse, très solidaires, peuvent se maintenir à leurs postes. Ils le feront d'autant plus volontiers qu'ils tirent une grande partie de leurs revenus des mandats politiques qu'ils occupent et que M. Le Chevallier sera d'évidence privé de ses défraîtements de député européen en juin.

Du côté de la préfecture, on observe que le maire peut tenir jusqu'au vote du prochain budget, en mars 2000. Tant que les missions de service public de la mairie

(rémunération des fonctionnaires, voirie, écoles, cimetières, etc.) sont assurées, l'Etat n'a pas à intervenir. Le budget de 1999 ayant été voté, M. Le Chevallier ne peut être confronté à une autre épreuve administrative ou financière majeure, au cours de laquelle il pourrait être mis en minorité. Même l'adoption du compte administratif, en juin, n'est pas de nature à bouleverser l'ordre de ce déséquilibre municipal : s'il n'était pas voté, il reviendrait à la chambre régionale des comptes de vérifier la bonne adéquation entre le budget général et le projet comptable.

EVITER LE RETOUR AUX URNES

Certes, le maire pourra abandonner son fauteuil, tout en restant conseiller municipal, et provoquer ainsi une élection interne ; mais il ne paraît pas tenté par cette aventure. En revanche, si plus d'un des sièges du conseil municipal (59 élus) venait à être vacant du fait de démissions, les électeurs seraient appelés aux urnes : mais pas plus les mégrétistes que les lepénistes ne se sentent en position d'affronter les électeurs, en cette période de fracture de la extrême droite et de clivages locaux qui se ressentent même au niveau des adhérents, dont les chiffres seraient en baisse de 5 %, le FN-MN (mégrétiste) ayant mal à recruter.

A droite, c'est le nom d'Hubert Falco, sénateur (DL) et président du conseil général du Var, qui revient d'autant plus souvent que l'intéressé a toujours affirmé son opposition au FN, sans jamais, il

est vrai, s'engager bien avant sur le terrain de la confrontation électorale. Au grand dam de ses proches, il avait laissé ce soin à Marc Bayle (RPR), qui avait subi un cuisant échec contre M. Le Chevallier aux élections législatives de 1997. En attendant les résultats d'un sondage d'opinion commandé par les instances nationales de DL, le « patron » du département affirme aujourd'hui plus clairement sa dé-

LES THÉMATIC DES MÉGRÉTISTES

Même si des élections municipales anticipées, provoquées par la démission d'un nombre suffisant de conseillers municipaux, sont, en effet, peu probables, agiter cette menace est devenu une méthode de réveil et de cohésion au sein des différentes formations politiques toulonnaises, jusque-là beaucoup plus préoccupées de critiques que de propositions pragmatiques.

Chez les mégrétistes, la stratégie est celle du putsch : il faut faire tomber le maire, et Dominique Michel affiche clairement ses intentions : « Le début est strictement politique, dit-il. Donc, nous nous opions systématiquement et par principe à toutes les délibérations proposées par Jean-Marie Le Chevallier. Tout est mis en œuvre pour que le prochain maire soit issu de notre groupe. » Devant le refus du deuxième adjoint, Didier Gestat de Garambé, pourtant mégrétiste, d'envisager cette opportunité, le dirigeant toulonnais du Front national-Mouvement national ne fait pas mystère de ses ambitions.

de Toulon, Odette Casanova et Robert Gala, dont la cordiale intimité fera problème le jour du choix.

Les élections municipales, à leur date ou anticipées, ne sembleront guère préoccuper la majorité Front national. Le chef de file habilité par M. Lang, Daniel Négrel, parle de la « cohabitation » qui doit fonctionner au conseil municipal.

José Lenzin

Une litane d'affaires

● 28 août 1995 : Jean-Claude Poulet-Duchary, adjoint chargé de la communication et directeur de cabinet de Jean-Marie Le Chevallier, est découvert sans vie au bas de son escalier. Cet meurtre n'est toujours pas élucidé.

● 14 décembre : cinq membres du Département protection sécurité (DPS) du Front national de Toulon sont entendus par la PJ dans le cadre de l'enquête sur la mort de Poulet-Duchary.

● 24 juin : Cendrine Le Chevallier est condamnée, par le tribunal de Toulon, à verser 10 000 francs pour diffamation contre une responsable d'association.

Condamnation confirmée en appel. ● 6 juillet 1997 : David de Beauregard, chef de cabinet du maire, est mis en examen pour non-communication de pièces dans le cadre d'une affaire de pots-de-vin.

● 5 mai 1998 : un mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende à l'encontre de M. Le Chevallier pour discrimination à l'embauche fondée sur les opinions politiques.

● 12 mars : le parquet de Toulon ouvre une information judiciaire contre X pour « délit d'avantage » dans le cadre de la passation du marché des cantines scolaires, qui aurait donné lieu au versement de 8,5 millions de francs de commissions. Le maire, mais aussi Robert Géa, député (PS) du Var, sont mis en examen pour « complicité de délit d'avantage ».

● 23 octobre : Jean-Pierre Calone, adjoint au logement et président de l'office municipal des HLM, est mis en examen et écroué pour agressions sexuelles sur des employées de l'office.

● 17 mars 1999 : le juge Fontaine, membre du FN à l'époque des faits, est condamné pour violation du secret de l'instruction ayant mis en cause l'ancien maire de Toulon François Trucy (UDF-PR) dans une présumée affaire de pédophilie.

● 27 mars : Jean-Claude Lumardell, adjoint au maire, est entendu par la police, qui enquête sur des coups de feu tirés à proximité de sa propriété.

Sur tous les principaux dossiers, l'action municipale est paralysée

TOULON

de notre correspondant

La crise municipale toulonnaise est probablement plus liée au chaos local en matière de gestion qu'à la crise nationale qui affecte le parti d'extrême droite. Elle a d'ailleurs éclaté, en novembre 1998, avant l'explosion du FN. Elle est le fruit de divergences incessantes entre élus, d'un « turn-over permanent » au cabinet du maire et, surtout, d'une incapacité à prendre la mesure de la gestion d'une ville de 170 000 habitants. Tous les dossiers majeurs de la ville sont en panne et sont, comme le répètent les opposants de gauche et de droite, « plombés ».

● La société d'économie mixte d'aménagement du centre-ville (Semtab, devenue Sem-Toulon Aménagement). Le programme du Front national aux élections municipales de 1995, intitulé « Mieux vivre à Toulon », promettait l'arrêt des sociétés d'économie mixte et l'interdiction des garanties d'emprunt accordées par la ville. Arrivé aux affaires, le FN revient sur cette promesse : le maire estime que dissoudre la structure, c'est mettre la ville en faillite et se trouver en incapacité de réhabiliter le centre-ville. Jean-Marie Le Chevallier im-

pose à sa majorité, qui se divise lors de réunions internes, de maintenir la Semtab, alors que la dénonciation de l'action de la précédente municipalité, dans cette affaire, était au cœur de la campagne de l'extrême droite. La crise, au sujet de ce dossier, rebondit régulièrement depuis septembre 1995.

Les garanties d'emprunt, elles, ont constamment augmenté depuis trois ans et demi, car la SEM court après les liquidités.

Quant à la commercialisation des immeubles réhabilités, elle traîne : en ces matières, la confiance, cet élément immatériel du commerce, est une question vitale. Or Dominique Michel, récemment converti au mégrétisme et adjoint en charge de la SEM, dans son ardeur à démolir l'ancienne majorité et son héritage, a multiplié les attaques contre la société dont il avait la tutelle. Résultat : la majorité a encore dû recapitaliser sa SEM en 1997 et 1998, en rachetant pour son propre compte des parkings et des rez-de-chaussée d'immeubles, à chaque fois pour 10 millions de francs. En outre, les retards de travaux, non terminés au 31 décembre 1998, ont fait perdre définitivement le bénéfice de subventions d'Etat ou de l'Europe.

● Culture. Il fallait, selon le programme municipal du FN, « rendre aux Toulonnais la culture ». Le Muséum est éloigné. Le Théâtre national de Chaillot a subi des assauts, son directeur est parti, mais le centre est passé entre les mains de l'Etat, du département et de la région. Le Salon du livre, qui était la plus importante manifestation annuelle de la ville et matière culturelle, est passé entre les mains du conseil général, la mairie a organisé deux petites foires aux livres d'extrême droite et renoncé à la prochaine.

● Toulon Habitat, office municipal de l'HLM. L'office n'a plus de réserves, et son ancien président est en prison pour agressions sexuelles. Depuis 1995, rien n'a été construit ou entrepris. Il n'y a donc pas eu apport de populations nouvelles, plus aisées et solvables ; celles qui renflouent les caisses. La solvabilité de l'ensemble du parc est menacée.

● Contrat de plan Etat-région. Alors que toutes les collectivités locales de la région se mobilisent pour obtenir des préfets de département, du conseil régional ou du préfet de région des aides, sur la base de projets éligibles à ce contrat qui sera voté à l'automne pour six ans, Toulon n'a rien préparé.

Il paraît difficile qu'elle puisse, désormais, le faire à temps.

Michel Samson

Jeunesse toulonnaise : une fuite en avant qui aboutit à la fermeture des centres aérés

TOULON

de nos correspondants

Les mésaventures de l'Association Jeunesse toulonnaise sont d'autant plus intéressantes que le travail dans la jeunesse était un axe essentiel de l'équipe au pouvoir et que l'épouse du maire, Cendrine Le Chevallier, dont l'influence est beaucoup plus grande que son statut de septième adjointe au conseil général, mais aussi l'accueil d'enfants handicapés, ou le soutien scolaire. L'association Jeunesse toulonnaise (JT), reprise en main après d'âpres batailles juridiques, se lance donc dans un programme d'accueil démené, à des prix très élevés : dans la convention passée, à l'automne 1997, entre JT et la ville, il est stipulé que celle-ci verse 240 francs de subvention journalière par enfant accueilli. En outre, JT, sous le rôle du conseil municipal, acquiert des bâtiments dont il n'est même pas sûr qu'ils doivent revenir à la ville à la fin de la délégation de service public accordée à l'association. JT

recrute des parents qui n'ont pas d'autre solution de garde de leurs enfants le mercredi.

Dès 1995, M. Le Chevallier avait décidé de ne pas se contenter des accueils à la journée, spécialement des villages des villes moyennes. Il lui fallait montrer que la ville pouvait, seule, prendre en charge des colonies de vacances, vocation naturelle du conseil général, mais aussi l'accueil d'enfants handicapés, ou le soutien scolaire. L'association Jeunesse toulonnaise (JT), reprise en main après d'âpres batailles juridiques, se lance donc dans un programme d'accueil démené, à des prix très élevés : dans la convention passée, à l'automne 1997, entre JT et la ville, il est stipulé que celle-ci verse 240 francs de subvention journalière par enfant accueilli. En outre, JT, sous le rôle du conseil municipal, acquiert des bâtiments dont il n'est même pas sûr qu'ils doivent revenir à la ville à la fin de la délégation de service public accordée à l'association. JT

chevallier le moyen d'une vengeance contre M. Le Brosse, « ennemi de l'intérieur » ; socialement, il permet de mettre plus d'argent en faveur des classes moyennes qui en faveur des enfants de déshérités. Aider les quartiers les plus pauvres est considéré, en effet, par les élus FN, comme

le contrat de bail. Un dossier peu spectaculaire, mais vital : une « table ronde », réunissant l'essentiel des communes de l'agglomération (500 000 habitants), tend à imaginer le premier contrat de bail en Méditerranée. Il faut, en effet, penser l'avenir à long terme de la rade, marquée et fragile, en termes de pollution, de mytiliculture et de tourisme. Aides européennes ou contrat de plan Etat-région pourraient soutenir études et projets. Constamment relancée, la ville de Toulon a joué la « chaise vide », paralyssant les autres communes et enlisant l'avenir.

● Contrat de plan Etat-région. Alors que toutes les collectivités locales de la région se mobilisent pour obtenir des préfets de département, du conseil régional ou du préfet de région des aides, sur la base de projets éligibles à ce contrat qui sera voté à l'automne pour six ans, Toulon n'a rien préparé.

Il paraît difficile qu'elle puisse, désormais, le faire à temps.

J. L. et M. S.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 2 AVRIL 1999

VIE SOCIALE L'élargissement de la politique éducative, au-delà de l'école, à toutes les institutions impliquées dans la vie sociale était le thème central des « Rencontres na-

tionales des acteurs de l'éducation » organisées à Tours, les 30 et 31 mars, par Claude Bartolone, ministre délégué à la ville. • **LES CONTRATS DE VILLE**, négociés en faveur des quar-

tiers en difficulté pour la période 2000-2006 vont devoir inclure un « projet éducatif local » mettant en cohérence les actions de l'éducation nationale et celles des collectivités

territoriales. • **DES MUNICIPALITÉS** revendiquent un rôle accru en matière d'éducation, refusant la simple fonction de « tiroir-caisse ». • A ROUBAIX, un lycée professionnel

réussit à préserver sa sévérité dans un environnement social dégradé grâce à une ouverture sur son quartier, l'accueil des familles et l'institution du dialogue élèves-enseignants.

Le gouvernement veut impliquer villes et familles dans l'éducation

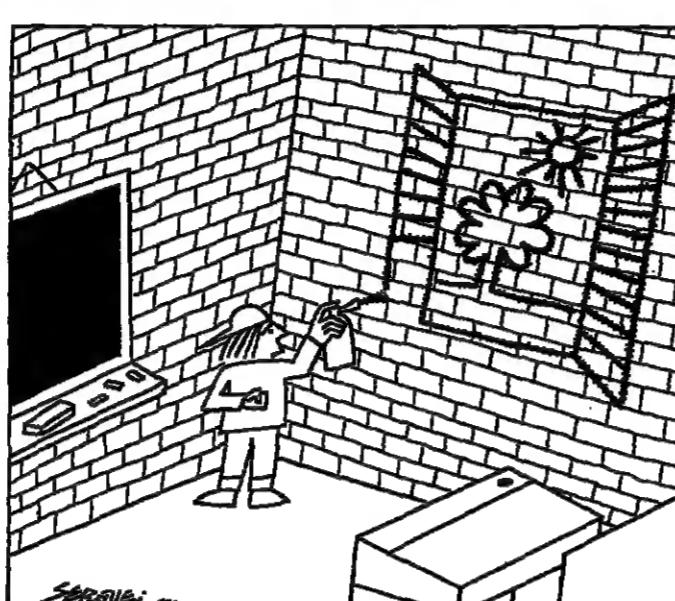
Au cours de « Rencontres nationales », organisées à Tours, Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, a plaidé pour la mise en cohérence des politiques nationale et locale en matière d'éducation. Les nouveaux « contrats de ville » devront prévoir un « projet éducatif local »

TOURS

de notre envoyé spécial
L'éducation n'est pas l'apanage de l'école, mais une responsabilité partagée par l'ensemble des adultes. L'idée n'est pas nouvelle. Elle tente de faire son chemin depuis une vingtaine d'années sans, toutefois, trouver de traduction sur l'ensemble du territoire. L'imposer dans les quartiers les plus défavorisés : tel est l'objectif du ministère délégué à la ville, dont c'est le rôle de forcer le passage de la théorie à la pratique pour cause d'urgence sociale.

Elus, enseignants, associations, inspecteurs d'académies, responsables municipaux de l'éducation et de la politique de la ville, parents d'élèves, ministres (de la culture, de la jeunesse et des sports, de l'éducation nationale, de l'enseignement scolaire)... Plus d'un millier de personnes ont ainsi participé, mardi 30 et mercredi 31 mars, à Tours, aux « Rencontres nationales des acteurs de l'éducation » organisées par le ministère de Claude Bartolone. En toile de fond, une « conscience commune », pour reprendre l'expression d'un recteur : « la République n'a pas été tout à fait à la hauteur de son idéal ». Et une certitude : personne, aucune institution, aucune collectivité locale, ne peut faire face, seule, aux mutations sociales. Les familles, elles, ne doivent pas être oubliées.

« Il ne faut pas se décharger sur la seule éducation nationale de toute la responsabilité de l'acte édu-



caïf », a martelé le ministre délégué à la ville, en constatant que « jusqu'alors, les politiques éducatives du ministère de l'éducation nationale et celles de la politique de la ville ont été construites et mises en œuvre sans réelle coordination ».

PROJET ÉDUCAIF LOCAL. Pour Claude Bartolone, ce temps-là est terminé : « l'heure du changement a sonné pour que l'école travaille avec la ville et réciprocement ». Concrètement, les contrats de ville, qui scellent les engagements respectifs de l'Etat et des collectivités locales pour la

période 2000-2006, devront inclure un « projet éducatif local ». Tous les enseignants, et pas seulement les coordonnateurs de zones d'éducation prioritaires (ZEP) devront être associés à l'élaboration des « volets éducation » des futurs contrats.

Si le discours est clair, la méthode l'est moins. En témoigne le programme de ces rencontres, qui résonnait d'une phrase le contenu de l'atelier de travail sur le « projet éducatif local » : « La prise en compte de la réalité de l'environnement des structures éducatives, sur un territoire, est déterminante pour

la mise en cohérence des objectifs de celles-ci dans le cadre d'un projet éducatif local fédérant l'ensemble des acteurs et inscrivant une réelle synergie entre tous les dispositifs ».

DES TIROIRS-CAISSES

De même, les interrogations sont légitimes quant à la cohérence entre le « projet éducatif local » et le « contrat éducatif local », un dispositif mis en place en 1998 par quatre ministères pour organiser les activités périscolaires. Le « projet » court sur sept ans, le « contrat » sur trois, sans que les périodes soient concordantes.

Sur le terrain, des municipalités, des collèges, des écoles, pratiquent déjà, depuis un certain temps, le « projet éducatif ». Il y a deux ans, a été créé le « réseau français des villes éducatrices », qui compte à ce jour une trentaine de municipalités, dans le village à l'international de la municipalité de Barcelone. Objectif : pénétrer les méthodes des villes qui, depuis une quinzaine d'années, expérimentent un projet éducatif en collaboration avec l'éducation nationale, et refusent d'être simples prestataires de services.

La ville de Rennes, par exemple, s'investit depuis longtemps dans l'éducation, en développant des actions pendant et en dehors du temps scolaire. Pour l'adjoint au maire de Rennes, Hubert Charbonnet, qui préside le réseau fran-

çais des villes éducatrices, « il est temps de sortir des deux analyses les plus répandues : les villes sont considérées comme des tiroirs-caisses, et soupçonnées de vouloir "municipaliser" l'éducation ». Et de réclamer une reconnaissance, en faisant remarquer que travaillent, dans les écoles remaises, 589 ins-

titués des jeunes à aussi, également été abordé, notamment par Claude Bartolone. Un « programme de jeunesse citoyenne » devrait être mis en place dès cette année afin que la parole et les projets des jeunes dans les quartiers soient portés dans ces contrats. « La représentation qu'ils ont de

M. Allègre loue l'« engagement » des enseignants

Claude Allègre a rendu hommage, au cours des rencontres de Tours, aux « milliers d'enseignants qui, dans des conditions très difficiles, font bien plus que leur métier, par engagement, par conviction, par générosité ». Et de provoquer l'étonnement dans la salle, en ajoutant : « Il faut que les enseignants de ces quartiers [défavorisés] soient mieux aidés ; lorsque j'entends que des enseignants gagnent 40 000 francs par mois, je me dis que ce soit dans ces quartiers-là. » Le ministre de l'éducation nationale a également dit qu'il n'aimait pas l'expression « ascenseur social » : « Je préfère l'escalier social ; la justice sociale, c'est d'aider tous les jeunes à gravir les marches, une par une. »

Pour ses projets : le lancement d'un programme, appelé « Nouvelles chances », à l'attention des 60 000 élèves qui, chaque année, sortent du système éducatif sans qualification. Il s'agit de généraliser des initiatives locales, puisque, selon le ministre, « les innovations ne viennent pas de la Rue de Grenelle mais du terrain ».

tituteurs et... 544 personnes relevant des collectivités territoriales ! Ces rencontres auront été également l'occasion de fustiger le discours répandu sur la « démission des familles ». Rapportée des travaux sur le sujet, Jocelyne Bac, du Fonds d'action sociale (FAS), a évoqué « la responsabilité des institutions dans le regard que l'on porte aux familles » et la nécessité « de donner confiance aux parents, de les rassurer sur leurs compétences ». *Marie-Pierre Subtil*

A Roubaix, un lycée professionnel surmonte la violence en s'ouvrant sur son quartier

ROUBAIX

de notre envoyé spécial

La sonnerie a bruyamment retenti. Sortant du couloir au pas de course, une poignée de jeunes filles a traversé le hall et franchi la porte principale. Sur le ciment de la cour, elles se sont arrêtées, le temps de partager un éclair de rire avec deux amis. Puis, comme dans un rituel, elles ont passé la grille, traversé la rue, et, comme tant d'autres, se sont installées sur les bancs de la place Jean-Baptiste-Clement.

Voilà plus de six ans, maintenant, que le lycée professionnel Lavoisier a pris ses aises sur ce grand rectangle arboré. Six ans que l'établissement de 550 élèves, situé en bordure du quartier de l'Hommelet – l'un des plus pauvres de Roubaix – a poussé portes et fenêtres pour, comme dit son proviseur, Jean-Pierre Lafage, « s'ouvrir sur son environnement ». En cet automne 1992, l'heure était pourtant à la prudence. Dans les quartiers sensibles des grandes métropoles, la violence s'invitait régulièrement dans les établissements scolaires. Et si au lycée Lavoisier, rien de grave n'avait encore été signalé, les quelques rodés sur la place et les premières dégradations avaient « installé un climat de peur », assure Jean-Pierre Lafage.

AU SERVICE DU PUBLIC. Aux discours officiels qui prônent la « sanctuarisation », le nouveau proviseur oppose alors la politique de la main tendue. Il contacte le comité de quartier, expose sa conception d'une « école publique au service du public », et interroge les habitants sur leurs besoins. Dans les mois suivants, les premiers changements apparaissent, à commencer par cette grille, hautement symbolique. De 5 h 00 à 18 h 00, les élèves circulent, passent la porte pour fumer une cigarette, rejoignent leurs amis à l'extérieur. Sur la place, les lycéens se mêlent aux jeunes du quartier, sous le regard attentif d'habitants embauchés en contrat emploi-solidarité (CES) pour veiller

au calme. Aux côtés des grands frères recrutés comme « agents d'ambiance », des mères sont installées aux croisées, au secrétariat ou à la lingerie, des voisins à l'entretien ou à l'atelier : en tout, trente-neuf CES, auxquels s'ajoutent cinq emplois-jeunes. Les commerçants sourient ? Dorénavant, les fruits et légumes, la viande et le poisson, les petites fournitures de bureaux ou les produits d'entretien seront achetés au plus près de l'établissement. « Ça nous coûte un peu plus cher que de passer par les groupements d'achat de l'éducation nationale, mais le quartier en profite, et finalement, nous avec », résume l'indemante, Valérie Gennéve.

Mais le principal levier d'un établissement scolaire reste éducatif. Une « heure de vie de classe » est instituée, avec présence obligatoire. Une semaine sur deux, en demi-groupe, les élèves retrouvent un professeur volontaire et patient. De leurs études, mais surtout de leurs intérêts, de leurs quietudes. « Ça désarme les conflits potentiels et ça recrée de la confiance envers les adultes », résume Bernadette Mouvaux, conseillère principale d'éducation. Un « point écoute » est également mis en place : deux heures par semaine, un éducateur accueille les élèves qui le désirent pour des entretiens « individuels et confidentiels ». Enfin, chaque amie, élève et professeur organisent une « semaine à thème », au cours de laquelle des intervenants extérieurs travaillent avec les adolescents sur l'exclusion, la fête dans le Nord, la solidarité. Temps fort de l'année, la semaine s'achève par un ciné, le vendredi soir, et une série de représentations où sont comédies amis et familles des élèves.

La résulte, en effet, un des principes de ce « lycée de quartier ». Elève ou non, « chaque habitant doit pouvoir y trouver sa place ». Le samedi et le dimanche, pendant les petites et les grandes vacances, des dizaines de jeunes, mais aussi d'adultes, envahissent la cour et les salles de classe. Du sport au soutien scolaire, de la poterie à la

cuisine et à l'informatique, toutes les ressources de l'établissement sont mises à la disposition des associations locales. Et puisque la population du quartier, à plus de 50 % musulmane, exprime le besoin de « connaître son histoire » et « transmettre ses savoirs », un centre culturel du monde arabe a été créé, proposant notamment, cours de langue, d'histoire orientale ou de l'immigration, et initiation à la calligraphie.

ON PARLE BEAUCOUP. Un tel activisme ne laisse pas indifférent. D'autant que dans la presse locale, le proviseur dénonce le « conservatisme » de ses collègues et de l'administration. Au rectorat, on a commencé par punir ce lycée franc-tireur en lui refusant tout moyen supplémentaire. A la mairie, on a boudé ces éducateurs militants, soupçonnés de communautarisme, voire d'intégrisme, en les privant de subventions. Mais le constat a fini par s'imposer : alors que les voitures brillaient devant les lycées voisins, Lavoisier continue d'accrocher tableaux et totems dans ses couloirs immaculés. « Les élèves ne sont pas faciles, tempère une professeur de français et d'histoire. Avec ce qu'ils vivent à la maison, rien d'étonnant à ce qu'ils explosent parfois. Mais on parle beaucoup et je crois qu'ils sont plutôt heureux d'être ici. »

Un climat apaisé, des élèves apparemment épaulés – avec des résultats scolaires largement supérieurs à la moyenne régionale – et des professeurs qui ne veulent pas quitter le lycée : à la mairie, comme dans les services académiques, on a rangé les couteaux. Le rectorat a octroyé à l'établissement des heures supplémentaires. Il se murmure même que les élus municipaux pourraient bientôt accorder une salle au centre culturel du monde arabe. Alors Jean-Pierre Lafage, de son côté, s'efforce de tenir sa langue. « Même si l'autre jour encore... » Il se ravise. Le triomphe de l'« ouverture sur le quartier » vaut bien un petit effort.

Nathaniel Herzberg

Mercredi 1er Avril
Nouvelles

Le Monde des DEBATS

Fin de guerre en Algérie ? Benjamin Stora / Ihs Nabeul

Malaise dans la psychanalyse Marie Bessina / Daniel Bouléan

Architecture : la France ringarde ? Philippe Trébel / Jean-Pierre Le Boudec

Le maire philosophe de Venise

Document : le témoignage de Paul Ricœur au procès du sang contaminé

Le nouvel ordre amoureux

Affaire de la MNEF : l'avocat Eric Turcon a été remis en liberté

Il a été placé sous contrôle judiciaire

ERIC TURCON, ancien avocat de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) et proche conseiller d'Olivier Spithakis, qui fut longtemps le directeur de cette mutuelle, a été remis en liberté, mercredi 31 mars, par le président de la chambre d'accusation de Paris dans le cadre d'une procédure de référé-liberté. Jean Beyer a levé, par ordonnance, le mandat de dépôt, estimant que la détention provisoire n'était pas indispensable à la manifestation de la vérité. Au regard du travail, déjà important, réalisé par les enquêteurs dans l'affaire de la MNEF, la fin de l'incarcération n'est pas considérée comme susceptible de mettre en danger les investigations des policiers et des magistrats et de constituer une menace de pression sur les témoins. Enfin, les garanties de représentation soumises par le président Beyer ont été jugées suffisantes. M. Turcon a été placé sous contrôle judiciaire.

majeur lors de l'installation de M. Pelletier au Togo. Au début mars, deux magistrats ont recueilli le témoignage du chef d'une entreprise de transports STTR, Mario Constant Cavary, qui affirmait avoir rencontré M. Turcon pendant quatre jours au mois de mars. Selon lui, l'avocat aurait, lors de son séjour à Lomé, réservé une journée à l'examen comptable de sa société et consacré le reste du temps à l'organisation du séjour de M. Pelletier - il aurait mis à sa disposition une somme de 100 000 francs - tout en demandant trois interlocuteurs de ne pas mentionner son intervention.

FUITE AU TOGO

Devant la chambre d'accusation, les avocats de Turcon ont argué du fait que leur client avait soustrait M. Pelletier à la justice. Ils ont ajouté que l'on pouvait difficilement démontrer qu'il y avait eu une intention criminelle dans cette manœuvre.

contrôle judiciaire.

Eric Turcon avait été incarcéré, jeudi 25 mars, et mis à examen pour complicité de faux, faux usage et subornation de témoin par les juges d'instruction parisiens Armand Riberolles et Françoise Néher dans le cadre de l'affaire sur la gestion de la MNEF à ses filiales. Les magistrats reprochent à cet avocat fiscaliste d'avoir rédigé et antichargé, en 1997 un contrat de prêt de 350 000 francs (5 468,7 euros) pour le compte de Bruno Pelletier, ancien dirigeant d'EFIC, filiale de la MNEF chargée des travaux d'imprimerie, actuellement sous écrou extradition au Togo et mis en examen (Le Monde le 1er avril).

Les enquêteurs estiment, par ailleurs, que cet avocat a joué un rôle

Jacques Follorou

De nouvelles aides fiscales pour inciter les propriétaires à louer leurs biens

En échange, ils devront plafonner les loyers

Afin de redynamiser le parc privé, le gouvernement a décidé de modifier les aides fiscales aux propriétaires de logements locatifs. Les investissements réalisés au cours

seront étendues à l'ancien. Les propriétaires devront planifier les loyers et réservrer ces logements à des ménages dans les mesures sont inférieures à certaines plafonds.

LE GOUVERNEMENT, qui peine à relancer la construction sociale alors que les attentes dans les organismes HLM s'allongent, souhaite redynamiser le parc privé, où l'importance. Publié au *Journal officiel* le 30 mars, le nouveau statut du bailleur privé modifie sensiblement les règles fiscales en matière d'investissement locatif : il crée de nouveaux logements conventionnés dans le parc privé ancien. Le principe de base de la réforme est simple : dans le neuf comme dans l'ancien, les propriétaires de logements locatifs peuvent faire

ments locatifs ■ bénéficieront d'allégements fiscaux qu'en contrepartie d'un plafonnement des loyers. Pour être aidés, ils devront en outre louer ■ des ménages dont les revenus ne dépassent ■ certains plafonds.

Réserve ■ neuf, l'actuel système d'amortissement ■ « Péris », qui permettait de multiplier par deux ■ trois ■ rendement de l'investissement, ■ autre contrepartie qu'un engagement ■ location ■ neuf ans, a ■ prolongé jusqu'en août 1999. Après ■ date, le ■ d'amortissement consenti passera ■ 10 % par ■ du prix ■ l'acquisition pendant quatre ■ 8 ■ pendant cinq ans, puis de 2 ■ (pendant les vingt années suivantes) ■ 2,5 % (pendant les cinq années suivantes). Cette révision ■ baisse s'accompagnera d'obligations nouvelles : le loyer au mètre carré ne pourra ■ dépasser 45 francs dans les villes de moins de ■ habitants hors l'Île-de-France, 75 francs ■ Paris intra-muros ■ dans ■ communes de la petite ■ L'engagement

de location reste fixé ■ neuf ans. Dans le parc ancien, les propriétaires qui opteront pour le nouveau régime bénéficieront désormais d'une majoration, de 14 % à 25 % - contre 6 % dans le neuf -, de la déduction forfaitaire sur leurs revenus locatifs. L'obligation de location ■ fixée ■ six ans minimum, cien, les propriétaires ne pourront bénéficier du nouveau régime que s'ils louent ■ de ménages dont les ressources sont inférieures ■ certains plafonds. Fixés par le décret publié ■ mars, ■ plafonds ■ un peu plus bas que ■ exigés pour l'accès au parc public dit ■ intermédiaire ■ Une personne seu-

Le dispositif prévoit aussi un système de garantie des impayés censé faire tomber les réticences des bailleurs

cien, les propriétaires ne pourront bénéficier du nouveau régime que s'ils louent à des ménages dont les ressources sont inférieures à certains plafonds. Fixés par le décret publié le 22 mars, ces plafonds sont un peu plus bas que ceux exigés pour l'accès au parc public dit « intermédiaire ». Une personne seule vivant en Ile-de-France doit ainsi disposer de revenus fiscaux annuels de 115 000 francs maximum (96 000 francs en province), un couple marié avec un enfant de 227 000 francs maximum en Ile-de-France (176 000 francs en province). Le nouveau régime n'aurait donc pas, à priori, une clientèle très défavorisée de locataire puisque environ 80 % des ménages français entrent dans ces catégories. Ceux qui sont exigés pour l'accès à logement très social dans le secteur HLM sont deux fois plus faibles.

Curieusement, les professionnels de l'immobilier qui ont combattu bec et ongles la réforme de l'amortissement Péri-sol semblent, aujourd'hui, peu inquiets, rassurés — doute par la reprise actuelle de l'activité. Le nouveau secteur locatif proposé par le gouvernement devrait, logiquement, profiter du dynamisme retrouvé. Toutefois, même si le marché locatif retrouve grâce à l'« amortissement Besançon », une certaine fluidité, le problème de l'accès au logement des ménages aux revenus très modestes, pénalisés par la faible consommation des crédits alloués au secteur très social, reste entier.

Christine Garth



Découvrez la nouvelle classe Business Intercontinentale d'Iberia ■ proitez d'une expérience ■ niveau international sur une compagnie mondiale. Distancer la concurrence, c'est notre objectif. À ce sujet, la distance ■ ■ ■ siège ergonomiquement conçu et celui situé devant ■ passe ■ 132 cm*. Un atout qui s'ajoute à un confort sur-mesure pour votre plus grand bien-être. Detendez-vous, profitez des 135° d'inclinaison que notre siège vous offre et oubliez le temps en vol.

regardant films, sport ou informations sur votre écran personnel. Entre autres possibilités, vous pourrez aussi téléphoner avec le combiné intégré à votre siège, ou déguster l'un de nos trois menus inspirés de la gastronomie méditerranéenne. Enfin, quand vous aurez atterri, et que vous repenserez à ce que vous venez de vivre, vous ne vous demanderez plus pourquoi Iberia est aujourd'hui l'une des premières compagnies aériennes d'affaires au monde.

Business

هذا من الأصل

Perceval sape la confiance des Rennais

Les travaux de creusement du futur métro ont déjà provoqué plusieurs affaissements de terrain. Commerçants, riverains et opposition mêlent leurs critiques contre un projet « pharaonique »

Le public est prévenu qu'en execution d'un arrêté interprétatif du 22 mars 1999, il sera procédé, du 10 avril au 14 juillet 1999 inclus, à une enquête publique sur l'extension à 10 km de la ligne 1. Son dossier de déclaration d'utilité publique en vue de l'attribution de services : 1) des travaux de construction de la ligne 1 dans circuit 400 000 volts ARGOUEUVES-CHEVALET-GAVRELLE ; 2) des travaux connexes aux abords et dans les postes correspondants détaillés ci-après : - modification aéronautique du raccordement au poste d'ARGOUEUVES de la ligne 1 en circuit 90 000 volts AIRAINES-ARGOUEUVES ; - modification aéronautique aux abords du poste d'ARGOUEUVES de la ligne 1 en circuit 225 000 volts AMIENS-MONTICOISSETE ; - modification du raccordement au poste d'ARGOUEUVES de la ligne 1 en circuit 225 000 volts AMIENS-ARGOUEUVES ; - passage à un circuit 225 000 volts de la ligne 1 à un circuit 90 000 volts AMIENS-ARGOUEUVES et modification de son raccordement au poste d'ARGOUEUVES ; - modification du raccordement au poste de GAVRELLE de la ligne 1 en circuit 400 000 volts AVELIN-GAVRELLE ;

modification aéronautique du raccordement au poste d'ARGOUEUVES de la ligne 1 en circuit 90 000 volts AVELIN-GAVRELLE ; - modification aéronautique aux abords du poste d'AVELIN-GAVRELLE ; - modification aéronautique du poste d'AVELIN-GAVRELLE en circuit 225 000 volts GAVRELLE-ETINCHELLER ; - modification de l'autre en coupure à deux circuits 225 000 volts de la ligne CORBEHEM-VENDIN au poste de GAVRELLE ; - tronçon à deux circuits 90 000 volts des lignes GAVRELLE-SCARPE. Ces travaux concernent les communes de : - le Département du PAS-DE-CALAIS : ADINFER, BEAURAINS, BIACHE-SAINT-VAAST, BLAIREVILLE, FAMPOUX, FEUCHY, FICHIEUX, FONQUEVILLERS, GAVRELLE, HESDUCOURT, MALLEY-MAILLET, MIRVAX, MOLLIENS-AU-BOIS, MONTIGNY-SUR-L'HALLUE, POULAINVILLE, RAINNEVILLE, TOUTENCOURT, VADECOURT, VARENNES. Sur la mise en compatibilité du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) de la Zone d'Aménagements Concertés (Z.A.C.) de ARTIOPOLE sur le territoire des communes de FEUCHY et MONCHY-LE-PREUX (Pas-de-Calais) : 3) Sur la délivrance des autorisations administratives (permis de construire - autorisations d'exercice) nécessaires à l'exécution des travaux pour les ouvrages repris à 1) ci-dessus ainsi que pour les opérations qui ne nécessitent pas de déclaration d'utilité publique : a) travaux dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts d'ARGOUEUVES sur la commune d'ARGOUEUVES (Somme). b) travaux dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais). 4) Sur la mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Solis de la commune d'ARGOUEUVES (Somme). 5) Sur la demande de déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALLET, sur la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) nécessaire à l'acquisition, par l'Etat, à l'unité ou par voie d'exploitation des terrains nécessaires. Par ordonnance du 4 mars 1999, le Président du Tribunal Administratif de LILLE a déclaré, pour constater l'enquête publique, une commission d'enquête composée de : - Pierre ALTMAYER, ingénieur divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat, en retraite, domicilié 3, rue de Courteau, 59169 CANTIN. - Membre titulaire : - M. Pierre DAEDEN, Directeur d'Entreprise, collaborateur Chambre de Commerce et d'Industrie en retraite, domicilié 7, rue de Fontenelle, 59400 CAMBRAI. - M. Henri DAMASSE, Professeur des Écoles en retraite, domicilié 1, rue du Cambrais, résidence Prompadour, 59130 LAMBERTSART. - Membre suppléant : - M. Pierre ALTMAYER, Chargé de Mission au Départemental de l'Équipement en retraite domicilié 22, rue de Paris, 59130 LAMBERTSART. - M. Pierre BANSE, Gérant d'une activité commerciale, Secrétaire Membre de la Chambre de Commerce et d'Industrie, domicilié 19, rue aux Oiseaux, 59400 CAMBRAI. Le siège de l'enquête est fixé à la préfecture de l'Avesnois, 1, rue de la Préfecture du Cadre de Vie et de la Citoyenneté - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine. Les plaidoiries des parties civiles sont reportées au 19 avril au 19 mai 1999. II En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne à deux circuits 400 000 volts d'ARGOUEUVES-CHEVALET-GAVRELLE et des travaux connexes détaillés ci-dessus. - A la Préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine ; - à la Préfecture de la SOMME - Direction des Actions Interministérielles - Bureau - Urbanisme et Environment ; - des chambres des matières connexes, reporté ci-dessous. Pour le Département du PAS-DE-CALAIS (62) : ADINFER, BEAURAINS, BIACHE-SAINT-VAAST, BLAIREVILLE, FAMPOUX, FEUCHY, FICHIEUX, FONQUEVILLERS, FRESNES-LES-MONTAUBAN, GAVRELLE, HESDUCOURT, MALLEY-MAILLET, MIRVAX, MOLLIENS-AU-BOIS, MONTIGNY-SUR-L'HALLUE, POULAINVILLE, RAINNEVILLE, TOUTENCOURT, VADECOURT, VARENNES. 3) En ce qui concerne la mise en compatibilité du PAZ de la Z.A.C. de ARTIOPOLE sur le territoire des communes de FEUCHY et MONCHY-LE-PREUX (Pas-de-Calais) : - à la Préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine ; - en matière de FEUCHY et MONCHY-LE-PREUX (Pas-de-Calais). 3) En ce qui concerne les travaux : a) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts d'ARGOUEUVES sur la commune d'ARGOUEUVES (Somme) ; - à la Préfecture de la SOMME - Direction des Actions Interministérielles - 3^e Bureau - Urbanisme et Environment ; - à la mairie d'ARGOUEUVES (Somme) ; b) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ; - à la Préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine ; - à la mairie de GAVRELLE (Pas-de-Calais). 4) En ce qui concerne la mise en compatibilité du P.O.S. de la commune d'ARGOUEUVES (Somme) : - à la Préfecture de la SOMME - Direction des Actions Interministérielles - 3^e Bureau - Urbanisme et Environment ; - à la mairie d'ARGOUEUVES (Somme). 5) En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALLET sur le territoire de la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) : - à la Préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine ; - à la mairie de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais). Toute personne intéressée pourra prendre connaissance tous les jours, sauf dimanche, dimanches et jours fériés aux heures d'ouverture habituelle au public et consigner sur les registres ouverts au public ses observations sur le projet. Ces observations pourront également être adressées par écrit au commissaire enquêteur au siège de l'enquête à la Préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine. Dès lors, un mandat de l'Enquête d'Examen sera délivré au directeur du public pour y accorder les observations aux lettres, corps et heures suivantes :

Pour le Département du PAS-DE-CALAIS : - à la mairie de BLAIREVILLE, le lundi 19 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ; - à la mairie de FAMPOUX, le mardi 20 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ; - à la mairie de FEUCHY, le vendredi 22 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ; - à la mairie de MONCHY-AU-BOIS, le vendredi 26 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ; - à la mairie de MIRVAX, le vendredi 27 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ; - à la mairie de SALLY-AU-BOIS, le vendredi 28 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30. Pour le Département de la SOMME : - à la mairie d'ACHIEUX-EN-AMENIENS, le mercredi 12 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ; - à la mairie d'AMIENS, le lundi 19 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ; - à la mairie d'ARGOUEUVES, le lundi 26 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ; - à la mairie de CONTAY, le lundi 3 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ; - à la mairie de MALLEY-MAILLET, le mercredi 19 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ; - à la mairie de POULAINVILLE, le lundi 10 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30. La date des appels d'offres pour la construction et l'exploitation sera communiquée par la Commission d'Enquête générale à la direction du public, pouvant en tout état de cause être fixée au 1er juillet 1999. Par ailleurs, toute personne physique ou morale intéressée pourra obtenir communication des documents et des conclusions en adressant une demande écrite à M. le Préfet du PAS-DE-CALAIS, Préfet coordinateur - Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine - Armentières, le 22 mars 1999. Le Préfet du PAS-DE-CALAIS, Daniel CADOUX.

Le public est prévenu qu'en execution d'un arrêté interprétatif du 22 mars 1999, il sera procédé, du 10 avril au 14 juillet 1999 inclus, à une enquête publique sur l'extension à 10 km de la ligne 1. Son dossier de déclaration d'utilité publique en vue de l'attribution de services : 1) des travaux de construction de la ligne 1 dans circuit 400 000 volts ARGOUEUVES-CHEVALET-GAVRELLE ; 2) des travaux connexes aux abords et dans les postes correspondants détaillés ci-après :

- modification aéronautique du raccordement au poste d'ARGOUEUVES de la ligne 1 en circuit 90 000 volts AIRAINES-ARGOUEUVES ; - modification aéronautique aux abords du poste d'ARGOUEUVES de la ligne 1 en circuit 225 000 volts AMIENS-MONTICOISSETE ; - modification du raccordement au poste d'ARGOUEUVES de la ligne 1 en circuit 225 000 volts AMIENS-ARGOUEUVES ; - modification de l'autre en coupure à deux circuits 225 000 volts de la ligne CORBEHEM-VENDIN au poste de GAVRELLE ;

- modification aéronautique du raccordement au poste de GAVRELLE de la ligne 1 en circuit 400 000 volts AVELIN-GAVRELLE ;

- modification aéronautique aux abords du poste d'AVELIN-GAVRELLE ;

- modification du raccordement au poste d'AVELIN-GAVRELLE en circuit 225 000 volts GAVRELLE-ETINCHELLER ;

- modification de l'autre en coupure à deux circuits 225 000 volts de la ligne CORBEHEM-VENDIN au poste de GAVRELLE ;

- tronçon à deux circuits 90 000 volts des lignes GAVRELLE-SCARPE. Ces travaux concernent les communes de :

- le Département du PAS-DE-CALAIS : ADINFER, BEAURAINS, BIACHE-SAINT-VAAST, BLAIREVILLE, FAMPOUX, FEUCHY, FICHIEUX, FONQUEVILLERS, FRESNES-LES-MONTAUBAN, GAVRELLE, HESDUCOURT, MALLEY-MAILLET, MIRVAX, MOLLIENS-AU-BOIS, MONTIGNY-SUR-L'HALLUE, POULAINVILLE, RAINNEVILLE, TOUTENCOURT, VADECOURT, VARENNES.

Sur la mise en compatibilité du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) de la Zone d'Aménagements Concertés (Z.A.C.) de ARTIOPOLE sur le territoire des communes de FEUCHY et MONCHY-LE-PREUX (Pas-de-Calais) :

3) Sur la délivrance des autorisations administratives (permis de construire - autorisations d'exercice) nécessaires à l'exécution des travaux pour les ouvrages repris à 1) ci-dessus ainsi que pour les opérations qui ne nécessitent pas de déclaration d'utilité publique :

a) travaux dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts d'ARGOUEUVES sur la commune d'ARGOUEUVES (Somme).

b) travaux dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais).

4) Sur la mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Solis de la commune d'ARGOUEUVES (Somme).

5) Sur la demande de déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALLET, sur la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) nécessaire à l'acquisition, par l'Etat, à l'unité ou par voie d'exploitation des terrains nécessaires.

Par ordonnance du 4 mars 1999, le Président du Tribunal Administratif de LILLE a déclaré, pour constater l'enquête publique, une commission d'enquête composée de :

- Pierre ALTMAYER, ingénieur divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat, en retraite, domicilié 3, rue de Courteau, 59169 CANTIN.

- Membre titulaire :

- M. Pierre DAEDEN, Directeur d'Entreprise, collaborateur Chambre de Commerce et d'Industrie en retraite, domicilié 7, rue de Fontenelle, 59400 CAMBRAI.

- M. Henri DAMASSE, Professeur des Écoles en retraite, domicilié 1, rue du Cambrais, résidence Prompadour, 59130 LAMBERTSART.

- Membre suppléant :

- M. Pierre ALTMAYER, Chargé de Mission au Départemental de l'Équipement en retraite domicilié 22, rue de Paris, 59130 LAMBERTSART.

- M. Pierre BANSE, Gérant d'une activité commerciale, Secrétaire Membre de la Chambre de Commerce et d'Industrie, domicilié 19, rue aux Oiseaux, 59400 CAMBRAI.

Le siège de l'enquête est fixé à la préfecture de l'Avesnois, 1, rue de la Préfecture du Cadre de Vie et de la Citoyenneté - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine.

Les réponses dépendent de la géologie et de l'ancienneté des sols.

Le résultat de l'enquête sera rendu public au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la commission d'enquête sera rendue publique au plus tard le 15 juillet 1999.

La décision de la

DNS

iance des Rennais

provoque plusieurs affaissements de

critiques contre un projet

de construction de la route. Des p

oposants de la route. Des p

rotestent contre le fait que la route

soit construite dans une zone nature

lle et que les arbres soient abattus.

Le maire de la ville, M. le

maire, M. le

essais

LE MONDE / PARIS 20 AVRIL 1990 /

10 JOURS POSITIFS

A SAISIR CHEZ CARREFOUR,

Vendredi 2 avril

10 000 barbecues TEFAL et pas un de plus.



~~449F~~

349F

Il y en aura
peut-être
jusqu'à ce soir,
on ne sait pas...

Ref. 789 491
Pare-Vent, 2200 W.
Double grille articulée
séparable et amovible.
Garantie 1 an.

Avec Carrefour
je positive!

مكتبة من الأدلة

Milosevic, un ambitieux gagné

LES hommes d'Etat, sauveurs ou tyrans, les « petites phrases » qu'ils méritent. Elles les accompagnent tout au long de leur vie, parfois au-delà, qui forge le destin d'un homme. Mais pu, dans son contexte, passer inaperçue. Mais les années où il le prononce, son écho immédiat est immense. Ce jour-là, le 24 juillet 1987, dans un faubourg de Pristina, le chef du nouveau patron du Parti communiste de Serbie lance à quelques milliers de compatriotes : « Nous ne devra plus battre ! » Ce mot d'espace, il la promesse menace, donnera un tournant à l'histoire de la Yougoslavie.

La phrase prend une force, aux yeux des Serbes du Kosovo, qu'elle se déroule à Novi Pazar, à leur cœur, ce fameux Champ de bataille où, le 28 juillet 1389, 70 000 soldats du prince Lazar donnèrent leur vie face à l'enveloppe turc, d'une - et défaite - retentissante.

Au fil de cette année 1987, la crise s'aggrave au Kosovo, petite province désertée du sud de la Serbie. Depuis des mois, la minorité serbe se dit victime de pressions, voire d'exactions qui la poussent à l'exode. Belgrade décide de s'en mêler. Milosevic a pour mission d'écouter les révoltes et répondre. Il a alors préparé sa visite en rendant une première fois, discrètement, au Kosovo, quatre jours plus tôt. Déjà expert en propagande, il s'est aussi assuré que la presse et la télévision nationales couvraient l'événement.

La réunion a lieu dans la Maison de la culture, où la foule des manifestants serbes cherche à pénétrer. La police tente de les disperser à coups de batons. L'ambiance s'aggrave. Des pavés commencent à voler. Averti, Milosevic - la tête du balcon, les bras levés - et, critiquant les forces de l'ordre, une « petite phrase », qui deviendra, pour beaucoup de Serbes, un cri de ralliement. Une onde de choc parcourt l'auditoire, qui scande un diminutif affectueux de son nouveau héros : « Slobob ! Slobob ! ». Le meeting s'achève et la nuit. L'un après l'autre, les - s'en prennent aux dirigeants albanais, réclament la suppression de l'autonomie dont jouit le Kosovo depuis 1974, exigent l'instauration d'urgence. Certains prônent même l'expulsion de la majorité albanaise.

Milosevic ne dit mot, ce qui, en l'occurrence, vaut consentement. Il s'adresse à son tour au public serbe : « Vous devez ici. Ceci est votre terre. Ce sont vos maisons, vos jardins, votre mémoire. Vous devez abandonner votre terre, seul fait que vous - victimes de l'injustice. Renoncer face aux obstacles, démolir au moment du combat ne fait pas partie du caractère des Serbes. Tenez-vous dans vos bras et ne l'ont pas lâché. Vous devez ici au contraire, vos ancêtres seraient souillés, déshonorés. Mais je veux pas dire pour que vous deviez rester ici acceptant une - qui - satisfait - contraire, la changer, l'image ce que faire toute la population progressive de Serbie et de Yougoslavie. »

Ce soir-là, il devient un homme nouveau. Aux yeux autres, comme à ses propres yeux, l'appareil modèle d'un peu trop, qui a jusqu'à présent dissimulé sa dévorante ambition sous la prudence de bon aloi qu'impose le régime à ses dignitaires, découvre subitement un destin de meurier d'hommes. C'est pour lui aussi, une véritable révélation. « Il y eut soudain, lui, un changement psychologique, note un journaliste. Il prit d'un seul coup conscience l'emprise qu'il exercait sur les gens. » C'était, observe l'historien britannique Noel Malcolm, comme si une nouvelle et puissante drogue caillait maintenant dans ses veines. « Il était transformé, enflammé par le Kosovo - se souviendra Ivan Stambolic.



par l'ivresse nationale

Après dix années de règne absolu, Slobodan Milošević reste un personnage énigmatique.

En embrassant la cause du nationalisme serbe, il a moins servi ses convictions qu'une folle ambition personnelle, au risque de jouer les apprentis sorciers.

Portrait d'un populiste froid tenté par la politique du pire

envoient des députés au Parlement de Belgrade. Elles participeront au système de la présidence tournée instauré par Tito à la tête de la fédération. Seul le droit de faire sécession, en théorie reconnu aux autres Républiques, leur était interdit.

Travaillés par un désir de ranvache, nombre de Serbes attendent, une fois Tito disparu, un signal venu d'en haut, et un homme providentiel. Cet homme sera Milošević. Quant au signal, il émane, sans équivoque le 24 septembre 1986 - et sous la houle d'un mémorandum - d'une culture yougoslave fort respectée, l'Académie serbe des sciences et des arts. Ce texte de soixante-quatorze pages, dont un quotidien à grande public de larges extraits, est une bombe politique. Jouant sur le complexe d'infériorité des Serbes, sans cesse nourri du souvenir du double sacrifice historique consenti au profit de la Yougoslavie, en 1918 et en 1945, le mémorandum des académiciens - plaintes et

ment revendiquer au sein de l'ensemble fédéral. Elle accepta à contrecoeur que son histoire militaire fut frappée d'amnésie, ce qui la persuada un peu plus qu'elle était vouée à toujours « gagner la guerre et perdre la paix ».

En 1974, la nouvelle Constitution avait doté la Serbie, en donnant une large autonomie aux deux provinces créées en 1963, la Voïvodine, au nord, et le Kosovo, au sud. Sur le papier, celles-ci restaient sous la tutelle de Belgrade. Mais, dans faits, elles s'émancipèrent rapidement, en exerçant leurs politiques, économiques et fiscales à leur statut d'autonomie. Elles eurent leurs propres assemblées et

n'ont jamais été autant en danger qu'aujourd'hui. Leur statut national doit être une question politique prioritaire. Si une solution n'est pas trouvée, les conséquences seront désastreuses, non seulement pour la Croatie mais pour la Yougoslavie tout entière. »

Il rédigeant ce document nationaliste, les intellectuels serbes avaient aussi en tête le Kosovo-Metohija, berceau de leur peuple et siège de leur Église orthodoxe qui y a érigé, autour du patriarcat de Peć, ses plus beaux monastères. Là-bas, également, un génocide menace les Serbes. Faute de réagir, ils subiront leur plus grave déroute depuis leur révolte contre les Turcs en 1804. Le mémorandum les idées notamment développées par l'ancien Dobrica Cosic, l'un des clercs de la Serbie sous Tito, qui pourtant avait participé à sa rédaction. Cosic et ses nationalistes nouent, dans les années 70, le rêve secret de dépeçer le Kosovo, la Serbie conservant notamment la région des monastères. Ils n'osent pas rendre public leur projet, l'opinion n'étant pas disposée, selon eux, à renoncer au moindre arpent de terre de la province. Le plan de partition que l'on prête parfois aujourd'hui à Milošević, est donc une vieille idée.

En septembre 1986, le rejetissement du mémorandum est d'autant plus grand qu'il est l'œuvre d'une

des rares institutions yougoslaves qui ne soit pas entièrement soumise aux dictats de la Ligue des communistes yougoslaves, le parti unique. Choqués, les dirigeants de Belgrade, relayés par une presse aux ordres, dénoncent le document. Le président serbe, Ivan Stambolic, n'y voit qu'un « requiem pour la Yougoslavie ». Au fond de cette agitation, un homme, qui sait déjà manier le silence comme une arme, se tait : Slobodan Milošević. Si prompt d'ordinaire à fustiger le moindre écart doctrinal, il se contente, cette fois, de laisser un ami dir monter au front. À Stambolic, intrigué par son mutisme, il répond curieusement qu'il juge inutile d'ajouter, par ses commentaires, à la « confusion » ambiaute.

PENDANT les mois qui précèdent la publication du mémorandum de l'Académie, le courant nationaliste de son parti n'a cessé de gagner en influence. Encouragé en sous-main, puis de plus en plus ouvertement, par Cosic et ses amis, un groupe de Serbes du Kosovo, montant en épingle le militaire incident, s'affirme victime d'excès, et organise des pétitions réclamant un changement constitutionnel dans la province. Une majorité de l'appareil communiste serbe finira par approuver leurs objectifs politiques. Les années 1986-87 marquent ainsi un

En 1962, son père, apparemment rongé par la folie, se tire une balle dans la tête à Nikolo. Sa mère se pendra à Pozaverac en 1974. Le frère de celle-ci, un ancien général en Macédoine, se donnera aussi la mort

tournant majeur dans l'histoire du post-titisme. Alors qu'à Moscou, Mikhaïl Gorbatchev, arrive au pouvoir en 1985, et convaincu de pouvoir sauver le socialisme, tente de démanteler les défenses chauvines grand-russes, les documents démontrent au contraire que l'opposition au projet, et à celui de la « Grande Serbie » - les foyers résistantes au rapt politique ouvrira le plan de partition qui l'on prête parfois aujourd'hui à Milošević, est donc une vieille idée.

Car avant de se faire connaître et surtout faire - du monde extérieur

Pendant la conférence de Dayton (Ohio), en novembre 1995, qui a débouché sur un accord de paix en Bosnie, Slobodan Milošević (photo ci-dessus) refuse catégoriquement d'aborder le problème du Kosovo. Le 15 juillet 1997 (ci-contre), il est élu président de la République de Yougoslavie. Il est entouré de sa femme et de ses deux enfants.



gagné

P

En 1945, il apparaît pour la première fois à Novi Sad, où il se présente à l'École

russe et le serbo-

Alors que le jeune — il n'a que cinq ans — son père, Borisav, aujourd'hui ambassadeur de Yougoslavie à Moscou, fréquentent l'école primaire, leur père s'enfuit au Monténégro. Les deux adolescents seront — leur mère, une enseignante — communardes, studieuses, réservées, un brin taciturne. Slobodan boucle les activités sportives. Il préfère la poésie et les promenades solitaires. Sa fréquentation des jeunes communistes lui vaut d'être appelé « le petit bolchevique ». « Je suis communiste par conviction. Je le suis devenu à l'âge de six-sept ans », dira-t-il bientôt plus d'un envoyé spécial.

En 1962, son père, apparemment rongé par la folie, se tire une balle dans la tête à Nikolo. Sa mère se pendra à Pozarevac en 1964. Le frère ainé, un ancien général en Macédoine, donnera la mort.

Sur le banc du collège, Milosevic s'prend à dire qu'il deviendra un homme de la femme de sa vie, Mirjana Markovic. Elle tiendra auprès de lui tous les rôles : épouse envahissante et ambitieuse, conseillère rigide et tempétueuse, partenaire politique et amie. Mirjana porte, aussi, une tragique héritéité. Sa mère, résistante capturée par la Gestapo, fut tuée en 1941 par les partisans, convaincus que celle-ci avait échappé à la torture. Mirjana, intraitable, Mirjana sauvera sa mère de la réhabilitation qu'elle n'a jamais connue, mais qu'elle doit pour une martyre. Milosevic, qui épousera Mirjana en 1964. En épousant une jeune femme au visage charme, mais qui a pour père un dégénérat, il incarne au cercle des amis, où Milosevic décroche une influence en droit en 1964.

En première année universitaire, Milosevic a fait une autre rencontre, encore plus décisive, celle de Stambolic, neveu d'un proche de Tito. Les deux hommes n'ont pas le même tempérament — Stambolic est le pur play-boy et menant grande vie —, mais ils sont inseparables. Ils sont tous les deux au pied de l'échelle, en faisant partie de la direction de Teknogas, une firme pétrochimique, dont Milosevic prend la tête en 1973. Les deux hommes se retrouvent à nouveau dans l'état-major de Beogradskia Banca, la plus grosse banque du pays, dont Milosevic devient le président en 1978. Il voyage beaucoup, notamment à New York, où il dit s'être rendu soixante-dix fois, et apprend l'anglais, qu'il maîtrise bien. En 1980, Milosevic entre en politique à plein-temps. Stambolic — toujours lui — devient le chef du PC serbe, le président du comité central du PC de Belgrade. A ce poste, Milosevic purge le parti de tous ses dissidents, des nationalistes aux libéraux.

A VIDE de montre encore en grade dans l'ombre de son mentor, Milosevic offre à celui-ci ses qualités de tacticien avant de franchir en 1986, l'étape cruciale. Il devient le président de la République de Serbie, Stambolic impose à la tête du PC serbe celui qu'il tient encore pour son ami. Mais l'heure de la trahison sombre bientôt. Devenu l'idole de millions de Serbes après l'épisode de Kosovo Polje, Milosevic n'entend plus partager son immense popularité. Avec l'aide de Cotic, il place ses bonnes à la tête des grands journaux et de la télévision. En septembre 1987, au terme d'une machination ourdie par Milosevic, Stambolic est politiquement exécuté dans la pure tradition stalinienne. Le président serbe, qui a pourtant, au fil des ans, évité plus d'un piège, n'a pas vu le danger venir. Mis en minorité au cours de la fameuse « huitième session » du comité central du parti serbe, il est écarté pour la première fois.

Cet événement est l'occasion d'une grande première : la télévision, presque en direct, débat internes au PC communiste. Pendant deux jours, la population serbe, aguichée devant petits écrans, assiste, stupéfaite,



MILLI STANOVNIĆ / VOSTOK PRESS

règlements de compte entre dirigeants. Stambolic, isolé, incapable de contre-attaquer. Il s'incline, pour avoir naïvement l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je les ai crus. » Il ajoutera : « Milošević

sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. » Au début de chevauchée, Milošević réussit à rester fidèle à l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, et trop rancune apparaît : « Lorsque quelqu'un trouve derrière dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais

Le Monde

21 bis, RUE DE LA LOUVIÈRE - PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc. : 206 806
Tél. relations clientèle abonnés :
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Questions au 7ème jour

AMÉRICAINS et Européens avaient énoncé des objectifs qu'ils finissaient à leur offensive. Il s'agissait d'employer la force - une campagne de bombardements aériens - pour, tout à la fois, forcer Slobodan Milošević à revenir à la table de négociation, amputer la machine militaire sur le terrain, enrayer les campagnes d'épuration ethnique. Il s'agissait aussi - ce qui plus que légitime - de monter au président de la République fédérale yougoslave que l'on tenait parole, que le temps soit fini où celui-ci pouvait compter sur la pusillanimité de la communauté internationale et toujours échapper aux conséquences de ses crimes. Mais, au septième jour des bombardements, sans vouloir tirer un bilan définitif, force est de poser une série de questions plus qu'embarassantes :

- La « catastrophe humanitaire » en cours au Kosovo, cette terrible vague d'épuration ethnique, était-elle inévitable ? Elle n'est pas la première à laquelle les forces ont procédé au Kosovo depuis trente ans. Mais, à l'évidence, Américains et Européens sont gravement sous-estimés la détermination de Slobodan Milošević à vaincre des villes et des dizaines de villages en replique à l'OTAN.

- Fallait-il enclore d'emblée le recours à une intervention militaire ? N'a-t-on pas donné, à l'avance, le pire des signes à la partie qu'elle juge utile ? Toute opération militaire réclame certes du temps et de la détermination. Mais les dirigeants européens et américains doivent incessamment indiquer quels sont désormais les objectifs poursuivis par l'opération « Force alliée ».

Le Monde est édité par la SA 12 MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marc Collemandin
Directrice : Jeanne-Marie Bergougnoux, directrice général adjointe
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Perrotin, Pierre Courtois, Jean-Pierre Lemoine
Directeur artistique : Dominique Royet
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourquet
Rédacteur en chef : Alain Frachon
Rédacteur en chef adjoint : Laurent Goffin
Rédacteur en chef adjoint : Michel Koenig (Délégat) ;
Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarry (France) ; Franck Noéchi (Société) ; Claire Baudoin (Entreprise) ;
Jacques Boib (Aujourd'hui) ; Yves Sengenbach (Culture) ; Christian Massel (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azam

Le Monde est édité par la SA 12 MONDE
Président du directoire : Eric Phalouz, directeur délégué : Anne Chauvetour
Conseiller de la direction : Alain Minc ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
paramètres audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Nobécourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1969-1982), Jacques Pauwels (1969-1982),
André Lemoine (1983-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lemoine (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA 12 MONDE
Durée de la rédaction : cinquante ans au compteur le 10 décembre 1994.
Capital social : 495 000 F. Actionnaires : Société civile des Éditeurs du Monde,
Fonds commun de placement des personnes du Monde,
Association Hubert Beuve-Méry, Association des amis de Hubert Beuve-Méry,
Le Monde Entreprise, Le Monde Investissement,
Le Monde Presse, Visa Presse, Le Monde Présidence, Closco Demand Participations.

Il y a 50 ANS, DANS Le Monde

Trois ans après Fulton

IL Y A trois ans, M. Winston Churchill prononçait à Fulton un discours qui fit quelque bruit dans le monde. C'est alors aux Unis, à Boston, qu'il a pris hier la parole. La situation était plus nette, plus rassurante qu'en 1946, il ne causa pas une moindre parcellle. Il pouvait qu'enregistrer la voix internationale à souligner le double aspect de l'opinion, l'Europe occidentale aussi bien qu'aux Etats-Unis : résistance à l'impérialisme soviétique, volonté et espoir de maintenir la paix.

Peut-être l'illustre orateur, qui connaît la fougue, a-t-il été un peu loin lorsqu'il a dit : « L'Europe n'est pas communiste sans la France et l'Allemagne atomiques. » L'effet de celle-ci a été double : si elle a pu imposer le respect à certains, elle a aussi irrité et inquiété. Cependant la bombe fait partie de

(2 avril 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 - LE MONDE
ou sur Minitel : 3617 code LMDOC

Le Monde sur Internet : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEOMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et province : 08-36-68-03-78

Kosovo : ne pas feindre de découvrir

QUI EST RESPONSABLE, qu'aurait-il fallu faire, que faudrait-il maintenant ? Qui se produit actuellement au Kosovo est difficile à supporter. Chacun s'énervé, à juste titre, parce que maintenant une guerre nous concerne, on s'indigne. Certains s'en prennent à l'imperialisme brutal des Américains, de l'OTAN, à l'incurie de nos dirigeants nationaux. La plupart des autres, intentionnés et qui savent que Milosevic, ne sont plus à qui s'en prendre, et plongent dans un abîme d'angoisse perpétuelle et d'incompréhension : qu'est-on en train de faire ?

Les images que l'on reçoit sont terribles ; celles qu'on ne reçoit pas - on le sait - sont pires encore. Les chiffres le sont aussi : si l'OSCE confirme, mardi, que 160 000 personnes étaient sur les routes, en marche vers les frontières. A ce rythme, dans moins d'une semaine 500 000 seraient démunis, à pied ou en charrette, qui n'auront pas le temps de même faire un balluchon, vont se retrouver hors frontières, réfugiés, sans plus rien que le drame et le mal qu'ils transportent avec eux.

Pendant ce temps, l'OTAN, tout en dénonçant le scandale humanitaire, fait le compte quotidien de ses propres exploits militaires. Mais ce qui indigne aujourd'hui n'indigne-t-il pas hier ? Il n'y a droit au cynisme comparaison des deux. L'offensive menée par les forces serbes au Kosovo, au cours de l'été 1998, a fait, selon le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), 300 000 déplacés. Qui n'est pas indigné ? Qui a été alarmé sur cette catastrophe, sur le sort de ceux qui se réfugient dans les monts et qui l'hiver prochain se déplacent vers le sud, sur les villages que l'on brûle pour s'assurer que leurs habitants ne reviendront pas ?

ENAGEMENTS VIOLÉS
Qui, sinon quelques dirigeants européens qui saluent Bill Clinton à tout autre chose, aussi, qu'à ses graves problèmes domestiques ? Personne ne se souvient aujourd'hui. On connaît l'OTAN et, surtout, la menace de l'OTAN, assez irrémédiable pourtant à l'époque, Milosevic fit tout son détempér : il accepta l'ambassadeur américain Richard Holbrooke de retirer une grande partie de l'armée fédérale et de ses forces spéciales du Kosovo et promit d'ouvrir un dialogue avec les Serbes. C'était en octobre.

Le Holbrooke, dans la négociation, avait mis sur un point capital : il avait accepté que tous les hommes serbes déarmés, mandatés par l'OSCE, vérifient le respect de ces engagements, qui furent violés, bien sûr, jour après jour, les troupes serbes appelaient par leurs noms dans les bois, pour leur promettre la paix et se rendaient pour les combattre froidement après.

tion du Kosovo (UCK), moyens disproportionnés mobilisés au cours de la tactique caractéristique de Milosevic et de serbes dans les guerres de l'ex-Yugoslavie : qui qui frapper la population civile pour régler des comptes militaires.

Le janvier, une illustration de cette politique surgissait sur les écrans occidentaux : les corps de quarante-cinq villageois gisant dans un fossé, à la périphérie de la bourgade de Racak. Le chef de l'OSCE dénonça un « crime contre l'humanité » ; peu après une agence américaine de renseignements diffusait dans la presse le contenu d'une bande d'écoutes sur laquelle un dirigeant de Belgrade (qui allait devenir membre de la future délégation serbe à Ramboillet) incitait au massacre...

EST-CE QUE L'ON SE SOUVIENT ?

Qui se souvient de Račak aujourd'hui ? Un député français, pourtant membre de la commission des affaires étrangères, avait-il y a deux jours lui-même l'oublié : « C'est vrai, on a mal mémoire courte... Si l'on a déjà oublié Račak, qui qu'on peut se souvenir de Vukovar en novembre 1991, d'un siège, d'un massacre dans la ville danubienne, de milliers de serbes, dont malades de l'hôpital central tués de leur lit, dans une banlieue pour être malmenés froidement et jetés dans une fosse que les officiers légistes du Tribunal de La Haye ont déterrée longtemps après ?

Est-ce que l'on se souvient que la folie de Milosevic avait déjà fait, avant que l'éclate la crise actuelle du Kosovo, il y a un an, trois millions de personnes déplacées, au moins deux mille morts en un irréparable outrage à la Yougoslavie ? Est-ce que l'on se souvient du pont de Mostar, et de la bibliothèque de Sarajevo, et des bars de la ville, du bonheur simple, mais passé, d'être ensemble, de tout cela perdu, et des morts et des morts ? Est-ce que l'on se souvient de Prijedor, de la première mise en œuvre à Bosnie de l'inhumaine théorie du nettoyage ethnique ? Et de Srebrenica, à l'autre bout de la guerre en Bosnie, des images archivées par le Pentagone montrant les derniers départs de l'armée yougoslave se préparant à la déportation programmée de toute une ville, à l'exception des hommes « en geôle militaire » dont le massacre était déjà aux bons arrêts de Mladić ?

Cela se déroula un film diffusé en juillet 1995 au Tribunal de La Haye, qui examina les « crimes bleus » de l'ONU, dociles, prétant main forte aux autorités serbes pour séparer ces hommes des femmes, des vieillards et même qu'on massacrait dans des cas ? Et des hommes émasculés, après des mois de siège, traqués, que les haut-parleurs serbes appelaient par leurs noms dans les bois, pour leur promettre la paix et se rendaient pour les combattre froidement après.

Qui se souvient aujourd'hui de viages hagards, des dix mille morts de Srebrenica ? Quelques dirigeants politiques européens ne les avaient pas oubliés. Ils n'avaient, après Račak, que la coupe était pleine, n'arrivent même pas aujourd'hui à rappeler cela aux mémoires oubliées pour justifier l'intervention espérée depuis 1991 - dans l'ex-Yugoslavie. Ils n'arrivent même pas à faire comprendre, les bombardements perturbent les esprits, que l'expulsion des Kosovars était déjà en cours et sa poursuite massive programmée par Milosevic, pour l'intervention de l'OTAN n'en est pas la cause, même si l'accélère.

Les Occidentaux ne voulaient pas la guerre mais exploitaient, au-delà de l'imaginable, toutes les voies pacifiques. Les Européens - les Russes dans le jeu, et veillent dans l'attente à l'arriver par le jouet des Américains. Ils ont ensemble un plan irréprochable : le Kosovo n'aurait pas été démocratique, mais il n'aurait pas été dans l'Yugoslavie ; l'UCK n'aurait pas obtenu l'indépendance ; les Serbes n'auraient pas déclenché l'indépendance avant d'avoir expérimenté une période de coexistence pacifique. De cette paix, l'OTAN se portait gaiement ; les Serbes qui étaient là-bas pouvaient compter sur sa protection.

DES RAČAK OU DES SREBRENICA

A tout cela, Milosevic a dit non. Celui qui regrette aujourd'hui qu'on n'a pas exploité toutes les voies d'une solution politique peuvent-ils expliquer ce qui pouvait être de plus ? Ceux qui regrettent que dans le projet de Rambouillet on ait confié à l'OTAN et pas à l'ONU la mise en œuvre du plan de paix n'ont-ils pas conscience que Milosevic n'a même pas voulu en parler ? Les Occidentaux ne voulaient pas reproduire la triste expérience de la Forêt noire en Bosnie, à savoir une force de l'ONU impuissante, principalement à une intervention occidentale pour arrêter les massacres. Mais les Européens étaient prêts à multiplier des bombardements y compris au prix de Milosevic n'a même pas voulu en parler, il a refusé tout en bloc. C'est lui qui a lancé la guerre.

Il préparait contre les Kosovars une offre d'armistice de printemps. La purification ethnique était programmée dès lors que les Albanais avaient l'odieux scellés de la communauté internationale et pensaient avec les Serbes.

Il y a 50 ans, dans le film diffusé en juillet 1995 au Tribunal de La Haye, qui examina les « crimes bleus » de l'ONU, dociles, prétant main forte aux autorités serbes pour séparer ces hommes des femmes, des vieillards et même qu'on massacrait dans des cas ? Et des hommes émasculés, après des mois de siège, traqués, que les haut-parleurs serbes appelaient par leurs noms dans les bois, pour leur promettre la paix et se rendaient pour les combattre froidement après.

Claire Tréan

RECTIFICATIFS

INTERNET

A propos de la responsabilité des auteurs publiés sur Internet (*Le Monde* du 25 mars), c'est par erreur que nous avons écrit que la Confédération du travail (CNT) avait assigné en référé l'hébergement de sites Altern. La CNT nous précise que c'est elle au contraire qui est poursuivie « à cause d'un message posté sur un forum non modéré de la CNT ». « La plainte visé la CNT, souligne la Confédération, qui n'a fait que permettre techniquement, via ses pages Web, la diffusion du message aux autres participants au forum, et Altern qui hébergeait les pages de la CNT ». « De plus, poursuit la CNT, la page en cause n'est plus en service depuis près d'un an. »

KOSOVO

Dans notre article sur l'intervention de l'OTAN au Kosovo intitulé « Un tournant historique » (*Le Monde* du 26 mars), nous qualifions la province à majorité albanaise de « septentrionale » au sein de la province ; c'est, bien évidemment, « méridionale » qu'il aurait fallu écrire.

ASTRONOMIE

L'astronome Wilhelm Struve n'était pas allemand mais d'origine allemande (*Le Monde* du 16 mars). Né en 1793 dans la province du Holstein, sous tutelle danoise à l'époque, il ensuite adopté la nationalité russe.

STUTTGART-SUR-ELBE

Une utilisation inadvertante du traitement texte dans la rubrique « En vue » du mardi 23 mars nous a fait situer le canal de l'Elbe dans le sud-ouest de l'Allemagne près de Stuttgart, alors qu'il se trouve dans le nord.

HONGKONG

Dans notre enquête sur les employées de maison philippines à Hongkong (*Le Monde* du 20 mars), nous avons omis de signaler que le salaire minimum et les nouveaux contrats ont été abaissés de 5 % à 3 560 dollars de Hongkong (407 €). Le salaire des fonctionnaires, qui avait doublé depuis la fin des années 90, a été seulement gelé.

PRÉCISION

Euro RSCG

Si Euro RSCG Corporate s'occupe de la communication globale de la BNP dans son projet de double OPE sur la Société générale et Paribas, ainsi que nous l'avons indiqué (*Le Monde* du 1^{er} avril), c'est Euro RSCG Bâti et Era Tuong Cuong qui a conçu la campagne publicitaire de la banque.



Les bombes de l'OTAN frappent aussi les démocrates

par Veran Matic

CES frappes aériennes sur la Yougoslavie sont censées arrêter la machine de guerre de Slobodan Milošević. L'objectif recherché est, officiellement, de soutenir le peuple kosovo, ainsi que celui de Serbie, l'un et l'autre victimes du régime de Milošević.

En fait, les bombardements ont mis en danger la vie de dix millions et demi de personnes et déclenché les hostilités contre les forces bulloantes de la démocratie au Kosovo et en Serbie. Ils ont sapé le travail des réformistes au Monténégro et dans l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine, en même temps que leurs effets de paix.

Les bombardements démontrent l'impuissance politique du président américain Bill Clinton et de l'alliance occidentale à éviter une catastrophe humaine au Kosovo. La protection d'une population menacée est une noble tâche, mais elle requiert une stratégie claire et une vision d'ensemble cohérente. L'évolution de la situation sur le terrain et dans les airs, jour après jour, indique l'évidence que cette stratégie n'existe pas. En revanche, l'OTAN accomplit sa sombre prophétie : chaque missile qui atterrit sur le sol aggrave le dé-

sastre humain que l'OTAN est censé empêcher.

Il n'est pas facile d'arrêter la machine de guerre une fois qu'elle a été lancée. Mais j'exhorter les membres de l'OTAN à suspendre leurs attaques quelques temps et à réclamer la démocratie et les droits de l'homme ? Zoran Živković, maire d'opposition de la ville de Niš a répondu la semaine dernière : « Il y a vingt minutes,

mes amis occidentaux me demandent sans cesse pourquoi il n'y a pas de rébellion. Où se trouvent les gens qui se sont déversés dans les rues tous les jours pendant trois mois en 1996, pour réclamer la démocratie et les droits de l'homme ? Zoran Živković, maire d'opposition de la ville de Niš a répondu la semaine dernière : « Il y a vingt minutes,

encore, un missile est tombé dans la cour de notre correspondant à Sonibor. Il n'a pas explosé, heureusement, mais beaucoup d'autres ont explosé dans d'autres cours d'immeubles. Les hommes sont aujourd'hui contraints de prendre les armes et de rejoindre leurs fils qui servent dans l'armée. Les bombes tombent partout, et personne ne les

Les bombardements ont sapé le travail des réformistes au Monténégro et dans l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine

Il faut répondre toutes ces terribles questions. Peut-être les responsables le voudront, je crains.

Des questions nous bousculent dans ma tête, dans la prison où je me trouve pour quelques heures, à Belgrade, le jour où les attaques de l'OTAN ont commencé contre mon pays. Pour qui passent ces heures dans la cellule que je partageais avec un homme accusé de meurtre, je m'intéresse au ce que voulait l'Occident pour demain. L'image de l'OTAN refroidit son doigt de la gâchette me venait constamment à l'esprit. Je n'ai vu jusqu'à ce jour aucun signe d'un plan clair faisant suite à la décision militaire de l'Occident.

convaincu — même si certains ont essayé — que ces bombes visent le gouvernement, mais pas les pays. Il peut sembler cynique de ma part d'écrire ces lignes dans la sécurité de mon bureau de Belgrade — sécurité, en fait, en comparaison de Pristina, de Djakovo, de Podujevo et ailleurs au Kosovo. Mais je ne peux pas ne pas poser la question : comment les Flôts empêcheront-ils les gens de s'entretenir dans la rue ?

Par ces attaques, l'Occident s'est lavé les mains sur les Albanais, les Serbes et

autres habitants de la région. Ainsi les pêches du gouvernement tombent-ils sur les populations. Est-ce juste ? Il y a bien autre chose dans le choix qu'une nation a de son gouvernement que la simple volonté des électeurs le jour des urnes. Si l'on peut établir un gouvernement démocratique stable, et stopper la propagande populiste, des démagogues et autres imposteurs, il faut avant tout élucider l'opinion publique. Autrement dit, il faut des médias libres. Les bombes de l'OTAN ont détruit dans le sol du Kosovo, de la Macédoine et du Monténégro les racines de la démocratie, qui ne germeront plus pour longtemps. Les forces pro-démocratiques de la République Srpska, l'entité serbe de Bosnie, ont été mises en danger et avec elles les accords de paix de Dayton. L'intervention de l'OTAN a également donné le feu vert à une guerre locale contre le président pro-démocrate du Monténégro, Milo Djukanovic.

Les médias libres de Serbie se sont pendant des années opposés au nationalisme, à la haine et à la guerre. En tant que représentant de ces médias, et en tant qu'homme qui, plus d'une fois, a affiché les conséquences de ses convictions politiques,

Pas de Vietnam balkanique ! par Christian Lambert

ENFIN, on tire, non on n'est pas près de « se tirer ». Aucune illusion n'est permise. La guerre dans l'ancienne Yougoslavie va durer. En tout cas, la présence armée des puissances occidentales se prolongera pendant des années, peut-être décennies. Il faut que cela coûte très cher, et que cela coûtera encore plus cher demain.

Après la Forpostu en 1991, l'IFOR en 1995, aujourd'hui la KFOR en Bosnie, les militaires français sont encore engagés en Bosnie. En Macédoine, il y en aura presque autant pour la force d'intervention que l'on appelle d'« extraction ». Les hommes, le matériel, les ailes, les venues, les transmissions, etc. : c'est plus d'un milliard de francs au par pour le budget des armées, déjà décentnes. Il faut que cela coûte très cher, et que cela coûtera encore plus cher demain.

Mais qu'aurait-on dû faire pour bien faire ? Laisser un dictateur stalinien, soutenu par tout ce qui reste de communistes sur la planète, régnier sur les peuples de l'ancienne Yougoslavie, comme Staline et ses successeurs ont régné sur les peuples de l'URSS avec les résultats que l'on connaît ? Laisser massacrer

tous les non-Serbés ? Agir comme si l'Europe s'arrêtait à Trieste — ce que disait André Siegfried — et donc ne rien faire ?

Ce n'était pas acceptable. L'Europe ne s'arrête pas à Trieste ; elle n'est jamais arrêtée à Trieste. Il n'était pas acceptable de renoncer avec la politique menée de 1991 à 1995 qui a donné de l'Europe une

Il ne faut s'engager dans des opérations terrestres aucun prix

image de division et d'impuissance. Bilan pour la seule Bosnie : 250 000 morts, des atrocités sans nom, 3 millions de réfugiés, plus de 5 milliards de dollars de destructions. Les Serbes de Milošević ont montré de quoi ils étaient capables. La France n'est pas pour la Suise. C'est peut-être regrettable, aux yeux de nombreux, mais c'est ainsi. Le « militarisme » s'imposait alors. La solidarité au sein de l'Europe en général s'imposait plus encore. Mal moins que la guerre est

Il y a quelques jours, tout le monde n'a pas été pour l'engagement.

Pour ma part, je me garderais une catégorique. Mais j'ai été sur le terrain aux plus moments de la guerre en Bosnie et en Croatie. J'en garde un souvenir précis : j'en ai tiré quelques leçons. C'est pourquoi je prends la liberté d'exprimer les conclusions suivantes :

— Pas d'opération militaire. Quand on entreprend une opération militaire dans cette situation, on va aux militaires à qui on a donné le feu vert la mission de la conduire à terme. L'OTAN a fait ça. Il ne faut pas le faire.

— Pourtant, il ne faut s'enga-

ger dans des opérations à aucun prix. Pas de Vietnam balkanique.

— Tenir fermement à la solidarité entre Malteur et celui qui résiste subitement à la tentation de faire bande à part en croyant plus malin que les

Quant aux Russes, il ne faut surtout pas les oublier. Qu'ils veulent proposer la solution à la quadrature du cercle. Ils ont l'imagination et, le Belgrade, l'influence. Le Kosovo, après tout, n'est pas intangible. La partie de ce petit territoire à laquelle les Serbes tiennent pourrait leur être abandonnée. L'autre partie, au Sud, reconnaît pour de l'Etat aux Albanais. La partition communautaire et les deux alliées seraient pour le contrôle des forces de paix, à long terme qu'il le faudra.

Christian Lambert, ministre plénipotentiaire, ambassadeur, ancien chef de la délégation française au sein de l'Organisation européenne de contrôle dans l'ex-Yugoslavie (1992-1993).

Milošević le pervers par Véronique Nahoum-Grappe

FAIRE entrer dans son jeu les opposants à ce jeu : tel est l'usage politique de la perversité. Slobodan Milošević a voulu « ses » bombardements et nous sommes pour le moment dans son film — ce qui ne veut pas dire qu'il en maîtrise le scénario final. Il faut que nos dirigeants comprennent mieux le langage non verbal de celui qui a toujours barre sur eux, qui n'hésite pas à sacrifier les vies et sa propre parole, à user des moyens les plus transgressifs quant aux lois des négociations et celles de la guerre. Il faut qu'ils comprennent à quel point il est facile d'anticiper leurs réactions à eux, prévisibles parce que soumises à une exigence de normalité politique minimale.

Fort de l'expérience irakienne, Milošević sait que les frappes de l'OTAN tentent d'éviter les civils et qu'il peut enterrer ses propres missiles et faire le gros dos en utilisant à fond les ressorts d'une propagande qui consiste à inverser les rôles avec succès.

Belgrade mène un siège héroïque sous les bombes et dans des caves, où il résiste par la culture et les concerts : en fait on ne craint rien dans le centre de Belgrade pour le moment, mais on y récolte tous les bénéfices psychologiques d'un terrible bombardement, sans aucun de ses inconvénients physiques.

Dans d'autres pays d'Europe, on défile dans les rues pas solidarité avec l'héroïsme belgradois sous les bombes et contre l'OTAN faiseuse de guerre, au moment même où les Albanais du Kosovo se font « purifiés » afrocement, encore une victoire de Milošević et de son mensonge déconcertant. Car la filiation historique de ce pacifisme fin de

série n'est pas Munich, mais celle du pacte germano-soviétique dont la rhétorique stalinienne fit dégénérer jadis le bien des camarades horribles et parfois juifs que Churchill était pire que Hitler.

Maintenant, il faudra à Milošević beaucoup d'art pour faire ce qu'il fait au Kosovo. Ce sera moins facile que lors du siège de Sarajevo, malgré les témoignages à venir de journalistes qui seront conduits par la main des policiers serbes pour vi-

pide : terreur, massacres, exactions produisent la fuite éperdue des populations dans les monastères, et offrir la paix au monde au prix de la mort.

En attendant, il joute sur le terrain d'une tranquillité inégalée. Le comble de la tragédie de la perversité : l'utilisation des bouchers humains pour des atrocités atroces sur les lieux présumés de frappes, ainsi

faire une partie du travail par l'OTAN. Comment appeler à une intervention maintenant, puisque l'intervention a lieu et que c'est son déclenchement qui permet concrètement l'accélération de la « purification ethnique » sur le terrain ?

L'originalité de la perversité qui dure depuis 1991 (et non depuis les frappes de l'OTAN dans les derniers jours) est la perversité réussie, par Milošević, de tout le ballet diplomatique et maintenant militaire à l'avantage.

Une forme inédite d'impunité dans le terrains qui seraient au contraire expérimentés dans le conflit. Le jour inéfuctable pour les peuples yougoslaves livré au tribunal de La Haye leur fossoyeur, il faut que ce soit du côté de l'OTAN. Si on ne veut pas mettre les troupes au sol, armes et munitions albanais, vite ;

protects leur droit impréscriptible à l'autodéfense. En attendant, il continue les frappes

Albanais de l'OTAN, nourrit ce racisme d'une haine spécifique

l'ennemis de l'OTAN, et continue les frappes

l'armée de Milošević.

Véronique Nahoum-Grappe, chercheuse en sciences sociales à l'Ecole normale supérieure en sciences sociales.

initiative européenne qui pourrait reprendre quelques jours par Romano Prodi d'une conférence associant l'ensemble de l'Union européenne et la Russie, seule façon d'arrêter les bombardements et d'éviter une phase qui pourrait, à n'en point douter, être plus sanglante. Quelques jours par l'Ukraine n'ont pas aujourd'hui le courage de changer de camp, mais trouvent chaque jour davantage entraînés à la logique d'une guerre mondiale. Nous pouvons, lors, être sûrs que, non seulement l'Europe politique n'existera pas longtemps, mais encore que la paix s'éloignera de notre continent.

Le diplomate du B52, qui n'a pas eu de meilleurs résultats au Vietnam qu'il n'en aurailleurs, la voie est claire : la France et ses partenaires européens qu'il n'est pas nulle solution dans les Balkans comme ailleurs en Europe sans une Europe pacifique, et que l'indépendance de la France est l'indispensable pierre de touche.

En mai 1967, de Gaulle ajoutait : « Si l'Europe n'a pas l'attraction de l'Amérique, nous devons déterminer la Communauté des six à devenir de son côté et pour son compte une force politique et, par là, un équilibre pacifique mondial. » Quant à nous, nous demandons la formulation immédiate d'une

Max Gallo et Charles Pasqua

comme un mis en examen en pu-

La seule chose qui ne puisse être précisément différenciée, c'est la mise en œuvre de la défense. La mise en œuvre d'un procédé qui est proposé n'est pas juridique : elle n'est plus à l'encontre du but recherché en ce qu'elle n'est pas une pré-jugement.

Jean-François Kriegel

Carpentras (Vaucluse)

PARITÉ SUÉDOISE

La France est la honte de l'Europe en matière de représentation politique : femmes, Mme Pederzoli (Le Monde du 25 février), elle a battu le record de femmes ministres dans les parlements scandinaves.

En Suède. Quel pouvoir ont les femmes dans le conseil des affaires du pays ? Très peu. On les laisse jouer dans la cour des grands ont abandonnée, en Suède, le pouvoir dans les conseils d'administration des grandes entreprises, des banques et les syndicats les plus importants... Dans de nombreux lieux, les déclarations ont été recueillies en violation de la défense.

Il est contradictoire de vouloir distinguer entre responsabilité pénale et responsabilité politique, par exemple, et de vouloir réduire dans le temps la procédure judiciaire assez satisfaisante. En Suède, je n'aurais jamais pu m'en sortir de la même manière faire payer un prix immense à mon mari à nos enfants. (...) Piera Karlsson Lund (Suède)



*** le 9 mars 1999,**
la BNP a déposé 2 projets distincts
d'offre publique d'échange inamicale,
l'un sur Société Générale,
l'autre sur Paribas.

مكتبة من الأراضي

La révolution de la banque

SG Paribas, la banque de demain

La clarté, c'est indispensable quand on veut construire une banque mondiale de premier plan.

Le rapprochement de Paribas et de Société Générale est un projet clair, précis et cohérent.

Clair pour les actionnaires. L'offre publique d'échange proposée aux actionnaires de Paribas par Société Générale débouchera sur un seul et unique projet, créateur de valeur : SG Paribas.

Clair pour les clients. Ensemble, Paribas et Société Générale vont construire la banque de détail de demain. Ensemble, elles vont construire le leader européen de la gestion d'actifs. Ensemble, elles vont construire la grande banque d'investissement française d'envergure internationale.

Clair pour les collaborateurs. Les équipes de Société Générale et de Paribas travaillent ensemble et définissent les plans d'action et l'organisation pour mettre en œuvre une nouvelle conception de la banque.

Paribas et Société Générale sont résolues à mettre en marche une vraie dynamique de croissance.

SG Paribas est une réalité.



N° Vert : 0 800 850 820



N° Vert : 0 800 051 786

Une note d'information visée par la CDD relative à la proposition de rapprochement entre Société Générale et Paribas a été rendue public au cours de la séance de Bourse n° 99-116 en date du 11 février 1999 et est à la disposition du public, sans frais, auprès de la Société Générale et de Paribas.

مكتبة من الأصل

CONCURRENCE Le monde des services collectifs (électricité, eau, déchets) est en pleine mutation. Poussés par les déréglementations, les pays occidentaux ouvrent ces

métiers à la concurrence. • LES GROUPES voient s'ouvrir des perspectives de marchés beaucoup plus rentables que les traditionnels contrats dans les pays émergents.

• DOMINÉ JUSQU'ALORS par trois français - Vivendi, Suez Lyonnaise des eaux et Bouygues-Saur -, le secteur va arriver de nouveaux candidats. • L'AMÉRICAIN Enron, à l'ori-

gine négociant en gros de gaz, se montre le plus entreprenant : en quelques années, il a construit une solide européenne. • LA DEMANDE des pays industrialisés

conduit à un changement des métiers. Les services deviennent de moins en moins collectifs. Chaque groupe essaie de bâtir des offres différencierées en fonction des clientèles.

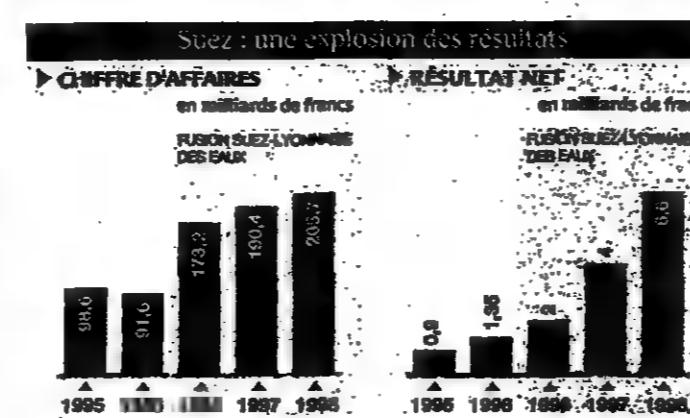
Les services collectifs suscitent de nouvelles convoitises

Sous l'effet de la déréglementation, en Europe comme aux Etats-Unis, les marchés de l'eau, de la propreté et de l'électricité s'ouvrent à la concurrence. Des acteurs venus d'autres métiers, à l'image de l'américain Enron, contestent la suprématie des Suez Lyonnaise, Vivendi, EDF ou RWE

TOUS sont précipités ou presque. Lorsque la ville de Berlin a lancé la privatisation, la compagnie d'eau, le français Vivendi (en association avec l'électricien allemand RWE), Suez Lyonnaise des eaux (Bouygues), l'américain Enron, les allemands Preussen Elektra et Veba, les britanniques Seven Trent et Thames Water ont tous voulu examiner le dossier. C'est le plus grand défi de gestion déléguée négocié actuellement en Europe. Il s'annonce par contre très rentable, mais il symbolise les futurs débats de marché.

Le monde des services collectifs (électricité, eau, déchets) est en pleine mutation. Alors que l'essentiel des développements des dernières années semblait jusqu'à présent orienté vers les pays émergents, les grands débats s'ouvrent dans les pays occidentaux. Les Etats-Unis, qui avaient longtemps considéré les sorties à des sociétés semi-publiques, ont été les premiers à réviser totalement leur position. Ils ont mis l'énergie en voie de déréglementation totale. Soumis à de fortes pressions financières, les municipalités américaines envisagent aussi de confier la gestion de leurs services d'eau et d'électricité au secteur privé. En Europe, la déréglementation, voulue par l'Union européenne est en train de bouleverser toute la chaîne de l'énergie du pétrole à la vente des sociétés privées pour la gestion de l'eau et des déchets devient de plus en plus fréquent, y compris en Allemagne et en France.

Le secteur des déchets, beaucoup plus rentable, nourrit l'émergence d'une nouvelle concurrence dans le secteur. Autant pour assurer leur développement que leur survie, de nombreux groupes s'intéressent de près à ces métiers,



Après s'être recentré, le groupe de services atteint sa phase de développement : il investit 71,5 milliards de francs l'an dernier.

ses grands clients des services plus nombreux. Après avoir racheté ses positions dans la Saur - dont elle souhaite faire son pôle propriété -, EDF s'est porté acquéreur de Clemexy, une entreprise spécialisée dans l'installation et l'ingénierie de réseau, pour en faire son pôle génie électrique et maintenance. Il lorgne aussi vers les grands contrats internationaux et un développement dans les déchets. Confrontés aux mêmes problèmes qu'EDF, les

allemands RWE et Veba réfléchissent à étendre leur empire. Depuis le début des années 90, ils ont développé une activité de gestion des services d'eau mais uniquement en Allemagne. Ils pourraient décider d'accélérer le pas à l'avant.

Il faut compter aussi avec les sociétés d'eau britanniques. Nées de la déréglementation de ce secteur en Grande-Bretagne, elles ont d'abord consolidé leur base domestique puis se sont attaquées à

grands contrats de gestion à l'étranger, dans les anglophones. Aujourd'hui, leurs ambitions semblent redoubler. Certaines commencent à regarder vers les sociétés d'électricité et vers le monde des déchets, pour bâti à leur tour des groupes multiservices.

D'autres acteurs émergent au fur et à mesure que le marché des services collectifs va croître et se préciser, pronostique un observateur. Le développement dans les pays occidentaux est en train de changer la nature même des acteurs. Les services deviennent de moins en moins collectifs. Les groupes commencent à segmenter leurs approches entre collectivités locales, industrielles et particulières. Pour chacune de ces clientèles, ils imaginent des modalités de commercialisation différentes, des services adaptés. Le secteur de l'énergie est le plus avancé dans cette évolution. Pour la fin de la fin de leur monopole, les groupes d'électricité mettent en place de nouveaux services pour leurs grands clients, qui sont les plus susceptibles de les abandonner. A leur côté, des sociétés proposent aux grands industriels des fournitures d'énergie sur mesure. Des firmes britanniques

sont allées encore plus loin, en proposant les supermarchés des cartes d'abonnement aux particuliers leur permettant d'acheter moins cher leur électricité.

SUR LE MARCHÉ DES PARTICULIERS

La nouvelle approche vient au secteur des déchets. Les groupes de propreté proposent désormais aux particuliers de prendre en charge tous leurs problèmes de déchets sur leurs sites de production. Même le secteur de l'eau, qui bénéfice, pourtant, d'un « monopole relatif », n'échappera pas à cette mutation. Ainsi, les services pour les villes, des gestions externalisées de leur fourniture d'eau sont proposés aux particuliers. A la suite du rachat récent de l'américain US Filter, Vivendi a fait un pas décisif dans ce marché aux industriels. Peu implantée dans les communes, la société américaine a un réel savoir-faire dans la gestion de l'eau pour les industriels mais aussi pour les particuliers, notamment grâce à sa filiale Culligan (matériels de purification).

Soulignant que tous les pays ne pourront dépendre dans les prochaines années des milliards nécessaires pour mettre en niveau les infrastructures, les groupes de services collectifs perdent sur un développement du marché des particuliers et se proposent de leur offrir des équipements pour purifier l'eau ou même de leur vendre des bonnes... d'eau purifiée ! Mais là aussi, la concurrence se réveille. Coca-Cola, Pepsi-Cola, Nestlé, Danone sont prêts à se lancer dans la vente d'eau purifiée pour les particuliers, quitte à prendre de front les groupes de services.

Martine Orange

Les principaux intervenants en Europe

Résultat en francs

■ EDF : Chiffre d'affaires (CA) : 185,1 milliards (CA) : 15,1 à l'étranger. Résultat d'exploitation : 5 milliards.

■ Suez-Lyonnais des eaux : énergie (69,3 milliards de CA) et 1,3 milliard de résultat net), eau (33,6 milliards et 1,4 milliard de résultat) et propreté (32,8 milliards et 0,4 milliard de résultat). Le taux d'activité

réalisé hors de France et de Belgique.

■ Vivendi : Eau (44,1 milliards de CA dont 9,8 milliards à l'étranger avant acquisition de US Filter. 2,8 milliards de résultat d'exploitation), énergie (23,4 milliards dont 12,3 à l'étranger, 1,9 milliard de résultat), propreté (20,4 milliards dont 8,3 à l'étranger, 1,6 milliard de résultat d'exploitation).

■ Saur : Filiale de Bouygues (à plus de 70 %) et d'EDF (14 %), spécialisée dans le traitement et la distribution d'eau : 13,9 milliards dont 4,6 à l'international. Résultat net : 181 millions.

■ Enron : groupe américain. CA : 123,6 milliards. Résultat net : 640,5 millions. Le négoce en gros d'énergie et services représente 86 % du CA.

■ United Utilities : groupe britannique. Distribution et

fourniture d'électricité : 7,7 milliards ; distribution et retraitement des eaux : 8,9 milliards. Résultat d'exploitation global : 6,6 milliards.

■ Thames Water : groupe britannique. Distribution d'eau et traitement des eaux usées : 9,8 milliards. Résultats opérationnels : 4,6 milliards.

■ RWE : groupe allemand. CA : 243 milliards dont 75 dans l'énergie.

La croisade européenne de l'américain Enron

LONDRES

de correspondant à City
La petite pièce dépolie dans toute décoration dans laquelle il repose les visiteurs semble bien étriqué pour Mark Frevert, la quarantaine joyeuse et massive. A l'heure de la déréglementation du marché européen de l'électricité - entrée en vigueur le 1er février -, le directeur général pour l'Europe de la compagnie énergétique américaine Enron paraît sans limites : « Enron nous offre la possibilité de devenir la plus importante compagnie d'électricité en Europe, un marché équivalent à celui des Etats-Unis. »

L'expertise de ce géant texan, né il y a seulement quinze ans, dépasse aujourd'hui largement sa base de départ, le transport du gaz naturel. Véritable supermarché du négoce énergétique, Enron ne s'est d'embaucher, d'innover, se répandre en Europe, dans les chasses gardées des protectionnistes et tout poill.

L'aventure européenne d'Enron en 1990 avec la construction d'une centrale en Grande-Bretagne dans le cadre de la privatisation lancée par Margaret Thatcher. L'étape suivante fut en Scandinavie, qui fut un marché de l'électricité totalement libéralisé, avec l'installation d'une ligne de pont en Norvège, gros producteur d'énergie. En 1997, la publication de la directive européenne relative à l'ouverture du marché de l'électricité donnant un délai de deux ans aux Etats membres pour adapter leur législation envers Enron à l'instar de pres de l'Union européenne.

Point de départ de l'offensive : l'Allemagne, marché le plus avancé dans le processus de dérégulation, qui possède les noyaux indus-

triers les plus importants. Après une belle foire d'empoigne avec les producteurs locaux, Enron obtient la permission d'opérer sur l'ensemble du territoire allemand : c'est une première pour un étranger. Viennent ensuite l'Italie, où un accord de coopération est conclu avec Enel, et l'Espagne, où le groupe repart à l'assaut de se coller une partie du marché énergétique. Cette expansion tous azimuts s'accompagne d'une prolifération d'effectifs européens qui comprennent aujourd'hui quinze sociétés réparties dans neuf bureaux régionaux, dont dans l'Europe de l'Est.

UNE NOUVELLE RACE D'ÉLECTRICIENS

« Nous efforçons de fournir une énergie aux besoins spécifiques du client », explique Mark Frevert appartenant à une nouvelle race d'électriciens, c'est un power marketer (intermédiaire en électricité) qui non seulement produit et transporte les kilowatts, mais fait du négoce dans le secteur énergétique.

Enron offre toute la gamme de services : achat en gros pour le compte des producteurs voulant s'assurer d'importants contrats, vente au détail à gros consommateurs désireux d'obtenir le prix, courtage et produits sur le marché à terme, protection contre les risques liés aux contrats énergétiques, en particulier gaziers et électriques.

Les clés du succès d'Enron ? Les analystes l'attribuent d'abord à ce « muscle financier » nécessaire pour monter les grands projets énergétiques aux quatre coins de la planète. S'ajoute la longue expérience de la société en matière de libéralisation du secteur énergétique qui lui a permis de se mettre en pole position pour s'attaquer à un marché européen de nos jours aux

deux tiers déréglementé, du moins pour les gros consommateurs.

Son autre grande force est l'exercice du lobbying politique, qui passe par l'influence auprès des élus comme des autorités. L'ouverture d'un bureau à Bruxelles auprès de l'Union européenne et la création d'une équipe d'une vingtaine d'avocats chargée des contacts avec les différents régulateurs soulignent cette attention au « politique ». Enfin, si la compagnie grossit à vue d'œil, son siège londonien est dénué de tout superflu. Enron dépense là « où ça ne se voit pas », mais dans des secteurs déréglementés : la recherche, l'outil informatique, la formation et surtout la constitution de la première banque de données énergétiques au monde, grâce aux cinquante millions d'informations collectées quotidiennement dans la salle de transactions de Millbank, près du Parlement.

« grands » du secteur européen - EDF, Vivendi, Suez-Tractebel, RWE... - veulent tenir à distance. Mark le sait : « Nos concurrents sont à l'œuvre dans le nouveau cadre de libre concurrence qui vient de voir le jour. » Ainsi, en Allemagne, il aura fallu l'intervention du bureau fédéral des cartes pour garantir l'accès des tiers à la compagnie régionale. La France, où Enron veut se positionner, n'a pas encore sauté totalement à pas de l'ouverture : « Si il y a eu d'indéniables progrès, le gouvernement jaspé a limité en dernière minute la dérégulation promise au marché. C'est pourquoi, à nos yeux, la France n'est qu'une opportunité à long terme. »

Marc Roche

Accord chez Carrefour sur les temps de travail

FACE à ses concurrents distribués, Carrefour est bien décidé à jouer les modèles dans le domaine social. Alors que les autres enseignes sont au mieux en train de décliner le calendrier des négociations sur la réduction du temps de travail, Carrefour a signé, le 31 mars, une nouvelle convention collective avec cinq organisations syndicales (FO, CFDT, CGC, CAT). Cet accord global, au-delà des 35 heures, propose également une refonte de la grille de qualification et de nouvelles modalités d'organisation du travail.

A partir du 1er juin, les salariés passeront d'un temps de travail hebdomadaire de 35 heures à 45 minutes. 35 heures, une réduction insuffisante pour les salariés des magasins Auchan. Pour eux, le temps de travail sera réduit à 33 heures. Marc Roche, directeur général de Carrefour France, parlait lors de la signature d'avance sociale majeure : « La CGT, non signataire mais minoritaire, réserve encore sa réponse.

Laure Belot

Le Monde INTERACTIF

<http://www.lemonde.fr>

La place du marché : achetez vos livres, CD, céderoms, vidéos, DVD.

50% من الأصل

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

BMW : le gouvernement britannique a annoncé un accord sur l'avenir du Rover (lire page 22).

YAHOO : le moteur de recherche sur Internet devrait racheter Broadcast.com, le site spécialisé dans les programmes audio et vidéo, pour 4,4 milliards de dollars (3,78 milliards d'euros), a indiqué mercredi 31 mars la chaîne financière CNBC.

MITSUBISHI : le constructeur automobile japonais Mitsubishi a annoncé jeudi 1^{er} avril que la vente de la firme allait l'amener à réaliser pour 19,8 milliards de yens (152 millions d'euros) des moins-values sur son portefeuille titres.

AEROSPATIALE : tous les syndicats du groupe d'aéronautique (FO, CGT, CFDT, CFE-CGC et CFTC) ont signé un accord-cadre pour 35 heures, qui prévoit l'embauche de 1 100 personnes d'ici 2000, une compensation salariale intégrale. Cet accord, précise le communiqué publié le 31 mars, concerne 22 000 salariés, appliquée progressivement, le 1^{er} avril 1999 et le 1^{er} janvier 2000.

HITACHI : le groupe japonais d'électromécanique a annoncé jeudi 1^{er} avril qu'il allait supprimer 500 emplois dans sa maison mère J-VI à la fin mars 2000, soit près de 15 % de ses effectifs sociaux. La maison mère ne devrait plus compter que 60 500 personnes dans un an.

SHELL CHEMICALS : la branche chimique du groupe pétrolier Royal Dutch/Shell a vendu deux filiales : la firme de mousse de polyuréthane, l'une au Royaume-Uni et l'autre en Finlande, au groupe finlandais CapMan Capital Management Oy.

SERVICES

CASINO : le groupe de grande distribution a annoncé jeudi 1^{er} avril un accord avec la compagnie de distribution thaïlandaise C en vue d'acquérir 66 % du capital au capital réservé de 6,1 milliards (150 millions d'euros).

VALEUR DU JOUR

Mitsubishi Electric se restructure

AU DERNIER JOUR de l'exercice fiscal japonais, Mitsubishi Electric a annoncé une sévère cure d'amaigrissement. L'action s'est adjugé 10,3 % à 437 yens.

Ichiro Tanaguchi, arrivé à la tête du groupe en juin 1998, a annoncé la suppression de 10 000 emplois sur trois ans, soit 10 % des effectifs. Près de 60 % de ces suppressions touchent directement le Japon. En 1998, Mitsubishi Electric a déjà programmé une réduction de ses effectifs à 3 000 personnes, mais uniquement par le gel des embauches. Depuis l'annonce, le 1^{er} mars, d'une réduction de 10 % des effectifs mondiaux de Sony, la question de l'emploi n'est plus tabou au Japon. Jeudi 1^{er} avril, ce sont ainsi deux autres groupes de premier plan qui ont levé le voile sur le plan de Mitsubishi Electric. Hitachi Ltd, l'une des plus importantes sociétés électroniques de l'archipel, a annoncé la suppression de 600 emplois en Chine. Et Marubeni Corp, un holding industriel de négoce et de services, a rendu au public un plan visant à se séparer de 900 employés sur 5 900 que compte sa maison mère. Cette vague de restructurations est devenue une nécessité pour nombreux de conglomérats japonais en raison de leurs très mauvais résultats. Ainsi, pour l'exercice qui vient de s'achever, le groupe Marubeni table sur une perte de 110 milliards de yens (860 millions d'euros). Et Hitachi prévoit un déficit de 100 milliards de yens.

Pour sa part, Mitsubishi Electric pré-

FINANCE

SAN PAOLO-IMI : le groupe bancaire italien, qui a réaffirmé mercredi 31 mars son intérêt pour Banca di Roma, a confirmé lundi 1^{er} avril qu'il France au Lyonnas.

FUSIONS : le secteur bancaire a poursuivi son mouvement de concentration. L'Union européenne, pendant la période 1994-1997, le nombre des établissements diminuant de 7 933, rapport publié mercredi 31 mars par l'office européen de statistiques Eurostat.

AXA : l'assureur français veut acquérir une part importante dans le géant de l'assurance polonais PZU, ancien monopole d'Etat en cours de privatisation, souligne mercredi 31 mars Claude Bébérard, le président du groupe.

DEUTSCHE BANK : la première banque allemande a réduite l'effectif de son siège central de 1 000 personnes aujourd'hui et l'an prochain, a indiqué Rolf Breuer, président du conseil d'administration de l'établissement, l'hebdomadaire *Wirtschaftswoche* paraître jeudi 1^{er} avril. La banque avait annoncé en février 1998 la suppression de quelque 200 postes en trois ans.

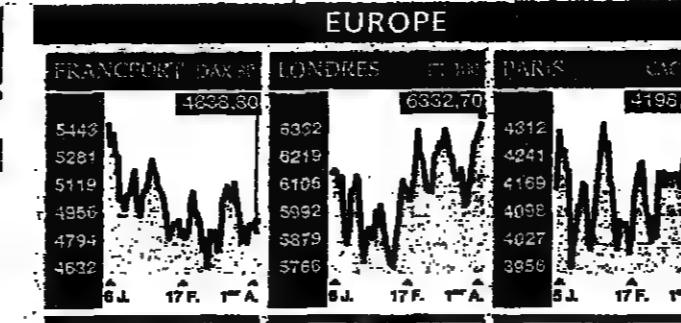
RÉSULTATS

ING : le bancassureur néerlandais a annoncé une hausse de 47,8 % à 2,428 milliards d'euros de son bénéfice net. L'assurance a permis de compenser le repli des profits dans la banque. ING veut poursuivre la croissance, notamment l'assurance aux Etats-Unis. Le total de bilan a augmenté de 28,9 % à 10,01 milliards de francs (363,7 milliards d'euros).

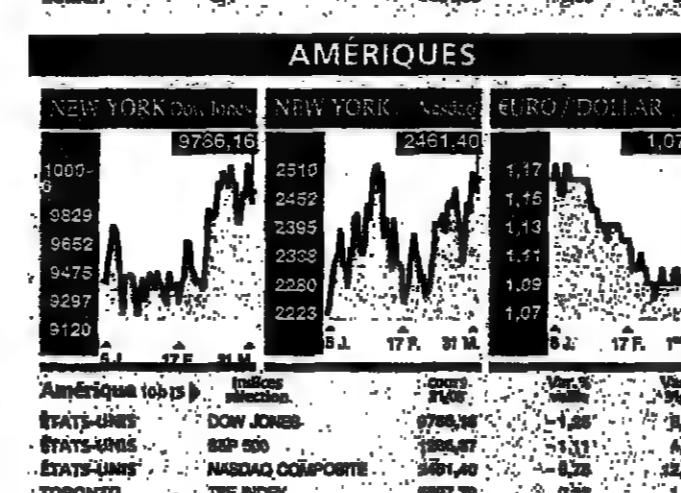
CALIFORNIA LAFAYETTE : le groupe a connu une baisse de 13,60 % de son résultat net (part du groupe) en 1998, à 85,22 millions d'euros (559 millions de francs). Le chiffre d'affaires progresse de 16,2 % (4,6 % à périmètre constant) à 5,378 milliards d'euros.

CGIP : la Compagnie générale d'industrie et de participations a annoncé jeudi 1^{er} avril un résultat net en baisse part du groupe de 2,222 milliards de francs (358,7 millions d'euros) en 1998, une hausse de 84 %. La CGIP a décidé d'aller à l'assemblée générale un plan de rachat d'actions dans la limite de 10 % du capital.

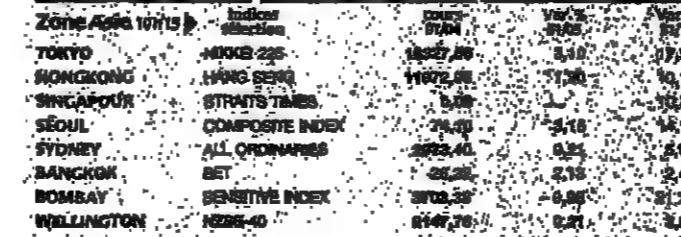
PARIS



Indice sélection	Cours	Vari. %	Vari. \$
EUROPE STOCK 50	3020,00	-0,21	-6,43
EUROPE STOCK 200	3072,00	-0,17	-5,38
EUROPE STOCK 600	3072,00	-0,14	-4,68
CAC 40	4196,29	-0,21	-8,62
AMADEO	1015,00	-0,22	-2,10
SEB 120	2022,00	-0,04	-0,81
SEB 250	2022,00	-0,07	-1,45
SECOND MARCHÉ	1040,00	-0,07	-0,72
AEX	550,00	-0,07	-0,47
BEL 20	2000,00	-0,24	-4,80
DAX 30	4098,00	-0,13	-5,27
LONDRES	3032,70	0,03	0,96
MADRID	1000,00	-0,01	-0,01
STOCK EXCHANGE	1000,00	-0,01	-0,01
MILAN	1000,00	-0,01	-0,01
ZURICH	1000,00	-0,01	-0,01



Indice sélection	Cours	Vari. %	Vari. \$
DOW JONES	9756,16	-1,00	-9,76
ESF 500	10400,00	-0,11	-1,10
NASDAQ COMPOSITE	3401,40	-0,28	-1,16
TSE INDEX	3007,70	-0,06	-0,22
SÃO PAULO	10000,00	-1,00	-10,00
BOLSA	2000,00	-1,00	-10,00
BUENOS AIRES	1000,00	-0,16	-1,60
SANTIAGO	1000,00	-0,16	-1,60
CAICAS	1000,00	-0,16	-1,60



SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris ne cédait plus que 0,47 % à 4 178,12 points en milieu de journée mercredi 31 mars à 127,10 points (-1,28 %) à 3 786,16 points. Les opérateurs ont procédé à des prises de bénéfices, encouragés par la progression de l'indice en fin de semaine. Le Dow Jones avait franchi lundi pour la première fois de son histoire le cap des 10 000 points en clôture.

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort réduisait ses pertes à 0,49 %, au niveau de 4 841,30 points jeudi 1^{er} avril à la mi-journée, après un repli de 1,05 % lors des premiers échanges. Mercredi 31 mars, le DAX avait perdu de 0,5 % à 4 865,27 points, dans un marché calme.

FRANCFOR

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort réduisait ses pertes à 0,49 %, au niveau de 4 841,30 points jeudi 1^{er} avril à la mi-journée, après un repli de 1,05 % lors des premiers échanges. Mercredi 31 mars, le DAX avait perdu de 0,5 % à 4 865,27 points, dans un marché calme.

LONDRES

L'INDICE FTSE-300 de la Bourse de Londres a clôturé en hausse mercredi 31 mars de 0,50 %, à 6 293,5 points, grâce à la bonne orientation des secteurs financiers et pharmaceutiques.

TOKYO

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens ont baissé en baisse, jeudi 1^{er} avril. Après quelques minutes de transactions, le contrat eurodollar du Matif cédait 13 centièmes, à 95,01 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 4,11 %.

NEW YORK

L'INDICE Dow Jones de la Bourse de New York a terminé la séance de mercredi 31 mars en hausse de 127,10 points (-1,28 %) à 3 786,16 points. Les opérateurs ont procédé à des sorties de bénéfices.

Le long week-end de Pâques, encouragés par la progression de l'indice en fin de semaine. Le Dow Jones avait franchi lundi pour la première fois de son histoire le cap des 10 000 points en clôture.

Les statistiques publiées mercredi ont montré que le produit intérieur brut (PIB) américain a progressé de 6 % en rythme annuel au dernier trimestre de 1998.

MONNAIES

L'EURO s'inscrivait en légère hausse, jeudi matin 1^{er} avril, lors des premières transactions entre banques. Les opérateurs semblaient moins inquiets qu'ils ne l'étaient des conséquences pour l'économie européenne de la guerre de République fédérale de Yougoslavie. Le yen, de son côté, progressait sensiblement face au billet vert, à 118,60 yens pour un dollar.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens ont baissé en baisse, jeudi 1^{er} avril. Après quelques minutes de transactions, le contrat eurodollar du Matif cédait 13 centièmes, à 95,01 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 4,11 %.

ÉCONOMIE

Le Japon restera en récession en 1999

STANLEY FISCHER, directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI), a indiqué, mercredi 31 mars, que l'économie japonaise restera en récession en 1999.

Lors de son discours devant le Parlement japonais, il a déclaré : « Ce ne sera pas mieux. Notre prévision continuera à montrer une croissance négative », a déclaré Stanley Fischer. « Il aura besoin de davantage de mesures de relance », a-t-il ajouté.

■ ALLEMAGNE : le chiffre d'affaires des commerçants gros diminue de 7,3 % en février, comparé à février 1998, selon une estimation provisoire communiquée jeudi par l'Office fédéral de statistiques.

Depuis le début de l'année, le chiffre d'affaires des commerçants gros s'est inscrit en hausse de 8,1 % en valeur nominale,

intérieur brut avec une progression de 0,2 % par rapport à décembre, a annoncé, mercredi, Statistique Canada. Selon l'Office fédéral, cette croissance est due à une plus forte demande à la fois sur le plan intérieur et aux Etats-Unis.

■ Le nombre de faillites au Canada a chuté de 11,5 % en 1998, après le chiffre record enregistré l'année précédente, a annoncé le gouvernement canadien mercredi.

Pourtant le volume total des dettes non honorées par les entreprises en lui, a augmenté de 10,3 %.

■ ALLEMAGNE : le chiffre d'affaires des commerçants gros diminue de 7,3 % en février, comparé à février 1998, selon une estimation provisoire communiquée jeudi par l'Office fédéral de statistiques.

■ ESPAGNE : le déficit commercial s'est établi, en janvier, à 297 milliards de pesos (1,78 milliard d'euros), en hausse de 47,5 % par rapport au même mois de 1998, a indiqué, mercredi, le ministère de l'Industrie.

■ FRANCE : le chiffre de défaillances d'entreprises en solde, septembre et octobre 1998 a baissé de 14,3 %, en données brutes par rapport au même mois de 199

VALEURS FRANCAISES

● Casino s'appreciait de 1,1 % à 52,45 euros, jeudi 1^{er} avril. ● L'ouverture de la séance. Le groupe Casino a annoncé avoir conclu un accord avec le numéro un de la distribution en Thaïlande, Big C, en vue d'acquérir 66 % de son capital à travers d'une augmentation de capital réservée de 6,1 milliards de bahts (150 millions d'euros). ● CGE progressait 0,54 % à 461 euros, jeudi matin. La Compagnie a annoncé jeudi un résultat net consolidé part du groupe de 2,222 milliards de francs (335,7 millions d'euros) en 1998, en hausse de 84 % sur celui de 1997. ● Galeries Lafayette grimpait de 2,08 % à 980 euros, jeudi 1^{er} avril en début de séance. Le groupe de distribution a annoncé mercredi, après la fermeture du marché, que son bénéfice net a reculé de 14 % en 1998, mais son résultat net courant a progressé de 50 %. ● Simco gagnait 1,11 % à 450 euros, jeudi, à l'ouverture de la séance. La société foncière Simco a renoué avec les bénéfices en 1998, dégagant un résultat net de 506,6 millions d'euros, contre une perte nette de 4 millions d'euros en 1997. ● Suez-Lyonnaise des eaux perdait 0,81 % à 170 euros, lors des premières transactions jeudi matin. Le groupe a vu son résultat net progresser de 64,3 % en 1998. Rapporté au nombre d'actions émises par la société, le bénéfice grimpait de 50,5 % à 7,41 euros, contre 4,92 euros lors de l'exercice précédent.

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 1^{er} AVRIL
Liquidation : 22 avril

Cours relevés à 12h 30

France ►	Priodat	Cours en francs	Cours en francs	% Var. 24h	Compo-
	en francs	en francs		valise	(%)
BNP (T.P.)	140,40	140,60	140,60	+ 0,08	
GRIVONNASSATP	142,20	140,20	140,20	- 1,41	
REVAULT (T.P.)	410	400	398,50	- 0,84	399
SANT COSEANITP	180,10	181,60	181,60	+ 0,77	180,10
THOMAS SAUTP	141,20	141,20	141,20	+ 1,14	141,20
ACCOR	230	225,00	225,18	+ 1,35	225,00
ATP	50	50,26	50,27	+ 0,70	50,26
ATP FRANCE GPE N	15,55	15,68	15,68	+ 1,60	15,55
AIR LIQUIDE	138	137,88	136,40	- 0,07	138,00
ALCATEL	27,50	27,47	27,47	- 0,70	27,50
ALTRAN TECHNQ.P	22	22,00	21,98	- 0,06	22,00
ATOS CA	85	85,00	84,72	- 0,35	85,00
AVIA	122,00	120,60	120,60	+ 1,71	121,00
BAL INVESTS	122,60	121	121	+ 1,14	122,60
BAZAR HOT. VILLE	96,15	96,50	94,41	+ 2,44	96,15
BERTYANO PAURE	55	55,20	55	- 5	54

GPE VALFOND ACT.

France ► Cours relevés à 12h 30

One Million Cours relevés à 12h 30

Values ► Cours en francs Cours en francs % Var. 24h

ADLPARTNER

AGENCE

ALPHAMEDIA

ALPHA MOS

ALTAMIR & CI.

APPLICON

ASTRA

BTM

CB TELEC

BEDOME

BFR EX DT

CAC SYSTEMES

CEREP

CHAMONIX

COH

CRYO INTERAC

CYBER PRES

CYRANO

DESK F

DIMEX 98

DMS

DURAND ALLIZ

EFFIK

ESTER

EURO CARCO S

EUROSTAT

FARMASTER

FI SYSTEM

FLORIANE MED

GENESYS

GENSET

GROUPE D

ICAV

</div

DISPARITIONS

Viatcheslav Tchornovil

Du goulag à l'Ukraine indépendante

FIGURE-CLE des luttes ukrainiennes pour l'indépendance, quand celles-ci n'étaient pas encore récupérées par les apparatchiks locaux, Viatcheslav Tchornovil, soixante un ans - dont quarante passés dans les geôles soviétiques - est mort, vendredi 26 mars, dans un accident de voiture près de Kiev. Lundi 29 mars, des dizaines de milliers d'Ukrainiens lui ont rendu hommage : à Kiev, en présence du président Kouchma, et à Lvov, cœur du nationalisme ukrainien. Dans la capitale, la circulation a été bloquée plusieurs heures par des milliers de personnes de tous âges, portant des drapeaux ukrainiens et cosaques et chantant des hymnes.

Son chauffeur, un jeune passager, a été tué. Le conducteur, Dmytro Ponamarchuk, responsable de la prison où il était détenu, a été blessé. Un mois plus tôt, le Roukh a connu la première mort de son histoire, certains membres accusant son dirigeant d'autoritarisme. Celui-ci pris alors la tête de ce qui lui a été donné : une populaire Roukh n° 1.

UN ACCIDENT TRAGIQUE

Le résultat fut le Routh n° 2 désigné à l'élection présidentielle prévue en octobre, Gennadi Oudovenko, qui explique qu'il dépendait d'un véhicule celui de Viatcheslav Tchornovil, après que les électeurs du sud-est de Kiev, qui seuls pouvaient voter, avaient rejeté le Routh-1, ainsi fidèle à l'ancien dissident.

Le 10 décembre 1937 en Ukraine centrale, dans un village, la peine de la famine organisée par Staline et ses parents étaient enseignants, Viatcheslav Tchornovil, étudiant et journaliste, avant d'être dans un journal de Lvov, en Ukraine occidentale, fut refusé de

témoigner à charge dans un procès politique. Devenu dissident et auteur de deux livres publiés en Occident, il fut arrêté en 1987 et condamné à trois ans de prison. En 1992, il est nouveau arrêté comme rédacteur d'une publication clandestine et condamné à six ans de prison et à une amende d'exil, qu'il passera au Yakoutie, pour agitation et propagande antisoviétique. À sa libération, il est nouveau condamné à cinq ans de prison, mais sera libéré en 1983.

PLÉBISCITE DANS L'OUEST
De nombreux camps, l'homme aux yeux bleus étonnamment jeunes avait gardé un cœur fragile, mais débordait d'énergie et d'enthousiasme, sans un instant de malaise pour développer le samizdat en langue ukrainienne, réhabiliter l'histoire du pays et ses sentiments nationaux.

Le premier mouvement réclamant ouverture de l'indépendance de l'Ukraine, le Roukh, fut officiellement fondé en 1989, le présent Tchornovil à la première élection présidentielle de l'Ukraine indépendante, en 1994. Il a été élu avec 23 % des voix (au niveau national), derrière le leader de la fonction publique Leonid Kravchouk, ancien communiste de la République soviétique. En 1994, ce dernier tint la place à un ex-communiste, Ioul Kouchma, et, aux législatives tenues dans la foulée, le Roukh n'obtint plus qu'une trentaine de sièges sur quatre cent cinquante.

Depuis lors, dans tous les groupes politiques, l'heure n'est plus au radicalisme national, quand les Ukrainiens pensaient que leur survie dépendait de nourrir l'URSS pour «». Viatcheslav Tchornovil a pourtant su prendre le tournant, se reprochant du pouvoir contre le nouveau «radicalisme» qui envahit l'Ukraine, mais du nationalisme anti-occidental. Il fut, avec son masque, le plus souvent, les intérêts mafio-oligarchiques de l'espace postsovietique.

Sophie Shihab

Michel Etcheverry

Une carrière de tragédien

LE COMÉDIEN Michel Etcheverry, sociétaire de la Comédie-Française, est mort, mercredi 31 mars, à Paris. Il était à soixante-dix-neuf ans.

La première actrice professionnelle Michel Etcheverry, à Saint-Jean-de-Luz le 11 décembre 1919, fut l'enseignement. Après des études à l'école normale de Saint-André-de-Cubzac (Gironde), il fut nommé en 1941 à Saint-Sulpice-de-Peyrelevens, près de Saint-Émilion. Renvoyé à son poste pour apprendre à ses élèves la chanson Maréchal nous voilà, il fut au Conservatoire national d'art dramatique à Paris, où il rencontra notamment André Hirsch et François Chammette. Il en fit un rôle de comédie.

De 1945 à 1951, il est régisseur, puis comédien de la troupe de Louis Jouvet. Cela devint son modèle. Ainsi, il devint l'interprète notamment de Molière (Tartuffe, Dom Juan), Giraudoux (La Guerre de Clémire), Anouï (L'Alouette), Bertrand (Le Malheur de Dieu), Bernard Shaw (Pygmalion). Il fut l'un de ses grands succès dans les théâtres privés en

1957, en jouant deux rôles dans le père dans une adaptation du Journal d'Anne Frank au Théâtre Montparnasse.

En 1960, il fut Anne Vercors dans L'Annonce faite à Marie, à Cluny, au Théâtre de l'Œuvre. En 1961, il entre à la Comédie-Française comme pensionnaire. Il en devient titulaire en 1964 et honoraire en 1984, après une carrière de tragédien et interprète privilégié de Corneille, de Racine, de Shakespeare, et surtout de Montherlant (Le Malade de Sant'Agostino et Le Cardinal d'Espagne). En 1991, il falsifiait revivre le Bloc-Notes, de François Mauriac, à la direction de Jean-Louis Thamin au Studio des Champs-Elysées, ne devait jouer encore, durant la saison 1992-1993, à la Brûlerie avec la troupe de Laurent Terzieff, des Temps et des temps, de l'Anglais Ronald Pickup.

Ce mystique au physique interpréta de nombreux personnages ayant la et envisagea au début des années 80 d'entrer dans les ordres. Il revint finalement au théâtre pour interpréter notamment Le Mystère de la joie de l'abbé Pierre.

Armstrong, le pianiste Fats Waller et le saxophoniste Coleman Hawkins. C'est surtout avec un grand orchestre du pianiste Count Basie que Joe Williams connaît sa plus grande popularité. Il devient définitivement en 1954 à Jimmy Rushing, dans les prestations envoûtantes dans les salles de jazz les mémoires. Crooner, chanteur de blues dont il rappelle sa pratique du blues du gospel, Joe Williams quitte le Big Band de Basie au début des années 60. Il se tourne alors vers un répertoire de grande valeur populaire, retournant ponctuellement auprès de Basie.

JOE WILLIAMS, chanteur américain de jazz, est mort, lundi 29 mars, dans une rue de Las Vegas. Il a été admis d'un hôpital où il était soigné pour des troubles respiratoires. Il était âgé de quatre-vingts ans. Joe Williams, dont le vrai nom est Joseph Goreed, est né le 12 juillet 1910 à Louisville (Etat de Géorgie). Il fait ses débuts de musicien, encore enfant, dans un piano et chanteur de spirituals dans les églises. C'est à Chicago, où sa famille avait déménagé, qu'il rejoint le saxophoniste Jimmie Noone, en 1937. D'autres solistes de jazz le sollicitent et le trompettiste Louis

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Patrick et Flora THOMAS sont heureux d'annoncer la naissance de Joseph, le 21 mars 1999.

Jean Jacques WORMSER, Laurence WORMSER-BOURDILLON, leurs enfants Alexandre et Valentine, ont fait l'annonce de la naissance de leur fils et fille,

Vincent, 108, rue Thiers, 92100 Boulogne.

Anniversaires de naissance

Quatre filles et une femme. C'est la 13e quintessence. Ma famille est ma religion et Ma femme est mon Dieu. Elle est née, en ce jour bénit du 2 avril 1959. Santé et l'échiquier,

Manotte chérie, pour ses douces jumelles,

Décès

M. Robert Bakouch, Brigitte, Guy, Aurélie et Laetitia.

Mme Denise Com, M. et Mme Bertrand Com et leurs enfants, M. et Mme Joël Seutinage et leurs enfants, M. et Mme Jean-Michel Saint et leurs enfants.

Les familles Bakouch et Com, ont la tristesse de faire part du décès de

Anne-Marie BAKOUCH, née COM,

survivante le 26 mars 1999, à Paris.

L'inhumation aura lieu le vendredi 2 avril.

Réunion à 11 h 30, au cimetière Montmartre, avenue Rachel,

rue de Richelieu, 75022 Paris.

Mme Madeleine LÉON, née DREZILLY,

survivante le 26 mars 1999, à Paris.

Obseques à 14 heures, le vendredi 2 avril, à la chapelle de la famille à Paris.

Claire NUER,

survivante le vendredi 26 mars 1999.

Née en 1953, enfant caché pendant la guerre, elle a consacré sa vie entière au respect de la dignité humaine.

Toujours à ses côtés avec stabilité et profondeur, elle a eu l'estime, le soutien, de tant d'hommes intègres, justes et courageux.

Honnête et franche, elle n'a pas su se préparer de la malveillance schématique, des calomnies et remparts assassins.

Généreuse, dévouée, attachée à ses bons nobles, elle est un exemple pour nous tous.

Avec amour, ses enfants, son mari, sa mère et ses amis.

L'Association ACC - Au Coeur de la Communication,

Le président,

Le docteur Dominique

ou la tristesse de faire part du décès de

Mme Claire NUER,

cofondateur de l'association,

survivante le 26 mars 1999.

Par son action elle a donné

son temps et fait la différence dans la vie de nombreuses personnes qu'elle a rencontrées. Nous voulons lui exprimer toute notre gratitude et lui

hommage pour son courage, son engagement à aller au-delà des idées reçues, son travail pionnier dans le domaine des relations humaines.

Tous ceux qui l'ont connue, ont été marqués par son immense talent, sa générosité, son humour

— Dans la sérénité dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi,

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD,

croix de la valeur militaire,

Il était l'élegance, la culture, la générosité, en mère.

Dans la sérénité dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi,

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD,

croix de la valeur militaire,

Il était l'élegance, la culture, la générosité, en mère.

Dans la sérénité dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi,

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD,

croix de la valeur militaire,

Il était l'élegance, la culture, la générosité, en mère.

Dans la sérénité dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi,

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD,

croix de la valeur militaire,

Il était l'élegance, la culture, la générosité, en mère.

Dans la sérénité dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi,

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD,

croix de la valeur militaire,

Il était l'élegance, la culture, la générosité, en mère.

Dans la sérénité dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi,

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD,

croix de la valeur militaire,

Il était l'élegance, la culture, la générosité, en mère.

Dans la sérénité dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi,

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD,

croix de la valeur militaire,

Il était l'élegance, la culture, la générosité, en mère.

Dans la sérénité dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi,

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD,

croix de la valeur militaire,

Il était l'élegance, la culture, la générosité, en mère.

Dans la sérénité dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi,

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD,

croix de la valeur militaire,

Il était l'élegance, la culture, la générosité, en mère.

Dans la sérénité dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi,

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD,

croix de la valeur militaire,

Il était l'élegance, la culture, la générosité, en mère.

Dans la sérénité dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi,

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD,

croix de la valeur militaire,

Il était l'élegance, la culture, la générosité, en mère.

Dans la sérénité dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi,

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD,

croix de la valeur militaire,

Il était l'élegance, la culture, la générosité, en mère.

Dans la sérénité dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi,

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD,

croix de la valeur militaire,

Il était l'élegance, la culture, la générosité, en mère.

Dans la sérénité dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi,

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD,

croix de la valeur militaire,

Il était l'élegance, la culture, la générosité, en mère.

Dans la sérénité dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi,

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD,

croix de la valeur militaire,

Il était l'élegance, la culture, la générosité, en mère.

à dans
gradé
quar-
institu-
nante.

Melissa et Papa infectent de concert le courrier électronique international

Deux virus informatiques prolifèrent depuis plusieurs jours sur la Toile

Il fonctionnent comme ces « chaînes » qui permettent la fortune à qui fait suivre une lettre. Se présentant comme un simple

UNE ÉPIDÉMIE galopante menace les ordinateurs du monde. Vendredi 22 mars, les experts du CERT, sorte de « SAMU informatique » financé par le Pentagone et installé à l'université américaine Carnegie Mellon, ont formellement identifié et baptisé l'un des deux virus responsables : Melissa. Le second, Papa, a été repéré deux jours plus tard. Prolifération de façon identique, ils prolifèrent dans le courrier électronique. Objectif apparent : faire de la publicité à une liste de sites pornographiques sur Internet. Le fonctionnement de ces virus rappelle celui

est fait. Aussitôt, Melissa réexpédie le message via Outlook (un autre logiciel de Microsoft), en faisant main basse sur les 50 premières adresses électroniques qu'il débusque dans le répertoire de l'ordinateur infecté. Et engorgent très vite le réseau du courrier électronique. Ordinateurs militaires et grandes firmes ont été touchés. Le FBI mène l'enquête.

réexpédient immédiatement aux 50 ou 60 premières adresses débusquées dans le répertoire de l'ordinateur infecté. Et engorgent très vite le

réseau du courrier électronique. Ordinateurs militaires et grandes firmes ont été touchés. Le FBI mène l'enquête.

UNE DES SOIREEZ n'est pas directement l'auteur de ses « empreintes digitales » présentes partout », a écrit Richard

au quotidien *The New York Times*.

Melissa semble hanté tous les records en matière de vitesse de propagation sur le réseau mondial. De plus, il se transforme au fil de ses péripéties sans que ses mutations soient, d'après les experts, aussi dangereuses que sa forme initiale. Il est encore trop tôt pour mesurer l'énorme des dégâts réalisés occasionnés. Les principaux éditeurs de logiciels anti-virus ont déjà publié un antidote, et Microsoft prodigue des conseils sur son site pour rendre Melissa mortelle. Coup de chance pour ses victimes, l'efficacité de Papa semble limitée par un bogus !

Michel Alberganti

Le célèbre pirate informatique Kevin Mitnick, trente-cinq ans, arrêté par la police américaine en février 1995, a plaidé coupable pour fraude informatique, vendredi 26 mars à Los Angeles. Avant son procès, qui devait initialement s'ouvrir le 20 avril, il a conclu un compromis avec la justice. L'accord doit être approuvé le 10 juin. Il stipule que Kevin Mitnick accepte de verser à ses victimes les profits qu'il pourrait tirer de livres ou de films. De plus, il lui serait interdit de toucher à un ordinateur pendant trois ans et condamné à quarante-six mois de prison. Il lui restera ainsi environ un an d'emprisonnement à purger.

Kevin Mitnick a accusé d'être illégalement les systèmes informatiques de grands groupes comme Motorola, Sun, Nokai, Fujitsu ou NEC. Ses exploits ont été portés à l'écran par le film *WarGames*, un nouveau film, écrit par un journaliste du *New York Times*, et intitulé *Kickdown*, doit sortir à la fin de l'année.

« chaînes » proclamant la fortune à ceux qui communiquent une liste à leurs relations. Melissa se présente sous la forme d'un « message important » indiquant en anglais : « Ceci est le document que vous demandez. Ne le montrez à personne d'autre. » Si le document attaché au courrier (format Word, le traitement de texte de Microsoft) est ouvert par son destinataire, le mail

meilleur Excel et renvoit le courrier à 60 personnes.

Si les deux virus semblent ne pas engendrer de dégâts graves sur le contenu des ordinateurs, ils menacent de congestionner le réseau du courrier électronique. Dès la fin de l'après-midi du vendredi 26 mars, la firme aéronautique Lockheed Martin a enregistré une augmentation vertigineuse du trafic sur son réseau,

Les siècles obscurs de Paris

DANS LE CADRE de l'établissement de la carte archéologique de la Gaule, Didier Busson, archéologue du Vieux Paris, a publié un épais volume bouclé de cartes et de textes qui fait le point, rue par rue, sur les préoccupations de la capitale française. Cet ouvrage (*Carte archéologique de la Gaule, Paris 75*, 610 p., 300 F, 45,7 €) rassemble par l'analyse des inscriptions et belles-lettres et la Fondation Muséum des sciences de l'homme.

Ce travail, résultat de sept ans de recherches, n'avait jamais été fait de manière synthétique. Pour le mener, Didier Busson s'est appuyé sur les papiers de l'architecte Théodore Vacquer qui, de 1892 à 1902, a marqué les grandes opérations d'urbanisme qui ont bouleversé la capitale ; les archives de la Commission du Vieux Paris (fondée en 1898) et enfin ses propres fouilles menées depuis le début des années 80.

Prémière surprise : on n'a jamais trouvé le moindre vestige d'une agglomération gauloise antérieure à la conquête romaine. Le matériel archéologique plus ancien repéré sous les établissements romains ne correspond pas à des structures fixes. Il n'y a donc pas – pour le moment – de continuité entre l'hypothétique ville gauloise et celle qui fut fondée ou rebâtie par les Romains. Les premières traces urbaines n'apparaissent qu'après l'annee 1 avant J.C., précisément au moment de l'arrivée des légions romaines.

LA VILLE GAULOISE ? La cité gauloise est-elle meilleure ? Si on place traditionnellement l'oppidum gaulois sur l'île de la Cité, c'est que Jules César parle, dans ses *Commentaires*, localise « la Lutte des Parisii » sur une île de la Seine ». Mais il se pourrait que cette dernière soit du côté de Nanterre, de Saint-Maur, où elle ait disparu ensuite : à l'époque, le cours de la Seine est loin d'être stable.

L'île n'émerge donc de l'eau qu'à la fin du règne d'Auguste (de 27 avant J.C. à l'annde 14). La ville se construit alors en torchis. La maçonnerie n'apparaît de manière massive que sous les empereurs Flaviens (69-96).

E. de R.

L'Inserm crée une délégation à l'intégrité scientifique

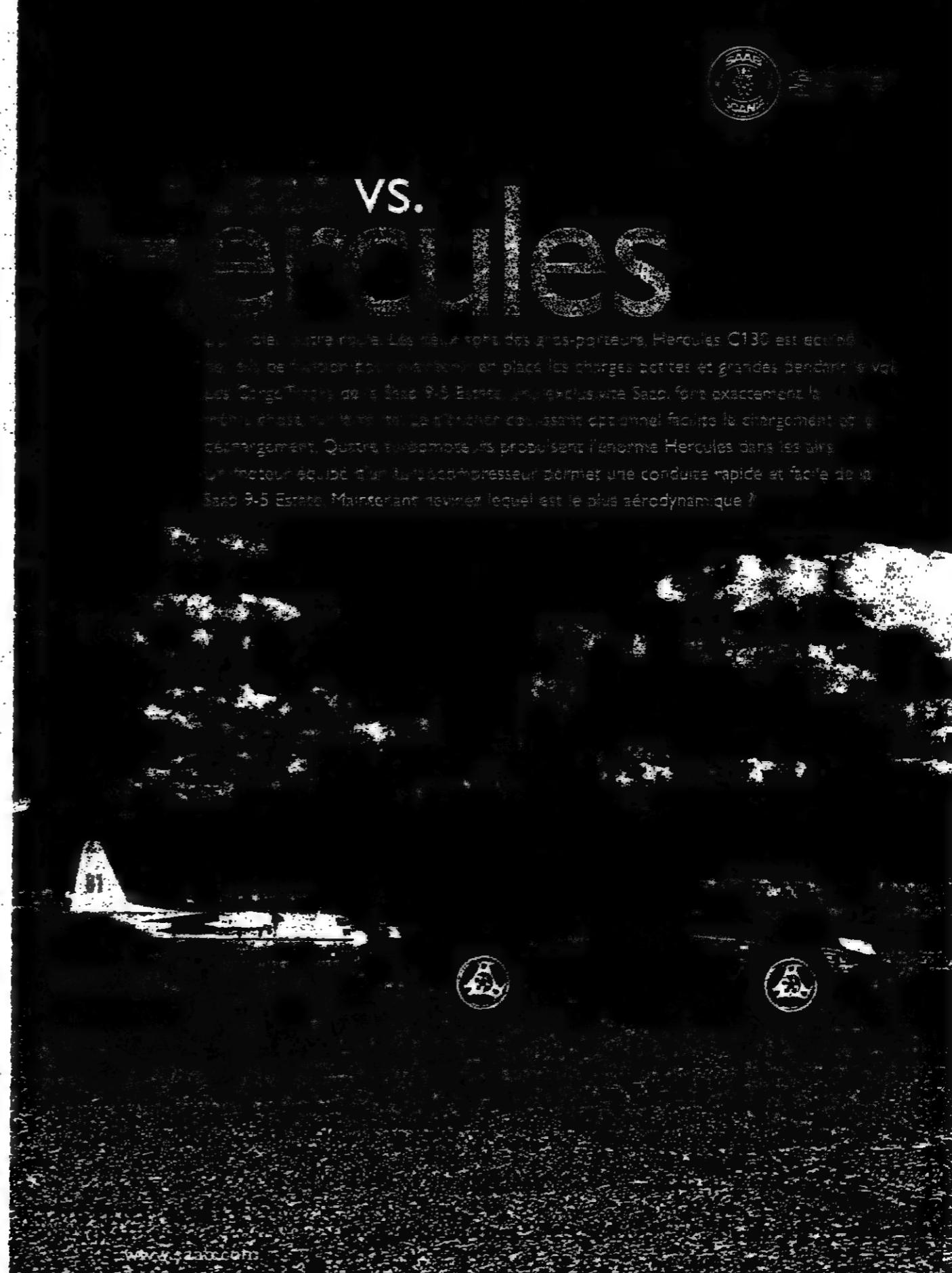
SOUHAITS de réduire les fraudes ou pratiques douteuses suspectées de se produire « au sein [des] équipes de recherche et auprès de [ses] personnels », l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) a annoncé, lundi 25 mars, la création d'une délégation à l'intégrité scientifique, dirigée par des médiateurs régionaux. La responsabilité de Marine Bungener, directrice de l'unité IIM (médecine, sciences, santé et société), elle a pour mission de « mettre en œuvre les procédures permettant de vérifier la réalité d'allégations de malversations scientifiques et d'établir les éventuelles responsabilités ». Elle pourra faire appel à des scientifiques internationaux. La délégation va aussi encourager à proposer, en collaboration avec des partenaires européens, des recommandations visant à promouvoir une véritable déontologie de la publication scientifique.

DÉPÉCHES

RECHERCHE : un comité de coordination des sciences de la planète et de l'environnement a été créé au ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Placé auprès du directeur de la recherche, il « contribue à coordonner les activités des organismes de recherche et des universités dans les disciplines concernées », a déclaré le ministre Jean-Louis Borloo.

MUSÉUM : la rénovation de l'ensemble du Muséum national d'histoire naturelle coûtera 2,6 milliards (400 millions d'euros), estime son directeur Henry de Lumley. « Les travaux ont déjà entamés, derniers temps, avec la rénovation du grand rocher du parc zoologique de Vincennes, puis la première phase de rénovation de la galerie de paléontologie, du jardin des plantes, a-t-il déclaré, mardi 26 mars. Pour poursuivre cette opération, nous demandons que la commission d'attribution nous octroie un plan régional 2000-2009, pour obtenir 200 millions par an durant cette période. »

ESPACE : l'antenne principale du Mars Global Surveyor (MGS) a été déployée dans la nuit du dimanche 26 au lundi 25 mars, annonce la NASA. MGS, qui a pour mission de cartographier Mars, tourne autour de la planète depuis septembre 1997. L'antenne était dépliée pour éviter qu'elle ne soit endommagée lors de modifications d'orbite, ce qui limitait considérablement ses capacités de transmission. La sonde a déjà envoyé des données et des photographies, mais sa véritable mission de cartographie commencera le 11 avril.



الآن من الأصل

L'eau, c'est la vie.

Vivendi,
n°1 mondial de l'eau

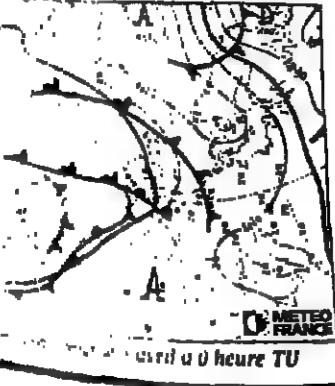


N°1 mondial de l'eau à travers Générale des Eaux, Vivendi renforce et élargit encore cette position grâce au projet de rapprochement avec USFilter, n°1 américain du marché de l'eau.

CARNET VOYAGEUR

Jusqu'au 31 décembre, Ca-Pacific France propose aux voyageurs se rendant en Asie - Australie, une escale à Hong Kong à partir de 150 F (23 €) la nuit dans des hôtels locaux de haut de gamme avec le transfert inclus. Objectif de cette promotion originale est d'encourager les voyageurs français à faire escale à Hong Kong un, voire plusieurs fois. Renseignements au 01-41-41-41-41.

FRANCE. A l'occasion des dix ans de l'Air Astérix, la SNCF offre, du samedi 5 au dimanche 25 avril, jusqu'à 50% de réduction sur les trains TGV directs à destination de la gare aéroport Charles-de-Gaulle. Sur place, une ligne de bus effectue les transferts jusqu'à l'entrée du parc. Le billet SNCF permet d'obtenir une réduction de 10% sur le billet d'entrée au parc : 130 F pour les enfants et 180 F pour les adultes.



Vent à Bordeaux

En cours de saison, les menus, à 100 F, sont à la hauteur du prestige du restaurant, et des vins sont proposés à des prix raisonnables. Les deux derniers mois de l'année ont été marqués par l'ouverture d'un nouveau restaurant, le « Vent à Bordeaux », qui a obtenu une étoile au guide Michelin. Le restaurant est dirigé par le chef Michel Guérin, qui a également travaillé au restaurant « L'Ami » à Paris.

Le restaurant « Vent à Bordeaux » est situé au cœur de la ville, à proximité de la gare et de nombreux sites touristiques. Il propose une cuisine traditionnelle française, avec des plats comme la coquille Saint-Jacques, le filet mignon et les pommes dauphinoises. Le service est très professionnel et le personnel est très accueillant.

Le restaurant « Vent à Bordeaux » est ouvert tous les jours de la semaine, de 12h à 14h et de 19h à 22h. Il propose également un service de livraison pour les clients qui ne peuvent pas venir au restaurant.

PHOTOGRAPHIE

Boris Mikhailov présente, au Centre national de la photographie (CNP), à Paris, une rétrospective de ses photographies et publie un livre consacré à

la pauvreté et au délitement de la société de son pays. Il a expliqué au Monde son parcours.

INGÉNIER au Centre national de formation, comme de nombreux photographes de l'ex-URSS qui se sont opposés au régime, Boris Mikhailov produit, depuis le milieu des années 60, des séries très distinctes, toutes en réaction à l'imagerie officielle.

LE NU, thème qualifié de « pornographique » au temps de l'URSS, est récurrent dans l'œuvre de Mikhailov. Il a été renvoyé de son poste d'ingénieur, en 1968, pour avoir pris des nus de sa femme. Il expose au CNP une série de

sans-abri qui exhibent leur corps meurtri. Symboles, pour Mikhailov, d'une société revenue « au point zéro » où ces portraits perdent tout sens moral dans cet accrochage parisien.

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 2 AVRIL

Les images non conformes de Boris Mikhailov

Renvoyé de son poste d'ingénieur pour avoir photographié sa femme nue, l'artiste ukrainien, consacré dans une exposition à Paris, n'a cessé ensuite de casser les codes visuels officiels de l'URSS. Il montre aujourd'hui un empire disloqué, revenu au point zéro

IL ÉTAIT SOVIÉTIQUE, un photographe soviétique, dans la ville industrielle de Kharkov, en Ukraine, et l'auteur d'images interdites, estampillées « pornographiques » par le régime de Brejnev. La dislocation de l'empire et l'air du temps ont transformé Mikhailov en iconoclaste jusqu'à l'excès, ignoré dans sa ville, célébré dans le monde entier, de passage à Paris pour une rétrospective.

Ukrainien donc, qui le rappelle en évoquant le joli match de son équipe nationale de football, face à la France (0-0), le 27 mars. « Il est bon », attaque Chevtchenko, n'est-ce pas ? Moustache malicieuse, œil bleu vif, Boris Mikhailov a soixante ans. C'est un retraité actif qui s'exprime, subsistant avec une pension de 20 dollars par mois qui a vendu seulement cinq images à la Maison de la photo de l'étranger. « Je font tenir la tête hors de l'eau. Quand le rouble plonge, c'est dur. On ne vit pas bien mais on se débrouille. »

« Pendant soixante-dix ans, on n'a montré que des images d'une vie belle. C'était impossible de montrer le mal, le méchant, le laid... »

Le parcours de Mikhailov est celui d'une poignée de photographies rebelles dans une URSS qui niait l'image sur qu'officielle. Comme d'autre, il a été lancé sur le marché international de l'art après la perestroïka. La quasi-totalité de ces photographies ont disparu. Pas Mikhailov, qui a d'abord été, comme d'autres, ingénieur d'études dans l'armement. Il recèle : « C'était un métier envieux, j'étais un mauvais ingénier. » Sous entendu : il avait la tête ailleurs. À la photographie, qu'il entreprend à l'âge de vingt-huit ans, avec une culture hésitante. « Même Rodchenko, je le connaissais très mal. »

Mikhailov a toujours fait de la photo en amateur, refusant les commandes. « La première ? Une femme avec cigarette. J'essayais de placer mes images à la manière soviétique. Ils refusaient les portraits, ne prenaient que les vues d'animaux et les paysages. » Photographier les femmes sera « cheminer vers la liberté ». «



D'abord des portraits de sa sœur, puis d'amis, ou d'une femme avec qui il vivait. Mais vous savez, la limite entre ce qui était érotique et pas, en Union soviétique... »

portraits intimes mènent à une recherche sur le corps qui va tout son travail : « Il y a un temps, une petite photo érotique ou pornographique passait sous le nez. C'était complètement interdit, mais quand on en a vu une, on ne peut retourner en arrière. J'ai fait de jolies photos de femmes pas très bonnes. Evidemment, il ne fallait pas se faire attraper. »

Il se fait attraper. Mikhailov laisse traîner les négatifs de sa femme nue dans un labo-photo qu'il a loué dans l'usine où il travaille comme ingénieur. « Le patron

découvert les négatifs, les confisqua, et j'ai été viré du jour au lendemain. » C'était en 1968. L'époque bouleverse le bonhomme, qui réussit à faire embaucher dans une autre usine : « Ça m'a rendu méchant. Je faire licencier pour ça ! Je photographie de façon molle, dans mon coin, mon nombril. Je me suis ouvert sur l'extérieur et mon environnement social. »

Mikhailov en tire une philosophie de son travail, en réaction totale à l'expérience historique et visuelle de son pays et à l'uniformisation du goût. « Pendant soixante-dix ans, on n'a montré que des images d'une vie belle. Impossible de montrer le mal, le méchant, le laid, des émotions qui forment un espace culturel bien réel,

et sans-abri qui exhibent leur corps meurtri. Symboles, pour Mikhailov, d'une société revenue « au point zéro » où ces portraits perdent tout sens moral dans cet accrochage parisien.

Il voulait ces images. Il y avait plus d'art là-dedans que toutes les photos officielles. »

Suivent d'autres séries, toujours différentes dans leur format, et facture, chacune formant la réponse de Mikhailov à l'imagerie officielle. C'est la « Série rouge » (1968-1975), détournant le « sentiment global de ce qui peut être soviétique », constituée d'instantanés jusqu'à l'intimité des gens. Puis une sorte d'album rempli de petites photos en noir et blanc tirées sur du papier machine et couvertes de annotations personnelles (« photographie inachevée »), influencée par son ami le peintre Ilya Kabakov : « C'est un atelier typique de l'époque de Brejnev, où tout était fermé, marqué. Nous n'avions le droit de occuper que une petite partie de nos petits appartements. »

Ce qui suivra sera sa liaison de l'Ukraine après l'ouverture – « véritable fête » –, qu'il montre comme une société décomposée, misérable, anarchique. Un chaos. Rien n'a changé à Kharkov, où une exposition de ses autoportraits nous, en 1995, a été fermé le lendemain du vernissage : « L'ami le directeur du musée, un gynécologue, a trouvé c'était pornographique. Les mêmes dirigeants ont le pouvoir, mais le communisme en moins. »

Pourquoi Mikhailov reste-t-il à Kharkov ? « C'est une ville de deux millions d'habitants, une capitale sans grand avenir, je comprends ses problèmes. Il y a une grande énergie d'une grande pauvreté culturelle : un petit musée, deux galeries... Cette relation entre la culture et la non-culture me passionne. Kharkov me donne une faim visuelle, qui m'oblige à travailler. »

Pourrait-il s'installer à l'Ouest ? Sa femme répond non, comme pour le persuader. Il est plus amusé : « Le problème, c'est la chimie. Je veux prendre des photos sans point de vue visible, sans parler des gens, sans comprendre, c'est impossible. Je veux peu, mais il n'y a encore chez moi que l'impression de chaque foyer, à Kharkov. »

Michel Guerrin

Des corps livrés en pâture

BORIS MIKHAILOV, Centre national de la photographie, 11 rue Bertrand, Paris 5^e. Tél. : 01-53-76-12-22. Tous les jours, de 12 heures à 22 heures ; fermé le mardi. Entrée 30 F (4,57 €), TR 15 F (2,29 €). Jusqu'au 24 mai. « Case History », de Boris Mikhailov, entretien de l'artiste avec Ilya Kabakov et Victor Tupitsyn (version anglaise), éd. Scale, 478 p., 398 F (60,67 €).

L'URSS a été un gros sujet pour le monde entier. Et pour moi un laboratoire photographique. C'est de cette façon que Boris Mikhailov aborde l'œuvre morale qu'il expose au Centre national de la photographie. Laboratoire de formes instantanées, mises en théâtre, détournement d'images issues par d'autres, superposition de négatifs), de formats (images cartes postales en noir et blanc prévenues sous vitrine, grands formats en couleur, panoramiques aux cou-

couleurs), de motifs (peintures, portraits, nus, urbaines)...

Mikhailov construit ses images en séries, à l'opposé de l'image isolée, qui suspecte de devenir une icône. Il accumule plus qu'il ne crée. L'impression est encore plus forte dans son dernier livre, « Case History », avec plus de quatre cents photos en couleurs sur le chaos de son pays, dont certaines, prises lors de la même séance, se rapprochent du récit cinématographique.

Les séries sont si distinctes les unes des autres qu'elles débouchent : Oui, répond-il, adaptant la forme à l'environnement, singeant chaque fois un point d'imagerie, un point à devenir une sorte de post-modernisme ukrainien, en terme - dans l'art contemporain occidental dans les années 80 - avait un sens.

photos repérées dans les

fresques murales qui formaient l'univers soviétique, est la plus solide, notamment les instantanés frôlant de jeunes femmes surprises dans la rue. L'album d'images qui s'apparente à un récit intime et conceptuel. Les grandes séries de panoramiques réalisées dans l'environnement, anarchie et déploration, sont les plus classiques, consacrées à l'incurie sociale qui se passe.

LA VÉRITÉ PLUS QUE LA BEAUTÉ Reste que l'exposition est dominée par une grande salle difficilement supportable : des portraits de pied, en très grands formats, de SDF souvent vêtus, qui exhibent leur nudité, leur maladie, leur corps meurtri, leur environnement sordide. C'est la série la plus récente de Mikhailov, sujet de « Case History ». Il s'en explique : « Le nombre de sans-abri ne cesse de grandir dans le pays. C'est une série qui traduit mon sentiment total de liberté, mais aussi celui de ces

personnes qui n'ont plus rien à elles que leur corps. C'est un constat sur l'affondrement de la société. Ce n'est plus le socialisme, plus le communisme, mais une situation zéro, où il n'y a plus rien. C'est comme un néant. » Il conclut : « La vérité m'intéresse plus que la beauté. »

La représentation du corps est un thème exploré par Mikhailov dès les années 60, en réaction au régime soviétique qui le qualifiait de « pornographique ». La charge de plomb de l'URSS constitue la justification morale d'une œuvre, qui, de ce fait, attire tout jugement critique. Mais là, à Paris, magnifiés dans un hôtel particulier cosset parisien, et alors que l'URSS est rayée de la carte, ces grands formats n'ont aucun sens, même l'éternel qu'ils suscitent.

Ils ne sont plus le résultat d'une expérience, mais le viol répugnant et indéfendable de personnes et de ce qui leur reste d'intimité, livrés au public au spectacle.

M. G.



« Série rouge », 1968-1975 (à gauche). En haut : « Lurki », photos noir et blanc tirées de l'album de familles et colorées par Mikhailov pour ses clients (1971-1985). En bas : pauvreté et sans-abri, dans « Case History » (éd. Scale).

FESTIVAL DE L'IMAGINAIRE

11 mars - 16 avril 1999

GÉORGIE
Polyphonies, 6 et 7 avril,
Maison des Cultures du Monde

MAKISHI

Dances du Zimbabwe, du 9 au 11 avril,
Musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie

VILOKAM

de James Germain, 13 et 14 avril,
Maison des Cultures du Monde



réservations : 01 45 44 41 42

Chico Buarque, chantre du Brésil d'après les utopies

Le musicien revient avec « As cidades » (les villes)

de notre envoyé spécial
Comme le Canecão, la plus célèbre des salles de concert de Rio de Janeiro, le Palace de São Paulo

REPORTAGE
La presse vante
les échafaudements :
broderie d'harmonies
Jobim et de samba

une « casa de show », « maison » de spectacle où l'on réserve la table, comme au cabaret. Le 11 mars, Chico Buarque, dans les scènes depuis quatre ans (il a écrit deux romans, *Embrave le Benjamin*, en français (Gallimard), y étrennait un nouveau spectacle : « cidades, « les villes ». Le Brésil était alors quelques jours la remise des Oscars à Hollywood. La rue, traumatisée par la dévaluation et la récession, en faveur du Central do Brasil, le film de Walter Salles, une acrise sécheresse, Fernando Montenegro, Mário Cunha Central dans les restaurants, géants dans les rues... Le Brésil a perdu.

Chico Buarque, fils de Sergio Buarque de Hollanda, l'un des grands écrivains sud-américains, toujours impliqué dans le combat social ? Oui, mais. Un temps proche du Partido dos Trabalhadores (PT) de Lula, négrière plutôt indulgent pour le président Cardoso - lors d'une campagne électorale en 1991, le chanteur avait été à l'intellectuel et échafaudant vingt-six

dix étaient son nouvel album concis - onze titres, trente minutes - Chico Buarque s'est éloigné des engagements partisans. « La ville n'a pas d'avantage », dit-il. L'an dernier, il a choisi d'accompagner le photographe Salgado, parsemant ses chansons le livre Terra (« Sans terre »), un vrai portrait de l'Amérique latine, avec ses quartiers pour sept mois.

Du récital, la brésilienne a souligné la rigueur, la magie des échafaudements musicaux : broderie d'harmonies à la Jobim et de sambas.

LYRISME DÉSENCHANTÉ Consacré « ambassadeur » du Brésil, résistant à Cuba au long des années de dictature, Chico Buarque n'y a pas mis un pied depuis dix ans. « Jamais y aller quand le Brésil n'avait aucune relation diplomatique avec Cuba. Dans les années 70, ceux qui tuaient la révolution se rencontraient à Havana. L'engagement ? Tout a changé. Ce sont les rapports de la périphérie qui font la chanson politique aujourd'hui, vivent la réalité dans leur peau. Ce qu'il n'est pas le cas des personnes de ma génération [Gilberto Gil, Caetano Veloso...], qui sont de formation universitaire, et véhiculent une vision plus bourgeoisie. »

Le nouveau réalité de Chico Buarque est celle de l'immigration sud-américaine, toujours impliquée dans le combat social ? Oui, mais. Un temps proche du Partido dos Trabalhadores (PT) de Lula, négrière plutôt indulgent pour le président Cardoso - lors d'une campagne électorale en 1991, le chanteur avait été à l'intellectuel et échafaudant vingt-six

ans auparavant pour saluer la révolution militaire. Chico Buarque s'est éloigné des engagements partisans. « La ville n'a pas d'avantage », dit-il. L'an dernier, il a choisi d'accompagner le photographe Salgado, parsemant ses chansons le livre Terra (« Sans terre »), un vrai portrait de l'Amérique latine, avec ses quartiers pour sept mois.

Du récital, la brésilienne a souligné la rigueur, la magie des échafaudements musicaux : broderie d'harmonies à la Jobim et de sambas.

As cidades est un album de fièvre, au lyrisme désenchanté. Il y est question de ses nombreux succès (« Sortidas sonoras sao », « révélées par les bulletins d'information », « Les Couleurs du monde »), de ses dernières montées au sommet (« La ville, pas de ville réelle, mais un sentiment de ville »), de Macau, Maputo, La Mecque, Bogota...), de Rio - Carrasco, description impressionnante



Chico Buarque s'est éloigné des engagements politiques : « La réalité sociale ne m'intéresse davantage. »

As cidades est un album de fièvre, au lyrisme désenchanté. Il y est question de ses nombreux succès (« Sortidas sonoras sao », « révélées par les bulletins d'information », « Les Couleurs du monde »), de ses dernières montées au sommet (« La ville, pas de ville réelle, mais un sentiment de ville »), de Macau, Maputo, La Mecque, Bogota...), de Rio - Carrasco, description impressionnante

de la ville... As cidades est un imbrûlé châtin. La pochette, inspirée à l'ordinaire par Gringo Cardia, mélange des photos des villes des Andes ou du Yémen, et grimpe à chanteur en Indien, en Noir, en blond... « Mais malin monter un rêve à la ville, pas de ville réelle, mais un sentiment de ville » (en français). C'est un peu le climat onirique de mes romans. La ville a contaminé la musique. » Dans cette volonté de résistance par l'imagination, le journal *Folia de São Paulo* va traduction politique du vertige brésilien en ces temps post-utopies. »

Plus pragmatiquement, Chico Buarque voulait appeler son album Chico Buarque. « Mais ma maison de disques m'a dit que cela ressemblait à une nouvelle compilation. » Ce qu'il se vend le 17 mai (« Les Mutations des villes »). Fin avril doit être rendu au public le disque des commandes faites aux artistes pour l'aménagement des Champs-Elysées, le 31 décembre 1999, un ensemble de portes dont le principe a déjà été repris par des villes de province.

Frédéric Edelmann

* As cidades, 1 CD (BMG 74-3216-3223-2).

Forbach, centre du monde du travail en l'an 2000

CATHERINE TRAUTMANN, ministre de la culture, a présenté jeudi 25 mars à Forbach (Meuse) le projet d'une exposition consacrée aux « Cultures du travail », l'une des initiatives les plus symboliques de la Mission 2000, que prépare Jean-Jacques Allagan.

Cette exposition va partir du mois de juin 2000 sur le Carré Wendel, immense ensemble minier situé à Petit-Rosselle, dont le travail, impressionnant vestige de l'industrie du charbon, doit être réaménagé en musée du bassin houiller, lieu d'origine d'une histoire sociale industrielle longue de plus d'un siècle (1866-1986). Une convention a été signée par le ministre avec les intervenants financiers du projet, notamment le conseil régional de Lorraine, le conseil général de Moselle, Forbach, Petit-Rosselle, etc.

Plus de 25 millions de francs (3,9 millions d'euros) ont été investis à l'aménagement de l'archi-

tecte Philippe Jean de l'Institut du travail, qui, avant de devenir musée, sera aussi « Centre de travail ». L'exposition sera ensuite emportée au Musée du travail et des techniques de Paris. Quant à l'œuvre européenne, elle a été confiée à Joseph Ramoneda, directeur du Centre de culture contemporaine (CCCB), institution qui a été donnée pour dominer la compétence ville et culture urbaine et qui s'est imposée comme l'une des plus originales et plus novatrices de l'Union européenne. Le CCCB sera coproducteur de l'exposition, dont le budget total est estimé à 17 millions de francs (2,6 millions d'euros), dont 13,5 millions (2 millions d'euros) sont apportés par l'Etat, la région, ainsi que par la ville et les districts de Forbach et de Freyming-Merlebach.

Joseph Ramoneda travaille en liaison avec un conseil scientifique international, et, en place,

l'architecte et scénographe Daniel L'outill, le machine, la société historique du passé et au présent, le lieu de travail, la compétition mondiale, les nouvelles solidarités, l'immigration seront quelques-uns des thèmes de cet ensemble dont l'épilogue sera comme l'avenir du siècle futur. La main de l'homme sera comme l'outil conducteur et structurant de la scénographie. Moins cependant pour ce qu'on peut lire de l'avenir que pour la signification symbolique de ce premier outil. La ville de Forbach (30 000 habitants, 15 % de chômeurs) a elle-même entrepris une importante transformation pour passer de la charbon à l'énergie des nouvelles énergies. Le maire de la ville, Charles Stirnweiss, ainsi que Roger Walser, maire de Petit-Rosselle, sont confiants dans le succès de l'exposition. On voit sur un plan d'un million d'habitants, allemands et français, dans

un rayon de 50 kilomètres. L'exposition sera en effet bilingue. La partie signée L'outill est la première d'une série qui doit notamment conduire Mme Trautmann à Amiens le 22 avril (exposition « Les Couleurs du monde »), à Bordeaux le 17 mai (« Les Mutations des villes »). Fin avril doit être rendu au public le disque des commandes faites aux artistes pour l'aménagement des Champs-Elysées, le 31 décembre 1999, un ensemble de portes dont le principe a déjà été repris par des villes de province.

Veronique Mortaigne

* As cidades, 1 CD (BMG 74-3216-3223-2).

Le film-confession de Radiohead à la conquête du monde

CEUX qui ont vu Radiohead au concert affirment que ces rochers n'ont pas peu ri au jeu de l'intensité scénique. La performance sur le vif sublime leurs chansons. Un peu comme le mariage parfait de la science harmonique du REM, du lyrisme d'U2 de la puissance désespérée de Nirvana. Habituellement, les musiciens d'un don consigne sur disque et vidéo leurs exploits au public. Renovant l'album « OK Computer », le leader de Radiohead ont demandé à Grant Gee, réalisateur de plusieurs clips, de suivre durant plusieurs mois. Fruit de ces pérégrinations, « Meeting People » est un film à quatre-vingt-quinze minutes, uniquement tourné à l'oreille (Parlophone), qui témoigne moins d'un triomphe que d'un paradoxe. Plutôt que de faire les choses en communions du groupe et ses fans, documentaire décrit l'ennui abyssal de la vie en tournée.

D'ÉCLATS RAGEURS EN DÉPRESSIONS En 1997, Radiohead sort « OK Computer », son album le plus vendu et le tube au format radiophonique, disque plébiscité par le public comme par la critique. La logique de l'industrie phonographique immuable : à chaque nouvelle production, sa tournée promotion et ses groupes dans le monde entier. A la joie du succès d'une œuvre difficile succède la pesanteur de la routine ; loin de la légende des célébrités, le chanteur Thom Yorke et ses acolytes Ed O'Brien, Phil Selway, Jon et Colin Greenwood noient l'absurdité et la répétition. Aéroports-hôtels-salles de concerts, trajets en

boucle, Paris, Sydney, Berlin, Tokyo, entretiens à la chaîne, félicitations qui se succèdent.

Grant Gee promène sa caméra témoin, voile des instants qu'il s'adresse jamais directement aux musiciens. En un montage fragmenté et quelque peu esthétique (flous atmosphériques, jeux de couleur noir et blanc...) il décrit la vision somnambule de cette déposition. Parfois, il l'embâche d'une rébellion. Thom Yorke : « Nous, les meilleurs ? N'importe quoi. Crois à la promotion, mais crois aussi à la flamme. » Radiohead essaie péniblement de retrouver la foi. « Rappelez-vous quand nous étions au REM sur scène. » Les images de concert sont rares, morcelées et saturées, seuls vrais moments de vie et de catharsis. En chantant le dégoût de soi, le leader de Radiohead a séduit millions d'adolescents, lui au gauche mi-clos depuis la naissance, silhouette lourde, tenant une main de laissé-pour-compte s'animant derrière le micro, le charisme singulier.

Le Zepelin, les Rolling Stones célébraient les origines de la musique. Radiohead exploite le potentiel dépressif du rock. Soulagé par la création et le déroulement scénique, « People Is Easy » témoigne également et justifie, en quelque sorte, une esthétique musicale. Les Britanniques se sont remis au travail. Ils auraient enregistré, à Paris, une bonne partie d'un quatrième album, prévu pour le début de l'an 2000.

Stéphane Davet

Concert d'un Soir

R.E.M.

RTL rtl.fr

CULTURE
EN
RÉGIONS

villa gillet
hors les murs du Théâtre du Point du jour
7, rue des Aqueducs - 69009 LYON
LECTURE-RENCONTRE
Elizabeth MACOCO lit
« La Conversation »
de Lorette NOËCOURT
réunie avec Lorette Noëcourt
jeudi 8 avril à 20h30
Tarifs/Rés. 04.78.27.02.43

villa gillet
hors les murs à l'IUFM
4, rue Chasière - 69009 Lyon
Conférence de François Bon
« Le Récit/Temps, matière et origine : enjeux neufs pour l'écriture »
mardi 6 avril à 19h

LES VRAIS BONS YCÉE
Le banc d'essai
99
343 établissements de France

Simple d'opinion par Pierre Georges

BIENHEUREUX les simples d'opinion ! Les pour, pour, les contre, totalement contre. Front contre front, pensée contre pensée, unique l'une l'autre, cela sans dire, certitudes contre certitudes, images contre images.

Peut-on avouer, déchoir, une pensée, comment dire, plurielle sur cette guerre singulière, à mille portes et à mille lieux pourtant de ce que devrait être, de ce que l'on imaginera devoir l'Europe d'une fin de Guerre technologique, purification ethnique, l'avvenir bâblé le passé, du plus haut des chevaux au plus extrême des bâtimen... Le moins que l'on puisse faire, en page Débats, prodigieusement écrits parfois, polémiques, il y en a pour tous les camps et, si l'en est la vérité, beaucoup de temps à venir à penser à ce à quoi on n'avait pas pensé, à voir que l'on n'avait pas vu, dans la confrontation des deux et des points de vue, de la lecture plus savante, mais aussi ignare. Mais pas plus avancé pourtant.

Bienheureux les simples d'opinion ! Ils ont une opinion, le grand sondage nous convaincraient qu'ils sont toutes affichées. Etes-vous pour ou contre la guerre ? Répondez ! Et vous Otanisé, c'est à dire pense l'autre camp, lobotomisé, marchant parmi les ruines de l'impérialisme mondial et des petits européens ? Etes-vous anti-guerre, c'est-à-dire, suggeré le camp armé, rouge-brunisé, anti-américain par une sorte de réflexe pavlovien, autrement dit stalinien mal repenti, aussi sûrement que Mitterrand, cet anti-loup déguisé en ours brun !

Et bien voilà les simples d'opinion ! Faute d'avoir la bataille des images, car, expérience aidant, les images sont, cette fois-ci, tenues pour suspectes, nous avons la bataille des mots. Et elle fait régulièrement de trouvailles, de formules, de révoltes historiques l'apporte.

CHAMONIX
d'un envoyé spécial

En dépit des systèmes de détection d'incendies, l'alerte de l'incendie du camion sous le tunnel du Mont-Blanc, qui a fait quarante morts, mercredi 31 mars, a été donnée par un automobiliste. Franco Columbo, vice-président de la commission de sécurité du tunnel, gérant le tunnel du côté italien, a apporté cette précision à l'issue de la réunion de la Commission intergouvernementale franco-italienne de contrôle du tunnel du Mont-Blanc, mercredi 31 mars, à Courmayeur (Italie). Le témoignage de cet automobiliste, M. Borghi, a un doute sérieux sur le déclenchement du système d'alarme, côté français.

M. Borghi tient un pub à Courmayeur (Italie). Mercredi, il emprunte le tunnel du Mont-Blanc, pour aller à Chamonix. « Quand je suis arrivé à l'entrée du tunnel, j'ai vu la camion sur lequel l'automobiliste a arrêté qui prenait feu. J'ai fait demi-tour pour rentrer au tunnel. Une autre voiture arriva et moi j'ai fait de même et s'est arrêté pour lancer un appel SOS au téléphone du tunnel. J'ai parlé environ 10 minutes et quand je suis sorti du tunnel, je suis aperçu que les voitures continuaient de rentrer. Je n'ai pas l'impression que les services étaient au courant de ce qui se passait de la gravité, car ce n'est qu'à ce moment-là, quand je suis sorti, qu'ils ont fermé le tunnel. »

Ce témoignage authentifié implique qu'aucun système de dé-

tection automatique, ni aucun système de sécurité du tunnel du Mont-Blanc n'a déclenché l'alarme et arrêté le tracteur du semi-remorque. Pourtant, elle était importante pour que, selon le témoignage du chauffeur lui-même, Gérard Degraeve, deux routiers croisant, l'avertissent par plusieurs appels de phare.

Tandis que M. Borghi annonçait, mercredi 31 mars, que « l'alarme [avait] été donnée par un usager qui a déclenché la camion sur lequel l'automobiliste a arrêté qui prenait feu. J'ai fait demi-tour pour rentrer au tunnel. Une autre voiture arriva et moi j'ai fait de même et s'est arrêté pour lancer un appel SOS au téléphone du tunnel. J'ai parlé environ 10 minutes et quand je suis sorti du tunnel, je suis aperçu que les voitures continuaient de rentrer. Je n'ai pas l'impression que les services étaient au courant de ce qui se passait de la gravité, car ce n'est qu'à ce moment-là, quand je suis sorti, qu'ils ont fermé le tunnel. »

Ce témoignage authentifié implique qu'aucun système de dé-

Rwanda :
« Aucun témoin ne doit survivre »

ALISON DESFORGES est principalement connue pour l'élaboration du rapport de 900 pages de la Fédération internationale des droits de l'homme et d'Human Rights Watch sur le génocide des Tutsis au Rwanda, présenté mercredi 31 mars à Paris (*Le Monde* du 1er avril). **« Aucun témoin ne doit survivre »,** l'ouvrage va pour la première « somme », le premier livre de référence sur le génocide qui a fait un demi-million de morts.

Pour comprendre, la chercheuse américaine a passé près de quatre ans entre d'autres chercheurs « à écouter les témoins, leur voir, comprendre leurs motivations. »

Les conclusions de ce rapport sont fermes. Le génocide a été délibéré, prémedité, sa préparation était connue de la communauté internationale. Il n'est pas l'acte d'un ou de plusieurs tribunaux mais le choix conscient d'une politique. Le rapport reconnaît qu'il a été parfaitement possible d'arrêter l'en-grenage, mais que les gouvernements étrangers, en particulier français, n'ont rien fait. Pire, souligne le rapport en continuant à reconnaître le pouvoir malgré le génocide. Paris a l'un de ses acteurs.

Car la légitimité du régime a été un facteur important de la participation de la population aux massacres baptisés « autodéfense ». **Jean-Baptiste Naude**

★ Aucun témoin ne doit survivre. **Le génocide au Rwanda.** Editions Khartala, 1995.

Jean Touza

Le prestige de la Cour des comptes et du Quai d'Orsay en hausse à l'ENA

LA PROMOTION 1998 de l'ENA avait obtenu un certain succès pour l'originalité et le baptême : « Cyrano de Bergerac ». Mais elle a également respecté les traditions, avec 31 places lors de son « amphigarrison », durant laquelle les 104 élèves ont assuré leurs affectations dans la haute fonction publique, suivant leur rang de classement. Le major, Vincent Mahé, a obtenu le commandement d'Etat, comme la majorité de ses prédecesseurs, l'autre étant optant d'habitude pour l'inspection générale des finances. Institution n'arrive qu'en troisième position, la Cour des comptes s'emparant, pour la première fois, de la deuxième place.

Malgré les amicales pressions des représentants des grands corps, deux places sont « dans la bûche » (parmi les quinze premiers) ont choisi le ministère des affaires étrangères (le « Quai d'Orsay »), dont la place notablement. Les inspections générales et le ministère de l'économie et des finances, où les primes sont allé-

chantes, se partagent le reste de la première partie du classement. La direction des impôts fait une chute spectaculaire, en 92^e position. Le corps préfectoral, qui poursuit une ascension amorcée depuis plusieurs années, démarre à la 26^e place.

Ce sont les chambres régionales des comptes qui ont le redoutable privilège de figurer en queue de peloton, rôle habituellement dévolu aux affaires sociales (cette fois seulement avant-dernières) ou à l'emploi, qui, cette année, a été choisi par un élève plutôt bien classé (37^e). Comme d'habitude, les cinquante premiers sont majoritairement issus du secteur externe, bien qu'un élève issu du concours interne et un du troisième concours aient réussi à sortir dans la botte.

LETTRE OUVERTE Imitant leurs prédécesseurs des promotions Valmy et Marc-Bloch, les élèves de la promotion Cyrano de Bergerac vont envoyer une lettre au premier ministre pour se plaindre de leur jugement inadapté à leurs fu-

tures fonctions et demander la suppression de l'accès direct aux grands corps à la sortie de l'ENA. Le malaise est tel que des militants de la CFDT, s'appuyant sur la contestation de l'ENA - « machine à classifier », « système de reproduction sociale » -, ont pu créer une section, le syndicalisme ayant disparu de l'école depuis plusieurs années.

Cette section revendique une cinquantaine de sympathisants, parmi lesquels un bon nombre de futurs préfets. Yves Rousset, son secrétaire, a remis au premier ministre un épais dossier dans lequel il formule notamment certaines propositions de réforme de la scolarité (renforcement de la formation au management, introduction de la sociologie des organisations). Bien que n'ayant pas obtenu de réponse, il ne perd pas espoir : les élèves de la promotion Asmara (1998-2000) ont repris le flambeau de la contestation, et leur section CFDT revendique déjà vingt adhérents.

Rafaële Rivals

DÉPÉCHES
CYCLISME : la course des Trois Jours de La Panne (Belgique) a été neutralisée le 1^{er} avril au départ de la troisième étape. Un colis démonté, en provenance d'Italie, a été découvert par les gendarmes belges à l'aéroport de Bruxelles. Ce colis était destiné à l'équipe italienne Mapfre. Patrick Lefèvre, directeur sportif de la formation, a été conduit à la gendarmerie, accompagné de ses coureurs.

RUGBY : deux nouveaux joueurs ont rejoint le groupe de l'équipe de France pour le dernier match du Tournoi des six nations contre l'Écosse au Stade de France, samedi 10 avril : Christian Labit et Yann Delaigue ce qui porte à sept le nombre de Toulousains dans la liste des vingt-deux.

Time Warner vend ses réseaux câblés français

LE CÂBLO-OPÉRATEUR néerlandais United Pan-Europe Communication NV (UPC) a annoncé jeudi 1^{er} avril le rachat de 50% des actions de Time Warner Cable France - filiale du géant américain de la communication -, qui exploite trois réseaux de télévision dans la banlieue de Paris, celle de Lyon et à Limoges. Après approbation des autorités administratives compétentes, ce rachat devrait être finalisé au troisième trimestre 1999. les trois réseaux concernés atteindront un potentiel d'environ 350 000 foyers, selon le communiqué conjoint des deux sociétés. UPC raccordera notamment le réseau de Metztreuil à celui de Marne, sur lequel ont été lancés, en février, des services de téléphonie et d'Internet. Jeffrey A. Schwall, président de Time Warner Cable International, a précisé que « la stratégie du groupe est de concentrer le marché intérieur des Etats-Unis » alors que le PDG d'UPC, Mark Schneider pense, par la première acquisition en France, « réaliser une croissance rapide pour chacune des gammes de produits : vidéo, téléphonie et transfert de données ».

Tirage *Le Monde* daté jeudi 1^{er} avril 1999 : 512 299 exemplaires.

LE MONDE TELEVISON
avec *Le Monde*
DATE DIM./LUN.

Vous pouvez tout nous demander.



لماذا من الأفضل

système
Mont-Blanc
mobile

Rwanda:
Aucun témoin
ne dit
survivre.

Le Monde DES LIVRES

LITTÉRATURE



PÉTRUS BOREL
Le Feuilleton
de Pierre Lepape page II

ESSAIS



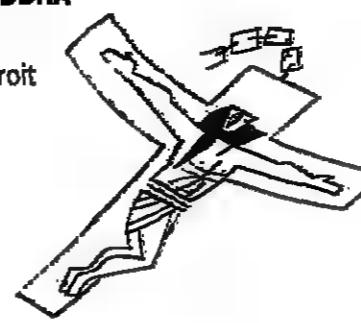
LYDIE SALVAYRE
page III

VENDREDI 2 AVRIL 1999



GEORGES PERROS
page IV

JÉSUS EN BOUDDHA
La Chronique
de Roger-Pol Droit
page VII



HISTOIRE

A partir du « rêve non réalisé, mais non irréalisable », Michèle Riot-Sarcey réinstalle l'événement au cœur du territoire de l'historien page IX

Sous couvert
d'un thriller
psychologique
qui met en scène
un homme harcelé
par un autre homme
atteint du syndrome
de Clérambault,
Ian McEwan offre
un hymne à la raison
face à la folie
des sentiments

Déraison d'aimer

C'est un célèbre dans annales de la psychiatrie. Peu après la grande guerre, une femme, une Française, croyait aimer du roi George V. Il le poursuivait de ses ardeurs, multipliait les visites à l'Angleterre, restait des heures accrochée aux grilles de Buckingham, l'espion d'entrevoir un amour imaginaire. Un rideau bougeait aux fenêtres du palais, c'était un signal qu'il lui adressait. Elle ne l'avait jamais rencontré, ne le rencontraient jamais, mais ne vivait que pour lui, persuadée que tout l'obligeraient au sujet de leur liaison, que le roi en était très affecté, et que, pour cette raison, bien qu'épousé lui aussi, il la repoussait. La pauvre femme tournait ainsi, prisonnière de sa chimère. Jusqu'au jour où, en rage ou dépit, elle se mit en tête de l'assassiner...

C'est l'un des mythes de Lacan, Gatain de Clérambault, qui

est premier diagnostic dans laquelle il son nom. Également appelé érotomanie, le syndrome de Clérambault est décrit, selon les mots de ce médecin, « l'illusion démentie d'être aimé ». Du fictif à la fiction, il n'est étonnant que les mirages de ces intrigues inventées, irréelles, mystiques, en un mot romanesques, aient pu tenir si longtemps. *Délire d'amour*, Ian McEwan, le récit de cet « amour fou », non pas l'entendait Breton, mais au sens médical du terme : lorsque la psychose, lovée au sein même du livre, va ravager les personnes, détruire les relations et semer le doute dans l'esprit même

du premier étage de la maison d'Oxford, dans un petit village anglais. Ian McEwan pose un songeur sur le jardin qu'on aperçoit de la fenêtre. Éclairer ce qui, au fond, l'a vraiment fasciné dans ce sujet suppose de remonter un peu en arrière. Car ce livre - lequel a été traduit - est sorti en 1997 en Angleterre. Entre-temps, Ian McEwan, de poche à la main, s'arrache en librairie, il vient de publier un

Amsterdam (1), reçu le Booker Prize, émergé des lettres anglaises dans l'un des romans qui comptent aujourd'hui, parcouru l'Amérique au galop pour l'une de ces tournées commerciales absurdes dont il se remet à peine, il y a cinquante ans.

Ce soir-là, à la heure de la lampe, il semble soulagé d'être sorti du tourbillon, il admire qu'il a changé, en quelques mois. Au fil des romans « L'Innocent, L'Enfant volé, Les Chiens noirs... » (2) -, la palette s'est éclaircie. Sa curiosité approfondie. Il n'est plus celui qu'on surnomme, à la fin des années 70, « Macabre », il cause

Florence Noiville

de sa prédilection pour l'horreur et la violence sourdes. Pourtant, oui, la folie continue sans doute de l'habiter. Surtout lorsqu'elle est vue depuis « les marges », dans ces espaces flous où elle se fond si bien dans la norme. « Tomber amoureux est l'une des expériences humaines les plus précieuses », écrit Ian McEwan. Y en a-t-il de plus forte dans le champ de la religion et de l'art ? Y penser en pathologie m'intéresse. D'abord parce que le syndrome de Clérambault est une parodie complète de ce qui se passe lorsque vous tombez amoureux : vous dormez plus mal, l'esprit ailleurs, vous voyez des signes partout. Ensuite parce que c'est une idée terrifiante de pouvoir vivre ça de manière imaginaire avec quelqu'un qui en vient à vous faire. Toutes les victimes de harcèlement le disent : l'être qu'elles obsèdent finit par les hanter aussi. Peur, colère, désespoir. J'ai découvert que beaucoup de mariages n'y résistaient pas. C'est pire qu'une liaison. »

Voilà donc ce qui arrive à Joe Rose, le narrateur, le jour où, au cours d'un accident d'avion, il fait la connaissance fatale de Jed Parry, érotomane mystique, qui lui survit sur-le-champ un attachement aussi dévorant qu'inexplicable. « J'avais l'impression d'être tombé à travers une vitre dans une autre vie », résume Joe. Son équilibre mental, son certitude de journaliste scientifique, son union avec Clarissa, spécialiste de John Keats, y survivront-ils ? Le livre prend parfois des allures de thriller psychologique, il reste d'abord un « roman d'idées ». C'est un « pendant » aux Chiens noirs, dit McEwan. « ce dont où j'avais déjà entamé mon-même une discussion sur l'essence de la rationalité... je voulais que mon héros soit un homme de logique, pour pouvoir faire sa rationalité l'épreuve. Voir cet esprit hautement organisé envahi peu à peu par le chaos pour moi une façon d'explorer les limites du rationnel. Je suis frappé par le fait que, dans la littérature occidentale, particulièrement depuis les romantiques, la notion de l'irrationnel associée à quelque chose de froid, de calculateur, d'inhumain, de dépersonnalisé. C'est pourquoi j'ai décidé d'écrire un hymne à la raison. Pour montrer qu'il y a des problèmes qu'on ne résout pas seulement en ayant des sentiments. Je voulais que mon héros soit finalement sauvé par son jugement, mais je voulais aussi que tous doutent de lui, sa femme, »

« Innombrables circuits de [son] subconscient ». A l'égard, le premier chapitre d'un anthologie. Tout y est en germe dès l'accident de ballon : la chute d'un homme, la chute originelle, les traces de la mémoire pour se dérober à ce souvenir, le malaise, la peur, la culpabilité qui suivra le partout, comme, bientôt, l'amour de Parry. C'est aussi cette précision méticuleuse qui permet à McEwan, comme par une opération de « télépathie », de « transférer » détail visuel, dans le nettoyé, de son certain à celui du lecteur. Appliquée aux brûlures du désir, du délire et de l'hallucination, cette « méthode » froide et distanciée produit un effet de séduction comme la cassure de la glace et du feu.

(1) « Le Monde » du 13 novembre. Ce roman n'est pas encore traduit.

(2) Le Seuil, 1990 ; Gallimard, prix Femina étranger, 1993 ; Gallimard, 1994.

(3) « G. G. : une esthétique de la psychiatrie ? », entretien avec Paul Slavon, Préfaces, février-mars 1999.

ENDURING LOVE
Ian McEwan.
Traduit de l'anglais
par Suzanne Mayoux,
Gallimard, « Du
monde », 326 p., 150 F (22,86 €).

PRIX RENAUDOT DE L'ESSAI

MAURICE MARTIN DU GARD

LES MÉMORABLES

1918-1945

Salués comme un chef-d'œuvre par l'ensemble de la critique lors de leur parution (de 1957 à 1978).

Les Mémorables sont aujourd'hui réédités en un seul volume, avec une préface de François Nourissier qui, il y a vingt ans, voyait dans leur auteur un « Saint-Simon miniature ».

GALLIMARD

LE MONDE / SAMEDI 3 AVRIL 1999

٥٥٣ من الأصل



MADAME PUTIPHAR
■ ■ ■ Borel.
Ed. Phébus, ■ ■ p., ■ ■ F
(22,71 €).

P■■■ Borel, qui aimait ■■■ mots ■■■ rares, se faisait appeler le lycanthrope. Un lycanthrope, comme chacun sait, ■■■ un homme qui, dans certaines circonstances - la pleine lune, ■■■ émotion -, se transforme ■■■ loup, du moins le croit-il. Tranquille comme Baptiste le jour, écuman et féroce ■■■ plus noir de la nuit. Nos jeunes romantiques ■■■ ces ■■■ identifiés. Charles Nodier, qui était un ami de Borel, expliquait que « l'esprit offusqué des ténèbres de la vie extérieure, ne s'en affranchit jamais avec plus de facilité que ■■■ doux empître cette mort intermittente où il lui est permis de repasser dans sa propre essence ». La vérité, c'est le rêve, et l'essence de Borel était d'être loup-garou puisqu'il se révait tel.

La postérité, en tout cas, ■■■ respecté le principe de l'interruption. Pétrus Borel, ■■■ romancier, ■■■ de l'époque ■■■ la connaissance. Son épouse - les années 1830 - fut une Champavert. Contes immoraux accompagné d'un puissant parfum de scandale. Mais une critique virulente de Madame Putiphar par le redoutable Jules Janin met pratiquement fin à la carrière de Borel. Pourtant Théophile Gautier l'encense et Baudelaire écrit de lui : « Sans Pétrus Borel, il y aurait une lacune dans le romantisme, ■■■ fut l'expression plus outrecuidante et la plus paradoxale de l'esprit ■■■ Bousingots. ■■■ La Camaraderie du Bousingot (ou Bousingot, pour l'omenement germanique) ■■■ un poème ■■■ d'agités, ■■■ la ■■■ 1830, ■■■ figurent notamment Gautier et Nerval, mais aussi Théophile Daudet, qui signait alors O'Neddy, et Auguste Maquet, comme, ■■■ peu, ■■■ l'homme d'Auguste Maquet, et mieux identifié comme « nègre » de Dunan père. L'Ecosse était à la mode depuis Quentin Durward.

Pétrus Borel est vite relégué dans la troisième division des « petits romantiques ». André Breton et les surréalistes, Éluard en tête, ■■■ sortent. Madame Putiphar est désignée comme le grand roman gothique à la française. L'équivaut du Maturin du Moine ■■■ Lewis. Puis, nouvelle chute dans l'obscurité, relégation dans la catégorie des curiosités littéraires. Et puis, ces derniers temps, grâce aux efforts de Jean-Luc Steinmetz et de quelques militants boreliens, le lycanthrope hurle de nouveau sous nos étoiles. Champavert a été réédité au Chemin vert, il y a quinze ans. Madame Putiphar a suivi. Sous le titre Pétrus Borel, un auteur provisoire, Steinmetz a fait portrait de la vie plutôt lamentable de notre auteur (!). Lequel, après des années de république flamboyant, quitte la France ■■■ devenir administrateur colonial en Algérie et finit à cinquante ans, terrassé par une insolation, dans la peau d'un colon impérial, exploitant son domaine de Haute-Pesselié Mostaghem. Un pied de nez à la littérature.

■■■ Sans Pétrus Borel, affirmait Baudelaire, il y aurait une lacune dans le romantisme. Il fut l'expression la plus outrecuidante et la plus paradoxale de l'esprit des Bousingots. ■■■ Illustration ■■■ Madame Putiphar. ■■■

Mais Borel n'est pas Rimbaud. Il convient de lui faire, pour notre plaisir de lecteurs, une juste place. Sans en rajouter dans la veine héroïque, comme le fait Max ■■■ Directeur d'une aimable revue littéraire de Lot-et-Garonne, La Barbacane, revue ■■■ pierres ■■■ hommes, publiée ■■■ l'aide du conseil régional d'Aquitaine, Max Pons présente les lettres d'Algérie de Pétrus Borel à son frère André. C'est un document intéressant. Borel emprunte de l'argent à son cadet, fait un enfant à la fille de sa vieille maîtresse, pleure la mort de son cheval - « Une perte ■■■ cette espèce, un chagrin de cette nature et de cette proportion ne m'avait pas encore atteint. Je suis étonné, abasourdi, foudroyé, apoli » - et compose des petits poèmes pour les filles de son préfet. Le directeur de La Barbacane exulte : « Comme ici, nous appartenons au clan des insoumis, des démunis, des solitaires, des irréductibles » (2). On signe.

Mais Borel est ainsi fait qu'il inspire les fanfares et les on fait toujours trop sur lui ou pas assez, c'est sa raison d'autant frénétique. Son génie est de ne pas savoir s'arrêter : plus il a le vertige, plus il avance vers les gouffres. Dans Madame Putiphar, cette esthétique de l'excès chasse des ■■■ souvent ■■■ rables, toujours surprenants.

■■■ aurait pu ■■■ emprunté au marquis de ■■■ Mme de la vertu. Irlandais donc androgyne, comme il se doit, deux jeunes gens s'aiment. Elle est fille d'un affreux lord et se prénomme ■■■. Il ■■■ fils de femme et s'appelle Patrick. Le

lord veut assassiner Patrick et poignarde sa fille. Les tourtereaux s'enfuient en France. Mais comme ■■■ sont beaux, purs, et dotés des vertus les plus admirables et les plus inconfondables, les catastrophes ■■■ à s'abattre sur eux comme grêle. Ils sont séparés, battus, violés, emprisonnés dans des caissons de basse-fosse, poussés à la folie. ■■■ peine outre mesure, un instant la tête hors de l'eau - un gendarme compatisant, un message maternité - qu'ils sont immédiatement replongés dans un enfer plus abominable encore. Jusqu'en bout : Borel refuse le happy end. Lorsque la Révolution française délivre enfin Patrick de l'oubliette où on l'a jeté, c'est un vieillard si hébété, misérable ■■■ quant que la belle Debby meurt à sa vue de saignement.

Les purs, les amoureux, sont torturés et vaincus. Ils affrentent paisiblement leur lit, sans l'ombre même d'un remords. Il s'agit de Madame Putiphar ■■■ la Pompadour, ■■■ de Pharaon - Louis XV - et de leurs multiples amies damnées. Un seul s'échappe par au châtiment : M. de Gave de Vilpastro, un militaire libertin qui s'est vengé de la vertu de Deborah, sera pendu par le peuple du 14 juillet.

Car Madame Putiphar, autre roman sur le mal, est aussi un roman politique. Assez ambigu toutefois. Certes Pétrus Borel décrit avec un visible dégoût la dépravation de la cour de Louis XIV, il peint la Pompadour en louve assouffée de plaisir et de vengeance. Pour horrifier ses lecteurs boutiquins, il fait les comptes de ce que la luxure a coûté aux contribuables : « Chaque année le Parc-aux-Cerfs coûte à la France aux environs de cinq millions. Il a duré trente-quatre ans. » Et Borel, même s'il n'apprécie pas certains débordements de la perfection et donc au martyre, ils ne nous intéressent plus guère comme personnages. Borel lui-même ne sait plus trop quoi en faire.

Le meilleur du roman, l'excellent même, se situe en dehors de leur sombre destin. Dans le lyrisme des pages sur la prise de la Bastille, dans les interventions intemporelles du narrateur, dans les dialogues débridés de vilains séducteurs, ■■■ descriptions pirandéliennes des prisons. Là, Borel s'empare, laisse parler son imagination lugubre, brole du noir comme un grand peintre. On touche quelque chose de vaste, de douloureux et de profond. On comprend l'admiration de Baudelaire.

(1) Pétrus Borel, un auteur provisoire. 1986, Presses universitaires de Liège.
(2) La Barbacane, ■■■ spécial 66-68. Pétrus Borel : Lettres d'Algérie à son frère André. Présentées et annotées par Jacques Simonelli. Bonnail, 4750 ■■■. Chez le même éditeur, Jacques Simonelli propose Pour un bâton du typhon, la pédérastie, la joie, la galanterie mauresque et non plus chevaleresque. (...) Ils sont regnés de Borel (24 p., ■■■ F, 6,86 €).

La rebouteuse des pécheresses

Fille ■■■ sœur ■■■ mardi-pêcheurs, Honorine Plougastou ■■■ originaire de Saint-James, ■■■ la ■■■ gal, région ■■■ Batzac ■■■ faire plus littéraire ■■■ à Pontorson. ■■■ du ■■■ Elle servira un temps au ■■■ de Noiville, grosse bâtie perchée sur un promontoire ■■■ phare de Dame-Point ■■■ et rondelette, elle garde jusque dans ■■■ vieillesse de « magnifiques yeux bruns », ■■■ visage, dont le type breton est reconnaissable, ■■■ a « teint à la fois mat et coloré que plus d'une Parisienne pourraient ■■■ ». ■■■ Elle tient, rue de Portefoin ■■■ où la famille Batzac ■■■ core un pied-à-terre en 1821, une échoppe ■■■ poissons, non loin du ■■■ Sainte-Catherine, dans le Marais. Dans sa jeunesse, ■■■ a connu ■■■ chouans comme Pâle-Miche, Gallope-Chopine, Plume d'Ole, Mère-Biel et surtout Marche-à-Terre, mais, n'étant ■■■ du même bord, elle a suivi Corentin, qui l'a recueillie, jusqu'à Paris. En effet, son père et ses frères Martial, Yves et Jean-Marie, d'abord proches des frères Cottereau, s'en étaient éloignés, fâchés de voir des paysans se lier avec des aristocrates. Ils ont été, lors d'un guet-apens tendu à Corentin, dont celui-ci avait réussi à s'échapper.

C'est elle qui reconnaîtra par hasard Carlos Henrion sous son déguisement d'officier de paix à l'hôtel Voltaire, permettant ainsi à son mentor une « arrivée imprévue » qui déclencha les plans du « Corentin de l'Espagne ». Lorsque Corentin prendra



PILOUGASTOU
HONORINE
1767
Comptes-rendus
Honorine Plougastou apparaît pour la première fois dans *Les Chouans*, puis dans *Splendeurs et misères des courtoisies et des Petits Bourgeois*, mais c'est dans *Mademoiselle de Lépiras* (œuvre restée inachevée) qu'elle tient son principal rôle.

portée régulièrement ■■■ neveu, Etienne Lepape. Honorine montre alors des talents de rebouteuse, et même de psychologue, ■■■ discernables auparavant ■■■ qui peuvent permettre de regarder ses interventions dans *La Comtesse de Téhébien*, avec plus de perspective car elle a un vrai bon sens paysan, mélange de finesse, de roublardise et de méfiance, à des superstitions et des croyances plus étranges qui proviennent des légendes celtiques qui ont berçé son enfance.

April Foule

SCIENCE-FICTION

■■■ Par Jacques Baudou

Parfaite alchimie

OBIQUE
(Slant)
■■■ Greg Bear
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Jean-Daniel Bréque,
■■■ Laffont, ■■■ et Autrement»,
470 p., ■■■ F (22,71 €).

Rendre compte d'un roman aussi ambitieux, ■■■ complexe qu'*Oblique* n'est pas ais. Si l'on ■■■ sa composition en forme de puzzle mettant en scène un très grand nombre de personnages différents - un peu la manière du John Brunner de *Tous à Zanzibar* -, qui permet à Greg Bear de camper une Amérique d'un futur proche très judicieusement extrapolé, ■■■ néglige l'axe central du roman, qui est celui d'un thriller à Richard Stark, avec une finale hors-la-loi s'appuyant à minima sur une régale, au cœur de l'Idaho, l'Omphalos, un ancêtre déniché et accueilli en véritable cryogénique les élites financières du pays. Il se passe ■■■ sur le ■■■ nanotechnologies ■■■ plus sophistiquées, ■■■ combat qui oppose le cambrioleur à l'IA qui ■■■ une guerre ■■■ sanglante ou mystère - ■■■ Greg Bear manie l'un ■■■ l'autre avec beaucoup d'efficacité - ■■■ l'on ■■■ aspects essentiels de l'intrigue. ■■■ la vision politique qui l'inspire : Greg Bear a imaginé une civilisation si opprime que nombre de ses habitants ■■■ pour des maladies psychiques d'ordres divers (il les appelle les thérapies), et au sein de celle-ci une sorte de secret, les Aristos, qui a mis clandestinement en route un processus d'illuminations et radical de ségrégation sociale dont l'Omphalos est à la fois l'épicentre et l'outil. Mal à propos complot réactionnaire, ■■■ machination contre l'humanité ■■■ profit d'une autorecrutée, ■■■ être ■■■ que très tardivement, alors que notre attention a déjà été requise par des événements intrigants : ■■■ d'un homme d'affaires riche après qu'il ■■■ passé la unité une fois poro, l'apparition de Roddy, une intelligence artificielle surgie du nulle part, d'autres ■■■ qui ■■■ par donner l'impression d'une société proie à une mystérieuse corruption, ■■■ une inquiétante délinction, ■■■ l'emprise d'une émagnifique puissance.

L'apparente simplicité du récit, Greg Bear, qui relate l'univers de l'Orteil, ■■■ magnifiquement orchestré son intrigue : il échafaudé une gradation qui relève tout son petit jeu vers l'Omphalos, ■■■ le noyau gordien des divulgations ■■■ surprises. Car l'auteur, en fin stratégie, ■■■ la liberté de quelques parfaits croque-théâtre, ■■■ quelques brillantes spéculations supplémentaires. *Oblique* ■■■ un remarquable roman de science-fiction qui ■■■ toutes les séductions du romanesque ■■■ un passionnant ■■■ conjectural. Un modèle.

■■■ LA MORSURE DES TÉNÈBRES, ■■■ Brigitte Aubert
La Morsure des ténèbres est un curieux objet ■■■. Il fait partie de Jacksonville, un roman d'horreur qui ■■■ un fort bon pastiche ■■■ Stephen King. Il ■■■ une

anologue en nous faisant retrouver les ■■■ protagonistes survivants de l'apocalyptique destruction de la bourgade, profondément marqués par ■■■ expérience traumatisante, alors qu'une résurgence des phénomènes monstrueux qui ont frappé Jackson ville ■■■ profile... L'auteur ■■■ d'abord fait ■■■ trajectoires heureuses ■■■ six personnes pour l'entremise d'un ballet habilement réglé qui, lui, ■■■ l'occasion de faire une Amérique un peu folklorique, avant de les réunir pour qu'ils affrontent ensemble leur destin.

Mais ■■■ ne tarde pas à s'écartez du modèle « kingien », à accumuler les ■■■ - sanglots ou rires - ■■■ dériver vers la surcharge, la surenchère, avant de verser, lors d'un final ■■■ déifiant, dans la parodie ■■■ préoccupations métaphysiques de l'auteur du Rêve. Le roman ■■■ une double ■■■ d'un humour sarcastique ■■■ décapant ■■■ sa cohésion romanesque (si l'on peut dire !) ■■■ l'ensemble, ■■■ façon on ne peut plus ■■■ cliché. Dans *La Morsure des ténèbres*, Brigitte Aubert a perverti ■■■ du roman d'horreur ■■■ une ■■■ malignité : c'est là l'intérêt majeur d'un ouvrage qui pousse le genre à sa limite... (Seull, 270 p., ■■■ F [15,09 €]).

■■■ LE CHANT DU COSMOS, ■■■ Roland C. Wagner
lequel n'appartient ■■■ au cycle des *Futurs mystères de Paris* qui a ■■■ sa réputation. Saurait-il, pourra-t-il construire un futur qui ■■■ d'une autre eau ? Qui ■■■ d'une inspiration différente ? La réponse ■■■ oui, ■■■ la moindre réserve. Il n'y ■■■ rien de commun entre les aventures de Tem, ■■■ privé qui sait se faire oublier, et celles du Penseur Yeffi, ■■■ talents de leur auteur, ■■■ l'aise dans le polar futuriste déjanté ■■■ dans le space opera pacifiste, aimable, roboratif. ■■■ Le Chant du Cosmos ■■■ l'histoire d'une machination guerrière aux objectifs destructeurs, d'une survie aggressive et violente ■■■ une civilisation galactique harmonieuse.

Mal ■■■ Roland C. Wagner a choisi son camp : celui ■■■ la concorde ■■■ l'empathie, de l'accord cosmique, et c'est justement ■■■ qu'il fera triompher ■■■ terme d'un récit bien conduit, ingénieusement ■■■ - chacun des quatre grands chapitres ■■■ déroulé sur un monde différent, ■■■ intervalles temporels ■■■, qui ■■■ dissipé ■■■ énigmes ■■■ façon progressive ■■■ qui s'achève sur une note ■■■ (c'est le cas de dire) très humoristique. Ce roman, d'un ton original, peuplé d'heures trouvailles ■■■ le craquant Maedre ou les malins docteurs de la nuit, ■■■ une forte joie réussie de plus à mettre à l'actif de la nouvelle S-F française (éd. L'Atalante, ■■■ p., ■■■ F [14,48 €]).

■■■ LE GÉANT DE PIERRE, de James Blaylock
Le troisième tome des *Contes de l'Orteil* ■■■ chronologiquement avec l'ultimo de l'Orteil ■■■ et ■■■ disparaît. Il ■■■ propose au lecteur ■■■ odyssee du calibre, encore que son point ■■■ départ de nature bien moins glorieuse. En effet, ■■■ Théophile Escargot lance ■■■ la ■■■ l'aventure, c'est quelque peu contraint, après avoir ■■■ de sa maison ■■■ d'Hayreville pour avoir mangé ■■■ trop, et, ■■■ gagne la mythique contrée de Bahumie, ■■■ molos pour en sortir ■■■ la volonté ■■■ qu'au fil d'un périple hasardeux, hanté parfois par l'image ■■■ la belle Letta. Comme les protagonistes ■■■ deux ■■■ précédents, il ■■■ confronté aux manigances maléfiques d'un nain animé de ■■■ et aidé par les malins dévastatrices de trolls ■■■ de gobelins. Il participera à ■■■ déconfiture in extremis après une longue navigation sous-marine sur le Nid du Ciel. Une ■■■ plus, la magie fonctionne. Il ■■■ un charme aux livres de l'Orteil de James Blaylock qui tiennent ■■■ pittoresques ■■■ personnages, à picaresque déclaré ■■■ péril, ■■■ la grâce enchanteresse de l'écriture (traduit ■■■ l'anglais - Etats-Unis - par Pierre-Paul Durastanti, Rivages/Fantasy, ■■■ p., ■■■ F [19,66 €]).

Cons

Françoise GIROUD



Françoise Giroud
Les
Françaises
de la Gauloise à la pilule

Fayard
308 pages
120 F

Une enquête passionnante et juste... Quelle révélation !
Hélène Carrère d'Encausse,
de l'Académie française

Ce nouveau livre m'apporte, à moi, une quantité de données de base et me rappelle que le prélogue habilement synthétique pas mal d'auteurs et d'amis.

Pierre Nora

Un paravent plein d'allégresse et de tendresse de la Gauloise à la pilule. Merci de tout ce que vous avez fait pour que les femmes aient une histoire.

Michèle Perrot

On parlait du Deuxième sexe comme d'un livre fondamental. On parle des Françaises comme d'un livre fondamental.

Alain Fournier, de l'Académie française

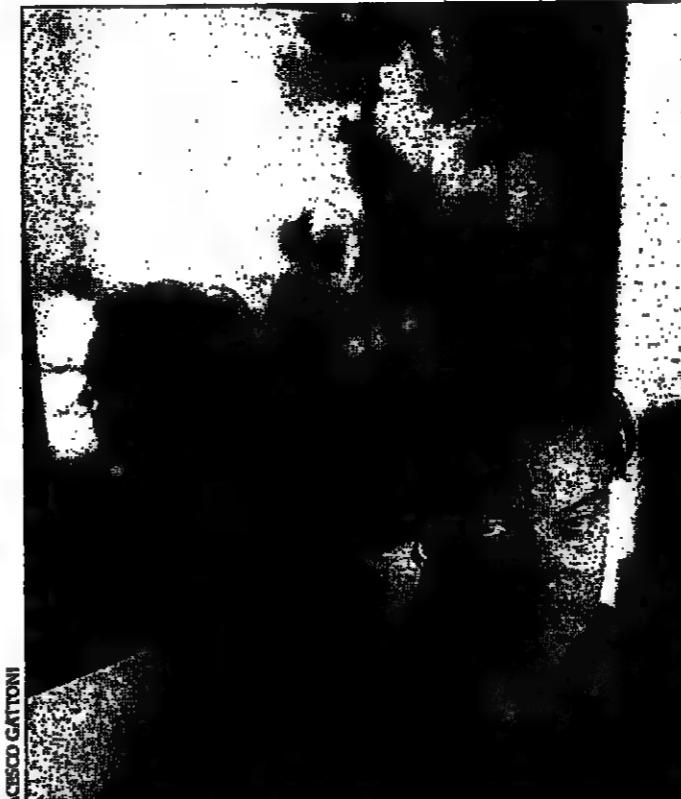
Vos Françaises sont époustouflantes. Elles sont tout sauf des victimes, ce qui nous change profondément du discours fermoyant qui voulait le tout davantage encore les médias que les rues... On entend vos interlocutrices et on croit les... Ce livre est un plaisir.

Mona Ozouf

FAYARD

La réalité en trompe-l'œil

Sous le signe de Kafka - prototype de l'enfant sans enfants - Enrique Vila-Matas revisite en toute liberté l'histoire espagnole de quarante dernières années



ENFANTS SANS ENFANTS
(Hijos sin hijos),
de Enrique Vila-Matas.
Traduit de l'espagnol
par **Gabastou,**
Christian Bourgois
p., 130 F (19,81 €).

Si s'exprime un soit peu par la bouche de personnes, Enrique Vila-Matas ne doit pas trouver la vie tout à fait satisfaisante. Pas une vallée en larmes, non, mais un séjour vaguement en déclin dans lequel l'on n'a droit qu'à l'oubli. Et pourquoi, d'ailleurs, donner la peine d'écrire, si le monde s'ajuste exactement à votre bon plaisir ? Les figures campées dans son livre, donc, se situent souvent à l'étroit dans une réalité tapisée d'ennui. Au point de ne plus pouvoir perpétrer l'espèce en engendrant d'autres individus qui viendraient, à leur tour, grossir le battailon des naufragés congénitaux.

Honnêtement vraiment triste, pourtant, dans un *Enfants sans enfants*. Ou plutôt, la tragique, du vrai, mais sans cesse démodé pathos par l'autre. Né en 1955 et installé à Barcelone, ce fascinant à l'imagination singulière et très remarquable a écrit un livre, le cinquième à paraître en France, autour de la figure de Kafka. L'écrivain praguois, prototype de l'enfant sans enfants, permet à Vila-Matas de revisiter en toute liberté l'histoire espagnole des quarante dernières années. De manière éminemment paradoxale, puisque l'histoire est justement ce qu'il n'a pas envie de voir ne veulent pas de documenter.

Qu'on ne s'y trompe pas, *Enfant sans enfants* n'a aucun caractère historique et la présence de Franz Kafka s'y montre évidemment en filigrane d'un message très précis : rien ne

est explicitement allusion à lui. Ces phrases, nullement signalées, renvoient à son œuvre et seul un lecteur placé en exergue du livre pourra la signature : « L'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie. Cet après-midi, je suis allé nager. » En date du 2 août 1914, ces deux lignes évoquent le ton du livre de Vila-Matas : la réalité, même tonitruante, n'a jamais l'air que l'on croit. Du moins pas pour les enfants. Les enfants, eux, ne veulent pas être trompés.

Qui leur rendent éloigné de la réalité. Ainsi parle le narrateur - pourvu, lui, de deux enfants, deux chats, un chien, trois poissons, deux lapins et un perro-

celle qui coule effectivement celle que l'on pressent dans un ciel en passe à déchirer. « *Dans pas longtemps, parce qu'une averse va préparer* » — le plafond de ce monde humide et souvent gris, Vila-Matas campe des individus qui rêvent à gloire et moisissent l'ombre de leurs frustrations. « *Le père est venu après, quand il s'est arrêté à pleurer et s'est mis à me dire qu'il avait été toute sa vie un idiot et qu'il n'avait trompé ni A à Z, mais donné qu'il aurait peut-être un succès, un musicien, un cosmopolite. » Ainsi parle la femme d'un homme qui vient de faire faillite, « Envoyer l'âme au diable ». La situation ? D'écrocher de ce réel extraordinairement décevant, à s'échapper comme ce « *échassards en fugue* » qu'est le narrateur de « La Famille exquise ». A partir pour des villes où l'on s'ennuie, Saragosse ou Lugo, mais où peuvent naître les rêves les plus troublants.*

L'art de Vila-Matas consiste à faire surgir des dimensions nouvelles en parallèle d'une réalité plate. « *Mon fils*, dit un homme dans « La Promenade Interrrompue », (...) nous nous promenons aujourd'hui dans les rues larges et enserrées de cette ville et nous sommes heureux. Mais en nous avons encore les recoups sombres, les passages mystérieux, les feux aveugles et les cours sales. » Les « recoups sombres » jallisent des visions bizarres. Les personnages se parlent eux-mêmes, insérant des incises dans leur propre discours, emboîtant des voix étranges leur parler d'un ne sait où, sentant des présences là où l'ceil ne voit rien, se serrant les plus sous une même apparence. Images d'eux-mêmes et de leurs personnalités secrètes, comme d'autres de leur dimension.

Raphaëlle Rétolle

Le tapis volant de Jacques Werup

Identité transnationale ou affirmation obstinée des racines ? L'écrivain suédois enquête sur le périple de son grand-père entre mer Noire et Baltique

LES VOYAGES
DE SHIMONOFF
(Shimonoff Längtan)
de Jacques Werup.
Traduit du suédois
par Christopher Björström,
Denöll, 316 p., 140 F (21,50 €).

Varna existe, Jacques Werup est là pour certifier. « *Perle de la mer Noire*, « *perle de la mer Baltique*, « *perle de la mer Baltique*, germaniques, leurs murs pastel, par le temps, surprise dans ces confins du Sud-Est européen. L'aspect de l'écrivain n'est pas à la sortie du roman, n'en est pas moins fascinant. Sa peau mate, ses cheveux noirs feront penser davantage à un habitué des Balkans ou du Proche-Orient qu'aux Vikings conquérants d'aujourd'hui. Né en 1945 à Malmö de parents suédois, marié, père de deux enfants, un séjour parisien au tournant des années 70, explique la dernière aisance dont il s'exprime en français. Une trentaine de livres, recueils de poèmes, romans le moins scandalesques que certains romans scandinaves. Que cherchaient-il sur les bords de l'ancien Pont-Ézan ?

« *La nostalgie des origines*, écrivait-il bien plus qu'un fantasme de romancier. Mon grand-père, né à l'aube d'Istanbul, Trébizondre, Varna bien sûr, témoignait et témoignait encore d'un même univers fait de langueur et de violence, de compromissions, de combats sans merci, de malades immuables entraînés par la mort des jeunes par leur envie d'émancipation. Varna, où venait mon grand-père qui allait faire le tour du monde des tapis, qui devait servir à mon personnage, n'a pas toujours été la grande ville industrielle et touristique d'aujourd'hui. Au début du siècle, Shimonoff encore adolescent fut connu comme grand bourgeois assoupi au

bord de la mer Noire. A peine sortis de la domination ottomane, partout en Bulgarie, les marchands et le clergé, les vignerons et les petits fabricants, parmi lesquels un arrière-grand-père, étaient le fond du pavé. À l'heure du minibar et des églises orthodoxes, quelques juifs, la majorité des réfugiés chassés d'Espagne il y a cinq siècles, revendaient toujours l'artisanat judéo-espagnole. Il leur suffisait alors que les Bulgares fassent partie anticales, que les Ashkhabades, les "Tedesques" arrivent du nord qui pratiquaient le yiddish, pour que l'argot incompréhensible

CITIZEN KANE BULGARE

Dans un récit séparé, pourtant Jacques Werup, en tradition rigoureusement respectée, les mariages arrangés, l'hypocrisie régnante s'accordent avec les mœurs de l'époque. Elias Shimonoff, mon grand-père. Elias Shimonoff prit une partie dans la fuite tout en sachant qu'il risquait de se faire arrêter par ses parents. Cela fut au fond de l'île d'un reflet en partance de Varna, à Constantinople que le police débarqua le fugueur. Il sera la première étape d'un vagabondage qui le conduira à Trébizondre, sur le chemin des contrebandiers, et là à Londres et à Paris avant son installation à Stockholm où Elias Shimonoff bâtra un empire commercial.

Après cinq années, de 1916 à 1921, il revint à Istanbul. L'Europe lui refusa l'itinéraire de son grand-père depuis les îles de l'Anatolie jusqu'à Malmö où il finit par poser sa tête. L'écrivain interroge les rares survivants de l'époque, les réfugiés, raconte les incroyables aventures de Shimonoff parmi les guerres d'Orient fraternel, misérable, enfin analyse d'une manière à juste, à remarquer, la lente intégration d'un juif bulgare au sein d'un univers fondamentalement différent

du sien. A Malmö, ce citizen Kane du bas oriental se mariera, fera souche et deviendra baron. En 1939, avant la fin de ce voyage farouche, le tapis volant de Jacques Werup, Shimonoff, poussé par la nostalgie, retourne visiter sa ville natale. Les siens sont morts ou absents, une autre pièce se joue maintenant entre l'homme et l'inconnu, alors qu'en Europe, où se prépare le plus grand crime de l'histoire de l'humanité, la guerre vient de commencer.

Lorsque paraissait, sept ans auparavant, *La Mort d'un porno-graphe* (1), premier roman traduit de Jacques Werup — fondateur du groupe rock Sturm, animateur d'un cabaret littéraire à Malmö, lauréat du Grand prix du roman suédois —, ce fut en France une révélation. Le roman y acquiert une dimension cosmique. La quête de l'impudent laisseant présenter un nouvel Henry Miller. Pourtant, le champ que l'écrivain explore change. La démarche à la recherche d'un voyageur dans un roman d'initiation presque aussi n'était pas porté par un torrent narratif où les évocations magiques, les descriptions du temps, du lieu, la précision hyperrealiste des portraits défient même quelques imperfections de la traduction. La quête démente, ardente mais différente celle-ci, est pittoresque ? Conte de mille et une nuits ?

Il s'agit surtout à la découverte d'une identité européenne, nullement opposée à l'affirmation particulière de chacune de ses compositions que l'écrivain, dans la lignée des frères Singer et de Cametti, invite avec son livre dédié à tous les immigrants.

Edgar Reichmann

(1) Publié aux éditions Climax, republié en 1994. Signalons également un recueil de poèmes, *Une brèche dans l'Atlantique* (Le Castor noir, 1985).

MORT D'UN ROI DU TANGO
de Jerome Charyn.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Marc Chénetier,
Mercure d'Afrique, 260 p.,
125 F (19,05 €).

S'éprendre d'un roi du tango double d'un chef du cartel de la drogue, c'est s'exposer à de graves ennuis. Mais que diable allait faire Yolanda à Medellin ? Rechercher la trace d'un vague cousin qui jouait avec elle et qui, au docteur derrière l'évier, avant de devenir trafiquant de cocaïne, Yolanda, née en Colombie, était partie vivre à New York, dans ce quartier de Lower East Side où Jerome Charyn affectionne particulièrement, et c'est par là qu'elle se rattaché à la tribu déjantée des Isaac Sidel, Zyeux-Bleus, Marilyn la dingue. Mais le roman de leurs exploits, généralement limités à Manhattan, s'élargit avec l'arrivée du cousin de Colombie.

Les histoires de Jerome Charyn oscillent toujours entre le burlesque échevelé et la vraisemblance sans vraiment pencher d'un côté ou de l'autre. Dans le tourbillon qui entraîne des clairières de l'Amazonie aux rumbecaderos, ces écoles de tango où se nouent et se dénouent toutes les intrigues, des tribus indiennes aux palais présidentiels, ses personnages gardent toujours une félure qui les rend humains ; une part d'enfance inaliénable. Même s'ils semblent cantonnés à un rôle secondaire, les enfants sont d'ailleurs le principal enjeu de toutes ces aventures. Dans *Mort d'un roi du tango*, ce sont les gamins de la 129^e qui s'adonnent au crack dès leur plus jeune âge. Toute cette savante orchestration de complots, de guerres de clans, de réseaux d'épiyonnage, de trafics internationaux vise moins à décrire un monde devenu fou qu'à s'ancrer autour d'un seul pivot : la nostalgie.

Gérard Mendal

Passion

JÉSUS-CHRIST
OU LA LIBERTÉ
de Jean-Pierre Rosa.
Bayard, « L'aventure
intérieure », 248 p.,
110 F (16,76 €).

JÉSUS,
BOUDDHA D'OCCIDENT
de Raphaël Liogier.
Calmann-Lévy, 300 p.,
130 F (19,81 €).

Au sujet de Jésus, tout semble avoir été dit. Ainsi que le contraire. Parmi les figures réinventées de siècle en siècle, aucune ne fut pour l'Occident si décisive ni si multiple. Caution des pouvoirs, levier de contestation. Rassembleur et diviseur, énigme et transparence, croisée de l'humain et du divin. Silhouette incessamment redessinée. Chaque époque, en effet, mais aussi chaque école, chaque église, chaque commentaire en trace différemment le visage à la fois familier et inaccordable. Sous de tels amoncellements de gloses, il faut tenter, indéfiniment, de retrouver l'étonnement d'une rupture. Ainsi créa-t-on interminablement ce mythe paradoxal – dieu fait homme, amour infini, rémission des péchés – qui possède tant de puissance et relativement peu de contenu. Les principaux traits du Christ paraissent pourtant faire aujourd'hui l'objet d'un accord nouveau des historiens. Fini le temps où les « Vies de Jésus » – de Strauss à Renan et au-delà – faisaient scandale en mettant en cause, au nom de l'histoire, tel ou tel point de la légende pieuse. Semblé terminée également l'époque plus récente de Bultmann, sensible cette fois aux seules exigences de la foi, pouvant congédier les réalités empiriques en affirmant : « Nous ne pouvons rien savoir de la vie et de la personnalité de Jésus parce que les sources chrétiennes, très fragmentaires et envahies par la légende, n'ont manifesté aucun intérêt sur ce point et parce qu'il n'existe aucune autre source sur Jésus ». Aujourd'hui, soutient Jean-Pierre Rosa, il est devenu possible

Construction permanente du Christ



de dégager une trame d'événements et de paroles liés à l'existence de Christ avec une probabilité élevée. Si l'on considère cet ensemble que les experts tiennent pour assuré dans ces grandes lignes, ce qui frappe n'est pas seulement le « message d'amour » mais aussi, et surtout, l'ouverture à la liberté. Ce qui fait l'essentiel de l'apport du Christ, selon Jean-Pierre Rosa, c'est la volonté constante de défaire les contraintes, de desserrer les liens artificiels des préjugés. Chasser les marchands du Temple, renverser l'ordre des mœurs, housculer les réputations, détraquer les hiérarchies, parler aux prostituées, laisser aller la femme adultrée, voilà quelques signes connus de cette subversion. La tâche

d'émancipation est toutefois plus radicale : il s'agit, en fin de compte, de se défaire de la mort elle-même, et de s'adresser, universellement, à tout humain pour l'en délivrer.

Si la lecture que propose Jean-Pierre Rosa des interventions du Christ n'est pas radicalement nouvelle, son essai est intéressant et bien conduit. Il présente en effet l'image cohérente d'un homme – évidemment exceptionnel dans sa nécessité d'ouvrir un espace de liberté où il demeure possible de continuer à créer indéfiniment. Cet espace sans contenu prescrit, sans modèle détaillé, où le Christ est à la fois du côté du libérateur et du libéré, constituerait comme la possibilité même d'invention

des actes humains. On pourrait malgré tout se demander s'il n'y a pas, dans cette interprétation séduisante, une sorte d'anachronisme. La liberté dont il est question n'est-elle pas, pour une large part, une invention moderne, fort éloignée des temps du Christ ? Si l'on demandait d'admettre que cette liberté est transhistorique, qu'elle ne prend sens en ces termes qu'aujourd'hui mais demeure en son fond intemporel, il serait légitime d'exiger en retour que l'on reconnaîtrait combien l'hypothèse d'une pure et simple réinvention en termes modernes est, vraisemblable, elle aussi. De même qu'en apprenant que Ponce-Plaute était « antisémite » le lecteur se dit que le terme ne peut signifier la même chose à la fin du

Les siècles ne cessent d'inventer des figures de Jésus. Parmi les récentes, le voici en créateur de liberté et, plus inattendu, en héritier du Bouddha

XX^e siècle et sous Tibère, de même il en vient à penser que la liberté que l'on attribue aujourd'hui au Christ n'est sans doute pas celle de son temps.

« La liberté donnée sans contrepartie » est aussi pour Raphaël Liogier l'un des traits majeurs de l'action de Jésus. Mais cette liberté serait en fait, avec d'autres caractéristiques, héritée du bouddhisme. La thèse curieuse soutenue par cet ouvrage est en effet que le Christ a emprunté l'essentiel de sa spiritualité au Bouddha. Thérapeutique, égalitarisme, non-violence, tolérance, compassion constituent pour Raphaël Liogier des éléments suffisants pour parler d'une « similitude des messages ». Mais il ne se contente pas de mettre en parallèle des démarches et des doctrines. Il affirme possible de les faire dériver l'une de l'autre, et soutient que « le christianisme est un bouddhisme gréco-jui ».

Pour étoyer de telles conclusions, Raphaël Liogier doit se doter d'hypothèses que l'on pourrait dire extrêmement coûteuses. Il imagine en effet, à partie notamment des échanges que laisse supposer l'art gréco-bouddhique de Gandhara, et de tout ce qui reste à découvrir de l'empire des Kushans, l'existence d'une grande culture hellénistique-bouddhiste qui aurait éssaimé en Palestine et influencé les esprits. Encore faut-il imaginer, de surcroît, pour expliquer qu'on trouve si peu de traces de cette vaste influence et que mal ne se soit soucié d'en témoigner, quelque antique et tenace censure qu'il va falloir d'abord expliquer. Si l'on poursuit l'hypothèse jusqu'au bout, la vogue récente du bouddhisme en Occident ne serait le résultat ni d'une illusion ni

d'une réelle rencontre, mais l'effet de retrouvailles ignorées avec les racines du christianisme, une anamnèse imparfaita, un retour balbutiant aux origines perdues.

Laissons de côté toutes les différences et les incompatibilités entre christianisme et bouddhisme, sur lesquelles ce livre est extrêmement discret. Ce qui ne tient pas, dans sa manière d'opérer, c'est le passage de la comparaison des doctrines à l'affirmation d'une dépendance historique réelle. Il faut à l'historien d'autres preuves que les présomptions déductibles de tel ou tel parallélisme. Il existe indubitablement des analogies de structure entre certains thèmes grecs, chrétiens et certains thèmes bouddhistes. Si l'on soutient que les lois de l'esprit humain ne peuvent suffire à les expliquer, il convient de fournir des données supplémentaires, ou de suspendre son jugement. Un seul exemple : la démarche de Pyrrhon, fondatrice du scepticisme grec, rappelle par plus d'un trait celle des logiciens bouddhistes de l'école du Milieu. On sait en outre que Pyrrhon alla en Inde avec les armées d'Alexandre, à une époque où se formait ce type de raisonnement. Mais on ne saurait rien en conclure, aussi frustrante que soit cette prudence élémentaire. Tant qu'on ne dispose pas – dans des textes qui peuvent rester à découvrir – d'un renvoi explicite ou d'une citation nette, tant qu'aucun vestige archéologique ne viendra confirmer une relation effective, on sera réduit à des hypothèses. Ce qui n'a rien à voir avec une connaissance effective.

Sans doute nos esprits ont-ils une forte tendance à reconstruire l'histoire pour qu'elle s'agence enfin en un tout, qu'elle possède un commencement, un déroulement suivi. Il nous faut le plus souvent une clé, un point de départ, un fil directeur. Un seul, de préférence. Nous ne trouvons guère commode qu'il y en ait plusieurs, que le monde ait des pôles divers et des foyers indépendants. Mais après tout, comme disait finement Kant, « mon esprit n'impose aucune nécessité aux choses ».

Un Jésus chrétien et un Jésus juif

Deux images de l'homme de Nazareth qui, vingt siècles après, illustrent l'écart entre les deux communautés religieuses

JÉSUS, L'HOMME QUI ÉVANGÉLISERA DIEU
de René Luceau.
Seuil, 25 p. 120 F.

JÉSUS RENDU AUX SIENS
de Salomon Malka.
Albin Michel, 230 p. 98 F.

gile des pauvres » dont il tourne les pages avec émotion. Il y décrit un Jésus de conviction et de compassion, bousculant frontières et conventions, s'adressant aux tables interdites, s'adressant aux pauvres et aux petits, guérissant les malades au jour de sabbat.

Cette « incarnation » d'un Messie qui prêche le salut par l'amour des ennemis devrait déboucher sur la rupture avec l'univers religieux issu de la loi de Moïse ? Cette thèse est connue. Mais l'enquête passionnante que vient de publier Salomon Malka montre que la fatalité de la rupture avec le judaïsme n'est pas si facile à établir.

Le premier grand livre « juif » sur Jésus, de Joseph Klausner en 1922, avait fait scandale pour avoir démontré le soin mis par Jésus à

respecter, jusqu'à sa dernière nuit, la Loi juive. Après lui, Salomon Malka nous entraîne chez ces exégètes et philosophes juifs qui font de Jésus l'un des leurs et ont fait franchir des bonds à la compréhension des rapports entre juifs et chrétiens. Les pages les plus étonnantes de son livre sont celles de la reconstitution du « procès de Jésus » par Haim Cohen, les plus séduisantes celles de David Flusser qui démontre les correspondances entre les paraboles du Christ et les textes rabbiniques et talmudiques. Pour Flusser, « la compassion pour les pêcheurs, l'amour d'autrui, la célébration des humbles, des pauvres reprises et prolongées par la tradition rabbinique ». Après vingt siècles, l'histoire n'a pas encore tranché.

Henri Tincq

Gérard Genette

Le propos est d'esthétique en général, de poétique en particulier, de musique parfois, de peinture souvent. G. G.

FIGURES IV

Editions du Seuil

٥٦٣ من الأصل

Force contreire

Michel Wieviorka analyse la violence urbaine et met en cause les institutions

VIOLENCE EN FRANCE de Michel Wieviorka. Seuil, 345 p., 140 F (21,34 €).

Les violences urbaines sont, certes, développées sur fond de crise économique et sociale, d'exclusion ou de précarisation de pans entiers de la population. Mais elles sont aussi liées à la crise des institutions qui, par leurs carences, leurs blocages, contribuent à générer les problèmes qu'elles disent vouloir combattre. Telle est la thèse centrale du dernier ouvrage de Michel Wieviorka, fruit d'un travail réalisé avec huit autres chercheurs du Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (Caisdis) de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Ce livre dense, qui aurait gagné à être écrit de manière plus claire, présente les principaux résultats d'une recherche collective lancée à l'initiative de la RATP. Un seul chapitre – consacré aux « grands frères », chargés par le réseau de faire de la médiation dans les bus de la banlieue parisienne – est toutefois en lien direct avec ce service public. D'autres enquêtes sont consacrées à des territoires – Le Havre, la banlieue lyonnaise, Strasbourg, Saint-Denis –, tout étant « entrobé » par une analyse sur les défis que les violences urbaines lancent à la République.

Postulat de base : la violence « est à la fois filie et mère du changement ». Elle n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était il y a trente ans, du temps où certains intellectuels comme Jean-Paul Sartre ou Michel Foucault pouvaient lui accorder une légitimité. Pas question, aujourd'hui, d'en faire une condition favorable à la mise en place de nouveaux rapports sociaux. Même si elle est le signe d'une époque charnière, « une variante de la maladie sévile d'une société industrielle en déclin et d'institutions républicaines à bout de souffle » et « une des modalités de la maladie infantile d'une société qui s'invente ».

Marie-Pierre Subtil

tions républicaines à bout de souffle » et « une des modalités de la maladie infantile d'une société qui s'invente ».

Les nouvelles formes de violences marquent la fin de l'ère industrielle, la disparition d'une époque où les classes populaires étaient intégrées socialement par le travail. Aujourd'hui placées « hors rapports sociaux, ou presque », ces mêmes classes sont perçues comme inutiles, voire menaçantes. Preuve en est la représentation des jeunes des quartiers de relégation, perçus comme des barbares aux portes de la ville. Les médias portent leur part de responsabilité, qui désignent les « classes dangereuses ». Mais ce sont surtout les institutions qui ce livre montre du doigt.

Michel Wieviorka remarque qu'il règne une violence considérable dans les écoles américaines, mais que celle-ci ne vise pas l'institution en elle-même. De même, en Italie, la violence existe, mais il n'y a guère d'agressions contre les institutions. En France, la spécificité réside dans l'affaiblissement du système institutionnel. Et cet affaiblissement « suscite d'autant plus le ressentiment et la rage que bien des intellectuels et des acteurs politiques continuent de vanter les mérites abstraits de la République ».

En conclusion, le chercheur énumère une série d'urgences. Il faut, selon lui, reformuler le service public, décliner l'institution par institution, ce qu'il doit être pour être conforme à son concept, lui donner une dimension politique. Il faut aussi que des débats démocratiques, au plus près de la réalité du terrain, traitent de ces questions « autrement que par l'appel incantatoire et répressif à des principes abstraits ». Manière d'interroger les acteurs politiques, nationaux comme locaux, les violences urbaines traduisant, selon Michel Wieviorka, leurs carences.

Marie-Pierre Subtil

John Morris ? Un journaliste qui était, dans les années 40 à 80, « directeur photo » dans de grands quotidiens et magazines américains : *Life*, *New York Times*, *Washington Post*, *Ladies'Home Journal*, *National Geographic*. Ce « voyeur des voyeurs » a embaumé des photographes, leur a confié des reportages, les a « dirigés », a choisi leurs images, les a écoutées, assistés ou maternés, s'est battu pour leur trouver une place toujours plus importante dans les journaux.

John Morris a occupé des postes qui lui ont permis d'observer et de raconter une profession prompte à vivre dans l'instant, à livrer des images mémorables, mais peu encadrée à en écrire l'histoire. Justement, cette vie au service du photojournalisme est une façon ailleurs et non dénuée d'humour. Morris mêle plusieurs histoires qui se recoupent : la sienne, celle des grands événements (en 1968, il se trouve dans l'hôtel de Bob Kennedy quand ce

John Morris, le « voyeur des voyageurs »

Soixante ans de photojournalisme racontés avec verve et passion par celui qui fut le directeur photo des plus grands journaux américains et dirigea un temps la rédaction de *Magnum*

DES HOMMES D'IMAGES de John Morris. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sabine Boulongne. Éditions de la Martinière, 400 p., 115 photos, 169 F (25,76 €).

La figure de Robert Capa, cofondateur de l'agence Magnum avec Cartier-Bresson et Chim Symour, hante le livre instructif et émouvant que vient de publier John Morris, quatre-vingt-deux ans, qui retrace ses soixante ans de photojournalisme. Il rencontre pour la première fois « ce poisson de Bob » en 1939, en train de « s'éduquer » avec une jeune fille sur une patinoire de New York, et assiste à son enterrement, en 1954, après que le photographe de guerre eut sauté sur une bombe durant la guerre d'Indochine. Capa est, avec Eugène Smith, le photographe qui a sans doute le plus marqué cet Américain élégant installé à Paris, « la capitale mondiale du photojournalisme ».

John Morris ? Un journaliste qui était, dans les années 40 à 80, « directeur photo » dans de grands quotidiens et magazines américains : *Life*, *New York Times*, *Washington Post*, *Ladies'Home Journal*, *National Geographic*. Ce « voyeur des voyageurs » a embaumé des photographes, leur a confié des reportages, les a « dirigés », a choisi leurs images, les a écoutées, assistés ou maternés, s'est battu pour leur trouver une place toujours plus importante dans les journaux.



A l'extrême gauche Robert Capa, à l'arrière plan John Morris, au centre David Seymour, à l'extrême droite Henri-Cartier-Bresson et, en bas à droite, Lee Miller

Gabin que je suis à Paris. Paris n'est pas la même sans lui.»

John Morris dresse au fil des pages de jolis portraits de photographes, de Werner Bischof à Ernst Haas. Il raconte comment il a choisi, pour entrer à Magnum, Elliott Erwitt à la place de Robert Frank. « Je me suis souvent demandé ce qu'il serait advenu si Robert Frank avait fait irruption chez Magnum avant Elliott Erwitt. »

Morris est aussi un libéral (de gauche) qui décrypte les fonctionnements de journaux, leur façon de tordre l'information ou le sens de l'image, leurs mœurs féroces : on peut très bien y graver les échelons – il a commencé comme préposé au courrier à *Life* – comme être « viré » en une demi-heure. Il n'est pas tendre avec Henry Luce, le très conservateur fondateur de *Life*, et il explique comment les rares photos de l'Holocauste passèrent inaperçues : les premières publiées dans *Life* furent « tristement » reléguées en page 34, « en face d'une publicité pour la soupe Campbell ».

En marge des journaux, John Morris a été, entre 1952 et 1961, le directeur de la rédaction de l'agence Magnum. Du beau monde. Ces photographes comptaient sur l'agence pour faire écran entre leur travail et la presse. Morris dresse le portrait d'une « famille » pour le moins désorganisée à l'époque, où l'on buvait du champagne entre « photographes, personnel, épouses et maîtresses », et que Capa présidait avec fantaisie – ce dernier était venu chercher Morris à sa descente d'avion à Paris, en voiture décapotable, directement sur la piste d'atterrissement pour l'emmenner illégalement aux courses de chevaux.

Bref, c'est une époque dorée que raconte John Morris, qui témoigne d'une confiance inébranlable dans l'image de presse. Les pages consacrées à la situation actuelle sont brèves. À Diana, il préfère Capa. On peut le comprendre.

Michel Guerrin

Identités bibliques

Discutant l'historicité des écrits testamentaires, Marie-Françoise Baslez révèle des modèles religieux contrastés. Au péril d'une érudition élitiste

BIBLE ET HISTOIRE Judaïsme, hellénisme, christianisme de Marie-Françoise Baslez. Fayard, 480 p., 150 F (22,86 €).

Comment les écrits bibliques s'inscrivent-ils dans l'histoire ? Comment, par un mouvement de va-et-vient incessant, l'historien peut-il éclairer le texte biblique par un savoir fondé par ailleurs et, en retour, affiner sa perception du milieu où il fut rédigé par une analyse des textes eux-mêmes ? Tâche ardue, car une part importante de cette littérature reste anonyme et, souvent, se veut hors du temps. Mais il ne peut y avoir d'écrits sans auteur : quand bien même il s'efforce de gommer toute référence à un temps et à un lieu, comme dans les écrits essentiels, l'auteur, aussi inspiré soit-il, trahit, bon gré, mal gré, son temps et son lieu. C'est donc à une question d'importance que s'attache, en historien, Marie-Françoise Baslez, centrant son enquête sur les textes rédigés entre le III^e siècle avant J.-C. et l'extrême fin du I^e siècle après J.-C., allant du temps de Qohélet (*L'Ecclesiaste*) à celui de l'*Apocalypse* de Jean. Fort intelligemment, elle néglige la coupure entre Ancien et Nouveau Testament, considère comme un tout la littérature juive hellénistique, y compris la première littérature chrétienne (qui est l'œuvre de juifs), et les textes évangéliques.

Suivant un ordre chronologique, elle aborde en onze chapitres une succession de thèmes de première importance pour qui veut comprendre les transformations du judaïsme hellénistique au contact de l'hellenisme et les origines de l'Eglise primitive : l'origine et la fonction de la Bible en grec, la place de Qoumrân

dans la religiosité juive, le milieu de Jésus, ou les relations entre les chrétiens et le pouvoir. Chaque chapitre s'appuie donc sur un texte, ou un ensemble de textes dont l'analyse lui permet de comprendre les aspirations des fidèles, les enseignements des maîtres et les comportements des autorités à la lumière des transformations politiques, économiques, sociales, culturelles que connaît la Judée. Aussi à l'aise avec les Etats hellénistiques qu'avec les structures de l'Empire romain, Marie-Françoise Baslez fournit une foule de notations parfois originales, plus souvent négligées, qui contribuent à dessiner les contours d'une identité juive en quête d'affirmation face à l'hellenisme majoritaire.

RUPTURE OU UNIVERSALITÉ

L'importance accordée aux questions d'identité paraît, à titre, pleinement justifiée car l'une des découvertes de juives hellénistique est sans doute le caractère irréductible de la tradition juive par rapport au modèle grec dominant. L'attention portée aux langues, aux noms, au respect plus ou moins scrupuleux des traditions, sont autant d'indices de ce souci identitaire. Et l'auteur a raison d'insister sur la diversité des acteurs que révèlent les textes : entre ceux qui prônent la rupture avec un monde où il est décidément impossible de vivre sa foi et sa loi, telles les Esséniens, et ceux qui croient possible de gommer toute différence, fit-ce au prix de l'abolition des symboles les plus forts, comme la circoncision (ainsi le grand-prêtre Jason vers 175 avant J.-C.), de multiples tentatives médiévales, où les rabbis pharisiens jouent le rôle décisif, frayant la voie à la survie d'un judaïsme ultra-minoritaire dans un monde étranger, tandis que les débats entre les premiers chrétiens

créent, consciemment ou non, les conditions du succès de la mission et donc de l'universalité.

En analysant cette riche littérature (mais pourquoi faire si peu de place aux apocryphes ?), Marie-Françoise Baslez aborde un aspect essentiel. Et pourtant demeure une insatisfaction diffuse, que n'apaisent pas les derniers chapitres, les plus réussis. Sans doute est-on plus d'une fois gêné par le caractère allusif de certains développements, qui renvoient à des débats connus des spécialistes mais d'eux-seuls. De même, à défaut d'un exposé de la situation politique dans la Judée hellénistique, quel lecteur pourra suivre vraiment les développements consacrés aux livres des Maccabées, *Daniel*, *Esther* ou *Judith*, sans parler de l'*Ecrit du Damas* ? Le livre juxtapose trop souvent des développements pointus dont la succession logique apparaît mal, faute de signaler à un public supposé averti un arrêté planifié connu.

Or, puisque le livre est destiné à un public plus large, le rappel des enjeux et du contexte général,

sous la direction de Bogumił Jęsiewicki. Cahiers d'études africaines (EHESS, 54 bd Raspail, 75006, n° 150-152, 734 + VII p. Abonnement 280 F (42,68 €).

Du dehors, sous le regard des puissances, le continent africain paraît livré sans recours au feu des violences autant qu'aux catastrophes et aux maux que la nature y engendre. D'Alger à Johannesburg, de Brazzaville à Kigali, la géographie de la violence révèle toutes les formes et toutes les intensités que celle-ci peut prendre, jusqu'à devenir une fureur génocidaire. La mondialisation des médias contribue à universaliser et vulgariser l'image d'une Afrique où l'ordre établi par des Etats jeunes déjà délabrés, où les configurations politiques et sociales se décomposent, où les corps dévient les enjeux des conflits. Une médiation dramatisée dont se nourrit l'imagination des victimes de la violence, qui finissent par se convertir en participants volontaires et actifs. Autodéfense, dans les anciennes puissances dominantes et au sein des organisations internationales, on oublie les responsabilités mais non les intérêts à préserver ; on s'y transforme en acteur plus discret, épousant de temps à autre la fonction du médiateur armé, encourageant les entreprises humanitaires, laissant aux opinions publiques la charge de faire pression par des mobilisations émotionnelles.

L'impressionnisme horrifié n'avance en rien une connaissance des faits qui manifestent les aspects des actualités violentes africaines, leur relation à un passé où d'autres violences

avaient mis en mouvement conflictuel des forces « du dedans » et des forces « du dehors ». Le dossier que les *Cahiers d'études africaines*, sous la direction de Bogumił Jęsiewicki, consacrent aux « déchirures » du continent apporte une nécessaire contribution à la connaissance vraie, non fantasmée, des situations. Cet ouvrage collectif, qui rassemble une vingtaine de contributions dues à des chercheurs africains et non africains, est celui qui remédie au défaut d'informations précises et au déficit d'analyses rigoureuses. Il ne se présente pas comme un inventaire de toutes les violences,

Géorges Badoyer mais comme une suite d'études effectuées dans les régions les plus touchées par la violence extrême ou entretenu à l'état endémique. Ce qui explique l'attention portée principalement sur l'Afrique centrale et la région des Grands Lacs, ce qui remédie au déficit d'analyses rigoureuses. Il ne se présente pas comme un inventaire de toutes les violences,

chirurgie coloniale avait construit en un autre temps de violence, avec le découpage arbitraire du continent et le blocage des processus historiques et politiques endogènes. Une proposition complémentaire conduit à l'examen de la « relation complexe entre « libéralisation » du recours à la violence et processus politique de décolonisation », avec le souci de ne pas paraître porter appui à la thèse de l'impossibilité africaine d'accéder à la démocratie.

La volonté d'identifier ce qui tente de s'accomplir par la violence ne masque ni ce qui tient aux réurgences du passé ni ce qui conduit aux massacres et aux dramatisations de la cruauté ou à une banalisation faisant que des femmes et des enfants armés vont à la violence comme à un travail. Les allusions à la mondialisation de la violence et de ses images médiatisées conduisent à une réflexion plus générale. Ce qui donne toute sa portée à un livre irremplaçable.

Le Monde EN POCHE
LES RÉGIONS
Marabout
39 F
Chez votre librairie
Le Monde MARABOUT

(I) Fayard, 1991.

[٥٥٣ من الأصل]

celui qui fut le directeur photo
éditeur de Magnum

L'événement au cœur de l'utopie

A partir du « rêve non réalisé, mais non pas irréalisable », Michèle Riot-Sarcey réinstalle l'événement au centre du territoire de l'historien

LE RÉEL DE L'UTOPIE
Essai sur la politique
au XIX^e siècle
de Michèle Riot-Sarcey,
Albin Michel, « Bibliothèque
Histoire », 320 p., 140 F (21,34 €).

Foucault, Adorno, Benjamin : se placent sous ce triple patronage, Michèle Riot-Sarcey énonce d'emblée une approche qui n'est pas traditionnelle aux historiens, singulièrement aux spécialistes de l'histoire politique, toujours soucieux de retrouver les grandes lignes d'une *data* – fut-elle révolutionnaire. Renversant les postulats, Michèle Riot-Sarcey refuse donc tout autant d'envisager l'événement à partir d'un amont (qui en constituerait rétrospectivement le pré-événementiel) que d'un aval (qui le lit nécessairement au moyen de grilles orthodoxes) pour tenter de le cerner comme discours hétérodoxe produit par l'événement lui-même.

D'où l'importance de saisir, d'abord, ce qu'est un événement, terme banalisé s'il en est des études historiques. Au-delà même de l'étyologie, l'événement tel qu'il s'impose est « une conjoncture impensable dans les termes traditionnels, ou moment de son avènement, et qui est irréductible au mode de penser commun ». Impensable dans la contemporanéité, il ne peut être repensé *a posteriori* que dans le cadre « du continuum d'une histoire reconstituée » contre lequel il s'inscrit pourtant par sa nature même. Ainsi s'explique, face aux discours des politiques de tous bords, désireux avant tout de préserver, ou de capter, le pouvoir en récupérant l'événement par l'imposition d'une lecture paradoxale, cette prolifération de discours « utopiques » nés de l'instant et de son vécu sur le terrain. Utopie qui réside autant

dans la nature des propositions que dans l'espoir de prolonger la spontanéité et l'indécision de l'événement par un discours qui nécessairement ne peut qu'échouer à vouloir le fixer. Michèle Riot-Sarcey a raison, par exemple, de faire remarquer, à propos de la révolte des canuts lyonnais en 1831, que les politiques « se [sont alors] préoccupés moins des motivations des insurgés que de produire un sens, d'élaborer une vérité commune ».

FONCTION DE RUPTURE
Riche en turbulences nées de l'inachèvement des années révolutionnaires, le premier XIX^e siècle s'offre comme un terrain idéal pour l'analyse que se propose de faire Michèle Riot-Sarcey : des grands mouvements, entraînés et récupérés par les pouvoirs, aux « événements » insaisissables (la révolte des canuts de 1831), ce qui se joue c'est l'inscription du social dans la politique. D'où l'intérêt de ces parades d'inconnaissables qui justifient triplement cette étude du « réel de l'utopie » : face aux discours installés, et récupérateurs ou anathémisants (le rejet de l'utopie se fait au nom de son immoraltisme), elles inscrivent l'événement dans l'ordre de l'analyse en cherchant à comprendre les motivations des acteurs ; de la sorte, elles brisent ce que l'on appellera le « métadiscours institutionnel » de la linéarité et rétablissent l'événement dans sa fonction de rupture ; enfin, elles bouleversent les relations de la politique et du social, affirmant que celui-ci et celle-là ont partie liée (on lira, en particulier, le « petit chef-d'œuvre » adressé au *Globe*, pp. 172-173, d'une lucidité qui suffirait à disqualifier, hier et aujourd'hui, tout politique professionnel...).

C'est que l'événement n'est jamais réductible pour qui le scrute sans *a priori* : le propre de ces utopies non scientifiques (entendues par la non constituées en systèmes prétablis) – mais non dénuées de poésie – est ainsi de faire surgir non des concepts, mais des personnes. C'est alors qu'accèdent à la représentation aussi bien « la catégorie peuple que la catégorie femme », jusqu'alors « représentées » (c'est-à-dire objets de discours abstraits), mais « construites hors de tout accès aux capacités historiques ». De tels propos feront sans doute frémir les thuriféraires des socialistes et des féminismes germanopratis : il n'en demeure pas moins vrai que le grand mérite de Michèle Riot-Sarcey est d'avoir montré que le discours des historiens rejette souvent celui des politiques par le désir d'occuper les marges. L'idéologie lisse (quelle qu'en soit la nature) des uns rejette l'efficacité (par quelque moyen que ce soit) des autres. Il est bon que les livres comme celui-ci rappellent que le domaine de l'histoire n'est pas de soumettre le passé à une vérification d'autour’hui, mais de saisir l'impact de l'événement dans son *hic et nunc* d'origine. Sans doute est-ce pourquoi il était important que fut publié un travail qui, en circonscrivant ainsi la notion d'événement, rappelle par-delà la spécificité de ceux analysés ici, que c'est toujours d'elle que sourd ce qu'un poète contemporain a nommé « la vérité de prologue ». Un sujet qui, précisément, est au cœur même des utopies ici parcourues...

Daniel Coury

* En contrepartie de l'étude de Michèle Riot-Sarcey, on pourra se délecter du *Nouveau Monde amoureux*, de Charles Fourier, que publie Simone Debout-Oleskiewicz chez Stock (516 p., 160 F [24,39 €]).

Corse : le « Livre noir » du tourisme

Derrière l'image d'*« île de Beauté »*, l'enquête de Paul Silvani permet de comprendre l'enjeu réel du développement insulaire

**ENQUÊTE SUR L'OR BLEU
DE LA CORSE**
de Paul Silvani.
Ed. Alibiana (BP 83 20176, Ajaccio Cedex 1), 224 p., 140 F (21,34 €).

ment. Absolument. Surtout aux yeux des représentants de la diaspora, soucieux de préserver intacte la vision de la Corse originelle dont ils gardent une nostalgie inquiétante à force de passerelle.

DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT

Qu'on ne se méprenne pas toutefois ! L'ouvrage n'a rien d'un pamphlet, mais relève bien de l'investigation journalistique. Tentant de comprendre la position ambiguë des Corse vis-à-vis du développement touristique, vu du continent comme la seule réelle possibilité d'envol économique au lendemain de la deuxième guerre mondiale, Paul Silvani cite d'entrée le constat lapidaire, paru au *Journal officiel* du 19 avril 1957 et qui justifie le décret intitulé Plan d'aménagement de la Corse, sorte de programme d'action régionale élaboré par le gouvernement de Front républicain du moment : *Tout faire de la Corse par prédestination un "gîtement touristique" de classe internationale, mais l'exploitation de cet incomparable potentiel n'en est encore qu'à ses débuts.* Des documents officiels comme des échos parus dans la presse nationale ou locale – témoignage propre ou propos recueillis au cours d'enquêtes menées pour les quotidiens auxquels l'auteur a prêté son concours –, l'analyse n'est pas aveugle. Et ce souci très didactique de l'illustration permet au lecteur, peu familiarisé avec la mise en perspective historique d'une protestation politique sur l'atteinte au littoral, souvent médiatisée mais rarement décryptée, de comprendre l'enjeu réel du développement insulaire : les premiers combats contre les atteintes à l'environnement révèlent les Corse comme autant de cousins modernes de Monsieur Jourdain qui font de la résistance écologique sans le savoir.

Représenter – avec une précision d'autant plus précise qu'elle est rare – les textes officiels, du rapport

du comte François Peraldi (1959) à la directive territoriale d'aménagement de 1998, comme le récit des affrontements successifs, depuis le rêve contrarié de complexe touristique et résidentiel de l'Aga Khan (1961) finalement réalisé sur la côte nord-est de la Sardaigne voisine, Paul Silvani passe en revue quarante ans de combats légitimes et d'occasions manquées, sans manichéisme ni activisme déplacé. Qui se souvenait de l'incroyable épisode du projet d'expérimentation nucléaire sur l'Argentella (1960), première victoire de la préservation écologique masquée par un contexte politique d'une gravité exceptionnelle ? Le refus des projets de centrales EDF comme la croisade contre les « boues rouges » déversées au large de la Toscane par la Montedison, géant de la pétrochimie italienne, ont laissé un souvenir moins fugitif, surmonté parfois très violents – Paul-Emile Victor ne soutenait-il pas le mouvement d'un explicite « Opposez-vous, même par la force, au refus des boues rouges ! » – en phase avec la température politiquement élevée des années 70. C'est du reste le grand mérite de Paul Silvani de donner à lire une histoire récente de la Corse qui redonne quelques clés essentielles d'un comportement insulaire où l'idéologie joue peut-être moins que la conscience de soi. Rappelant les contestations des deux dernières décennies, couvertes souvent d'une revendication politique explicite, l'auteur apporte là une contribution précieuse à l'histoire récente de la Corse, déprise des lieux communs en vogue.

Ph.-J. C.

* Dans la même optique singulière, Paul Silvani a publié chez l'éditeur marseillais Autres temps *L'île d'âtre* (192 p., 100 F [15,24 €]) et contribué à un collectif tourné vers l'avenir de l'île, *Tous les matins de Corse* (160 p., 85 F [12,95 €]).

Le citoyen et le bruit du monde

Rumeurs, dérapages... Ignacio Ramonet égrène les vices de la course à l'information et du « tout communication ». Une alerte par trop pessimiste

**LA TYRANIE
DE LA COMMUNICATION**
d'Ignacio Ramonet.
Ed. Gallimard, 206 p.,
138 F (21,03 €).

La charge est menée tambour battant. Le constat est d'une incertitude déprimante. Voici, ramassés en deux cents pages de rythme prompt et de colère fluide, tous les motifs de redouter les conséquences de l'information mondialisée et de l'argent débridé sur le fonctionnement des démocraties. Ignacio Ramonet, qui dirige *Le Monde diplomatique* depuis 1991, a eu le goût de recenser, à partir de cet observatoire privilégié, les périls que la presse (écrite et surtout télévisée) affronte aujourd'hui. Le gage que dans les écoles de journalistes on s'y réfère souvent. Sous le sceau de cette formule terrifiante du magnat américain William Randolph Hearst, le modèle du Citizen Kane d'Orson Welles, qui disait, paraît-il, à ses journalistes : « N'acceptez jamais que la vérité vous prive d'une bonne histoire ! »

L'auteur énumère les facteurs de dérapage. Au premier rang, l'accélération des nouvelles résultant des progrès techniques qui privent souvent les journalistes du loisir nécessaire à l'esprit critique. Pour classer, hiérarchiser, recuperer les sources, il faut plus que le temps d'un soupir. L'appel au toujours plus vite et l'obsession d'être devancé par la concurrence paralyse parfois jusqu'au simple bon sens. Une place est la « communication » financée, organisée, gouvernée par les acteurs et les firmes. Elle nourrit trop, l'urgence aidant, les écrits des journalistes puisque la frénésie de la vitesse et l'insuffisance des moyens d'investigation les portent à trop faire fond sur les dossiers qu'en leur fournit tout préparé. Une autre évolution délétère est

le déséquilibre au profit des pays riches et surtout des Etats-Unis. Déséquilibre qui risque, si l'Europe et l'Asie ne réagissent pas, de ne plus laisser voir le monde qu'au seul miroir américain. Le signe le plus inquiétant est fourni par la longue liste des erreurs et des bûches que l'auteur établit avec verve. Le faux charmeur de l'insolence est devenu un cas d'école. Mais on en trouvera ici bien d'autres. Leur portée est d'autant plus grande qu'un esprit de confraternité excessive pousse les organes de presse à ne pas assez se critiquer mutuellement. Les dirigeants de *Stern* et de *Paris-Match*, après la

jean-Noël le Noiret, publication dans leurs colonnes des faux carnets de Hitler, ont été malmenés par leurs confrères. L'indulgence espère, en cas de besoin, la réciprocité.

Le livre d'Ignacio Ramonet figure ainsi avec talent dans une littérature de dénonciations et d'inquiétude. Mais on se sent seul à en raffiner complètement le pessimisme. Comme historien, on se prend à regretter un manque de recul, qui aboutit à embellir implicitement le passé pour noircir le présent. Et pourtant très souvent les défaillances décrites sont surgies dans la mémoire des précédents multiples. Traînes, approximations intéressées, gênes, réflexes d'abord, puis d'au-delà. Comme historien, on se prend à regretter un manque de recul, qui aboutit à embellir implicitement le passé pour noircir le présent. Et pourtant très souvent les défaillances décrites sont surgies dans la mémoire des précédents multiples. Traînes, approximations intéressées, gênes, réflexes d'abord, puis d'au-delà.

Quantité d'études empiriques prouvent pourtant que ses comportements se déterminent sous un grand nombre d'autres influences que celle de la seule télévision : envers cette dernière la capacité de recul critique a beaucoup augmenté, au fil des décennies, chez nos concitoyens.

Qu'il faille encore beaucoup trailler dans cette direction (notamment en développant à l'école et à l'université l'initiation à la critique des images), bien sûr ! Mais c'est le risque d'un diagnostic trop sombre que d'encourager paradoxalement à la résignation. Et pourtant, si la lucidité inspire l'action au lieu de la décourager à force de chagrin, le pire ne sera pas certain.

Antoine Porcu,
« homme
de fer »

**AVVENTURES ET
MÉAVENTURES
D'UN FRANCO-SARDE
ATYPIQUE**
d'Antoine Porcu.
Ed. de la plus haute
tour/Diographe,
212 p., 100 F (15,24 €).

I n'est pas sûr que le livre d'Antoine Porcu soit le coup d'édition de l'année. Qui connaît Antoine Porcu ? Pas tant de monde, quand on y songe. On peut douter que le titre, *Aventures et mésaventures d'un Franco-Sarde atypique*, déclenche d'irrésistibles réflexes d'achat. « Préface de Gilles Perrault », il est vrai, mettra la puce à l'oreille de quelques-uns : ermite judiciaire, espionnage, héros de la Résistance calomnié, parachutiste repenti ? Mieux que cela. Communard, sidérurgiste, député, collaborateur de Charles Fiterman au ministère des transports, puis président de l'Office de la navigation – « Un bolchevik à la tête de certains français », s'alarmera Minuit, attentif –, Antoine Porcu n'a que de modestes titres à l'attention de ses contemporains, sans parler de la postérité. Il n'est pas tout à fait impossible qu'il en convienne, d'ailleurs, bien que son livre s'acheve sur des « propos pour ouvrir sur le troisième millénaire » – l'audace des timides.

Mais entre l'émigration, de Sardegna en Lorraine, d'une famille antifasciste, l'entrée au PCF pendant l'Occupation, le stalinisme à la française, la bataille de la sidérurgie, il y a vingt ans, et le non-renouvellement de sa carte de membre du PCF, en 1984, il s'est passé, dans la tête de ce militant jovial, des choses qui mériteraient d'être racontées. Le communisme français était fait aussi de ce combat de classe quotidien, moins caricatural que ne le voulait sa propagande, plus subtil que ne l'avouaient ses combattants eux-mêmes.

Patrick Jarreau

Un livre génial, planté sur le plus précieux des terreaux, la haine.

Gilles Martin-Chauffier, *Paris-Match*

François
FRAIN

Peau de fesse

romun

**UNE ENFANCE
FRANÇAISE**

Fayard

384 pages

120 F

La sincérité d'un ton, d'une souffrance.
Roland Brival, *Elle*

FAYARD

كتاب من الأصل

L'EDITION FRANÇAISE

● Patrice Delbourg, la contrefaçon et le prix Apollinaire. La cour d'appel de Paris a confirmé, par un arrêt rendu le 26 mars 1999, le jugement du 26 septembre 1997 du tribunal de grande instance de Paris (TGI), qui avait condamné Patrice Delbourg (et son éditeur, Le Cherche-Midi), pour avoir contrefait des poèmes inédits de Thierry Mattei. Bien que condamnés à payer 50 000 F (7622,45 €) à titre de dommages-intérêts ainsi qu'à verser une indemnité de 12 000 F (1289,38 €), Patrice Delbourg et son éditeur avaient porté cette décision devant la cour d'appel. Or la cour a non seulement confirmé le jugement rendu par le TGI, mais a condamné les appellants *in solidum* à payer à Thierry Mattei une indemnité de 8 000 F (1219,60 €) pour ses frais irrépétibles d'appel. De plus, elle a autorisé ce dernier à faire procéder à trois mesures de publication aux frais de ses adversaires dans la limite d'un coût global de 45 000 F (6860,20 €).

Dès lors, Thierry Mattei et son avocat, M. Vincent Tolledano, s'interrogent sur « ce que compte faire le jury du prix Apollinaire, le fameux « Concours de la poésie », que présidé Robert Sabatier, puisque le livre contrefaisant, judicieusement appelé L'Ampleur du désastre, avait reçu le prix Apollinaire 1996 ».

● L'Association des bibliothécaires français (ABF) a reçu le prix suédois Stig-Dagerman pour son action en faveur de la liberté d'expression dans les bibliothèques : « Nous suivons vos travaux et soutenons votre combat contre le Front national et ses tentatives d'étaffement de la démocratie. » Depuis 1995, l'ABF se préoccupe de la situation hors normes des bibliothèques de plusieurs villes administrées par le Front national. Pour aider les professionnels, elle a publiée une brochure, *Acquisitions et bibliothèques de service public*, qui rappelle les réglementations. Elle a aussi lancé une pétition pour le respect du service public et une campagne d'information sur les pressions politiques de l'extrême droite.

● Nouvelle collection. Les éditions Armand Colin lancent « Renouveaux en psychanalyse », une collection dirigée par Serge Tisseron et Eric Adda. Les textes - de psychanalystes, ethnologues, sociologues ou philosophes - se proposent soit d'envisager les problèmes posés par les formes contemporaines de la pathologie », soit d'aborder l'inconscient avec un ton ou une humeur inhabituelles ». Les premiers ouvrages, à sortir le 8 avril, sont : *Le Mensonge indispensable : du trauma social au mythe*, de Pascal Hatchet, et *L'Adulterie au féminin et son roman*, d'Annik Houel. Le rythme de parution devrait être de quatre titres par an, chacun proposé à 110 F (16,77 €).

● Prix littéraires. Le prix du livre politique a été décerné à Alain Duhamel pour *Une ambition française*, publié chez Plon. Par ailleurs, le jury du prix Renaudot a élu deux nouveaux membres : Dominique Bona et Jean-Noël Pancrazi, aux fauteuils de Francis Ambrière et Alain Bosquet, récemment disparus.

Rectificatif

● Le titre du roman de Michael Ondaatje n'est pas *Nuits blanches, matins bleus*, comme nous l'indiquions dans « Le Monde des livres » du 26 mars, mais *Buddy Bolden, une légende*.

THEATRE RECLAME MAISON DE LA POESIE

Printemps italien
Images et voix

Avec le soutien du Institut Italien di Cultura de Paris
présentation : Gabriella Sica

Passolini / Ophelia Orsiello
Pozzani / Sergio Maggioli
Ungaretti / Piero Clementi
Caproni / Xavier Deluc

01 44 54 53 00
Entrez Théâtre, Passage Marais
187 rue Saint-Martin, Paris 3^e

La soufflerie d'Audiberti

Trois journées d'hommage à l'écrivain funambule

Gorges Perros le rongeait dans une île grise qui va de Rabéals à Fargue. Mais il faut également nommer Villon, Hugo, Perros écrivait aussi : « Chez Audiberti, dans sa soufflerie, ça malice, ça malice, ça dégâture, les mots font un bruit de galets, quand la mer se retire, et qu'ils se frémirent les uns les autres pour ne pas aller faire naufrage en beauté. » (*Papiers collés*, III). De Jacques Audiberti, dont on fête cette année le centenaire de la naissance (le 25 mars 1899), on voudrait se dire qu'il attend son heure. On voudrait penser que l'oubli relatif dans lequel il est tombé n'est qu'un retard, un malentendu. Qu'il suffit d'être patient. Que Gallimard va remettre en circulation les titres devenus inaccessibles (1)... Mais les suffrages de la postérité et ceux des services commerciaux des maisons d'édition ne sont heureusement pas la mesure unique de la valeur d'une œuvre. Les fervents, les inconditionnels d'Audiberti le savent : elle est inscrite, cette valeur, dans les pages des livres ; il suffit d'y aller voir. Ce ne sont pas les écrivains qui s'émoussent de leur reconnaissance positive, mais les lecteurs. « Les tombeaux ferment mal », disait Audiberti.

Certes à Antibes, là où il est né, son souvenir n'est pas perdu. Une place, un lycée portent son nom. Certains, parmi les plus âgés, se

souviennent de son imposante silhouette, de sa conversation éblouissante, même si Paris fut, à partir de 1924, la ville qui concentrera la plus grande partie de son désir. Les trois journées d'hommage organisées avec l'appui de la municipalité antiboise, de l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) où ses œuvres sont déposées et celui, plus réservé, du Musée Picasso, ont permis de rappeler les multiples dons de l'écrivain funambule, magicien plus que technicien de la langue - comme le souligna Georges Vitaly, metteur en scène de plusieurs de ses pièces. Claude Nougaro et Marcel Maréchal (2) rappelaient leur dette à l'égard de l'auteur de *Le mal court*.

Poète aussi bien que romancier, dramaturge, scénariste - de *La Poupee*, film avant-gardiste de Jacques Baratier en 1962 -, chroniqueur et journaliste, Audiberti fut également peintre et dessinateur. Une exposition, d'abord présentée cet hiver à Paris - à La Galerie, rue Guénégaud -, transportée pour l'occasion à Antibes, le montre (3). Le geste d'Audiberti peignant et dessinant sur ses manuscrits est proche de celui d'Artaud ou de Michaux. Comme si les mots, pourtant si riches chez lui, ne suffisaient plus à exprimer un univers mental en perpétuelle extension. « Je n'ai jamais traité qu'un seul sujet, le conflit entre le bien et le mal, entre l'âme et la chair... je tourne toujours

autour du même problème insoluble, de la même obsession : l'incarnation », écrivait-il. Ce « conflit » le hantera jusqu'à sa mort, en juillet 1965. Paul Morand imagina cet « ex-voto » : « Perdre Audiberti, c'est comme être privé de café, de tabac, de vin ; le degré d'alcool de son imagination nous était nécessaire ; son lyrisme, c'est le soleil mis en page ; c'est un produit de transformation comme le miel, comme l'huile au goût antique. » R. K.

(1) Plusieurs œuvres ont été rééditées dans les collections « Poésie-Gallimard » et « L'Imaginaire » (notamment son dernier livre, *Dimanche m'attend*). On trouve aussi, dans la collection « L'école des lettres », un recueil d'articles critiques, *La Forteresse et la Marmaille*. Les Cahiers du cinéma ont rassemblé, en 1996, ses chroniques cinématographiques, *Le Mur du fond*. (2) Marcel et Mathias Marchal présenteront, le 10 mai au Théâtre du Rond-Point à Paris - à La Galerie, rue Guénégaud -, une soirée intitulée *Monsieur Audiberti*. Signaler également, le 18 juin, l'hommage de la Maison des écrivains. (3) Chapelle Saint-Esprit et Espace Esprit, jusqu'au 18 avril.

★ Mentionnons aussi l'existence d'une association des Amis de Jacques Audiberti qui publie une revue intitulée *L'Œuvre-boîte* (20 numéros parus, 1 bis, rue des Capucins, 92190 Mennecy).

Ecrivains en exil

De nouvelles villes-refuges

W olo Soynika et Anton Tabucchi ont inauguré à Mexico la première « maison-refuge » du Parlement international des écrivains. Baptisée « El refugio », cette maison permet d'accueillir trois auteurs et d'organiser rencontres, débats et conférences. Elle pourrait recevoir des écrivains victimes du conflit actuel entre les troupes serbes et les Albanais du Kosovo.

Présidé par Wole Soyinka, fondateur Salman Rushdie, le Parlement international des écrivains (PIE) soutient les auteurs persécutés. Ceux-ci peuvent être accueillis en résidence grâce à un réseau de vingt-sept villes-refuges, signé par de nombreux intellectuels, tels, entre autres, Hélène Cixous et Eduardo Mendoza. Grâce à cette initiative, de nouvelles résidences sont en cours d'installation à Manosque, à Kristiansand en Norvège et en Catalogne (Sabadell et Lleida).

Le Centre Georges-Pompidou accueille le dramaturge irakien Jawaad Al-Assadi : les autorités irakiennes lui ont refusé un passeport en 1994 ainsi qu'à ses enfants. L'auteur-metteur en scène travaille à Paris sur les archives théâtrales de Kateb Yacine et crée une pièce inédite de celui pour la Comédie de Caen. Sabri Hamiti, un Albanais du Kosovo, critique littéraire et professeur de lettres modernes à l'université de Pristina, a été victime d'un atten-

tat en 1998. Parti en Allemagne se faire soigner, Sabri Hamiti, après trois semaines d'attente pour son visa d'entrée en France, est arrivé à la ville-refuge de Blois le 29 mars. Le PIE tente actuellement de retrouver ses enfants, restés à Pristina. Le romancier albanais Bashkim Shehu est resté une année en résidence à Barcelone où il est à présent correspondant du PIE et chargé d'enquêtes sur les dossiers de candidature des écrivains.

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, le Parlement international des écrivains (PIE) soutient les auteurs persécutés. Ceux-ci peuvent être accueillis en résidence grâce à un réseau de vingt-sept villes-refuges, signé par de nombreux intellectuels, tels, entre autres, Hélène Cixous et Eduardo Mendoza. Grâce à cette initiative, de nouvelles résidences sont en cours d'installation à Manosque, à Kristiansand en Norvège et en Catalogne (Sabadell et Lleida).

Du 14 au 18 juin, à Caen, une rencontre des écrivains résidant dans des villes-refuges doit analyser les nouvelles formes de centres. Valérie Osouf

★ Parlement international des écrivains, 1, allée Georges-Leblanc, 92300 Aubervilliers. Tel : 01-48-11-61-35. Fax : 01-48-11-61-34.

Claude Durand fait revivre Pauvert

A vec les éditions du Sarment, les éditions Mazarine, les éditions du Pommier (« Le Monde des livres » du 26 février 1999), la Société nouvelle des éditions Pauvert est le quatrième pôle de création éditoriale dont la production et les initiatives viennent compléter et enrichir celles des éditions Fayard. C'est ce qu'a fait savoir Claude Durand lors du conseil d'administration qui a eu lieu le 25 mars 1999, au cours duquel il a procédé à la nomination d'Olivier Bétourné au poste de vice-président-directeur général des éditions Fayard. A ce titre, Olivier Bétourné exercera des fonctions plus étendues à la direction générale de la maison d'édition alors que Claude Durand continuera « de définir les grandes orientations stratégiques, de déterminer et diriger la politique éditoriale et d'assurer personnellement le suivi de l'œuvre d'un certain nombre d'auteurs ».

Plus inattendue est l'arrivée de Maren Sell à la Société nouvelle des éditions Pauvert. Ecrivain à la fois à *Mourir d'absence* (Grasset) ; *Le Dernier Amant* (Stock, 1994 ; Pocket, 1996) ; *La Loi, c'est l'amour* (Stock) - Maren Sell a participé à l'aventure de la maison qui fut liée communément de créer, en 1986, sa maison d'édition. Afin de faire vivre une Europe culturelle s'étendant jusqu'à Moscou, elle avait créé la « Petite Bibliothèque européenne », pour, dit-elle, que « les textes puissent voyager ». Elle devra pourtant cesser son activité en 1992, date à laquelle Jean Etienne Cohen-Sear (PDG de Calmann-Lévy, remplacé à ce poste par Olivier Norek en 1996) lui propose un poste d'éditrice. Elle aura permis à Calmann-Lévy de remporter le Médicis étranger (en 1994 avec *Frère sommeil*, de Robert Schenck).

AGENDA

- JUSQU'AU 10 AVRIL DÉSEKEL A Paris, les revues parisiennes du Centre Georges-Pompidou proposent une rencontre avec Erii de Luca autour du thème : « L'insurrection du ghetto de Varsovie » (à 19 h 30, Tipl, piazza du Centre Georges-Pompidou, 75004 Paris ; tél. : 01-44-78-43-87).
- LE 6 AVRIL NARRATION. A Lyon, une conférence de François Bon est organisée autour du thème : « Le récit / Temps, matière et origine : enjeux neufs pour la narration » (à 19 h 30, IUFM, 4, rue Chazire, 69004 Lyon ; tél. : 04-78-02-48).
- LES 6, 8, 13 ET 15 AVRIL POÈTES ITALIENS. A Paris, la Maison de la poésie et l'Institut culturel italien proposent quatre soirées, présentées par Gabriele Sica, autour de Pier Paolo Pasolini, Sandro Penna, Giuseppe Ungaretti et Giorgio Caproni (à 19 heures, Maison de la poésie, 157, rue Saint-Martin, 75003 Paris ; tél. : 01-44-54-53-00).
- DU 6 AU 10 AVRIL MANDELSTAM. A Paris, la Maison de la poésie organise une mise en scène de Martine Pascal autour de l'œuvre du poète soviétique Osip Mandelstam (Maison de la poésie, 157, rue Saint-Martin, 75003 Paris ; tél. : 01-44-54-53-00).

Catherine Millot (à partir de 9 h 30, université Paris-VII-Denis Diderot, 2, place Jussieu, 75005 Paris, salle 512 ; tél. : 01-44-27-63-71).

● LES 9, 10 ET 11 AVRIL FEMMES. A Nantes, futur aménagement proposera rencontres, débats, spectacles et expositions sur le thème générique de « Femmes en Europe ». Trois tables rondes seront consacrées à « La création féminin », « La citoyenneté au féminin » et « Portraits et figures de femmes » (Cité des congrès, 5, rue de Valois, 44041 Nantes ; tél. : 02-40-69-51-94).

● LE 7 AVRIL ÉDUCATION. A Paris, l'association catholique internationale des institutions de sciences de l'éducation propose une conférence de Luc Ferry sur le thème : « Quels savoirs enseigner aujourd'hui ? » (à 16 heures, Institut catholique de Paris, 21, rue d'Assas, 75006 Paris ; tél. : 01-44-39-52-62).

● LE 8 AVRIL FEMMES. A Paris, la bibliothèque Marguerite-Durand proposera une rencontre-débat avec les historiennes Christine Bard, Michèle Perrot et Michèle Zancarini-Fournel autour du thème : « Histoire des femmes : bilan et perspectives » (à 18 heures, 79, rue Nationale, 75013 Paris ; tél. : 01-45-70-80-30).

● LES 9 ET 10 AVRIL PSYCHANALYSE. A Paris, Marie Depussé et André Lacaus organiseront deux journées d'études autour du thème « Littérature et psychanalyse », avec notamment les interventions de Julia Kristeva et Catherine Millet (à partir de 9 h 30, université Paris-VII-Denis Diderot, 2, place Jussieu, 75005 Paris, salle 512 ; tél. : 01-44-27-63-71).

● LES 9 ET 10 AVRIL PSYCHANALYSE. A Paris, Marie Depussé et André Lacaus organiseront deux journées d'études autour du thème « Littérature et psychanalyse », avec notamment les interventions de Julia Kristeva et Catherine Millet (à partir de 9 h 30, université Paris-VII-Denis Diderot, 2, place Jussieu, 75005 Paris, salle 512 ; tél. : 01-44-27-63-71).

● LE 10 AVRIL PHILOSOPHIE. A Paris, une conférence, animée par Jacob Rogoziński, est organisée autour du thème : « Rien n'est vrai », avec les interventions d'Antonia Souleau et Alain Séguin-Duclos (à 15 heures, Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 75006 Paris ; tél. : 01-44-41-36-44).

● LES 10 ET 11 AVRIL BANDE DESSINÉE. A Maisons-Laffitte, la 9^e édition du Salon de la bande dessinée de Maisons-Laffitte est l'occasion de rencontres, animations et exposition des planches originales de Jean-Claude Forest (Centre culturel Longueil, 48, av. Longueil, 78605 Maisons-Laffitte ; tél. : 01-34-93-12-81).

Le Monde DES LIVRES DE POCHE

Le supplément mensuel consacré aux livres en format de poche

paraitra exceptionnellement dans *Le Monde* du jeudi 8 daté vendredi 9 avril